UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

FEMMES ET POLICE DANS LES FAVELAS DE RIO DE JANEIRO : VIOLENCES ET RÉSISTANCES

MÉMOIRE PRÉSENTÉ COMME EXIGENCE PARTIELLE DE LA MAÎTRISE EN SCIENCE POLITIQUE

PAR
ANNE-MARIE VEILLETTE

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.10-2015). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

A realização desta pesquisa teria sido impossível sem, em primeiro lugar, o indefectível apoio e a generosidade de meu amigo Oscar Berg (conhecido como Oscar Paquin), que foi o primeiro a me abrir as portas de seu magnífico país. Há encontros, como este, que mudam uma vida. Obrigada Oscar e obrigada a tua família pela sua calorosa acolhida e pela sua generosidade. Obrigada a minha amiga de quem eu sinto tanta falta, Lorena Gouvêa de Araújo. Sem você, nada teria sido possível. Você foi muito mais que uma simples anfitriã. Eu sinto falta da tua generosidade, da tua abertura e a da tua alegria de viver. Eu jamais teria imaginado encontrar uma pessoa tão dedicada e interessante. A ti, a tua família e aos(às) teus(tuas) amigos(as) eu mando todo o meu amor.

Às vinte mulheres que aceitaram compartilhar comigo os seus relatos sobre as suas vidas e as suas experiências nas favelas, muito obrigada. Eu penso em vocês todos os dias, apesar da distância que nos separa. Encontrar vocês foi uma das experiências mais fortes e mais enriquecedoras da minha existência. Eu espero de todo o meu coração ter conseguido traduzir nestas páginas a sua humanidade; os seus medos, assim como as suas esperanças, a sua coragem assim como a sua resiliência, a sua complexidade como a sua simplicidade, e, sobretudo, o seu amor e a sua generosidade intermináveis. Eu espero que não se trate de um adeus, mas que possamos nos rever em breve.

Ao Prof. Dr. Rafael Soares Gonçalves e à Prof. Nilza Rogéria de Andrade Nunes, cuja contribuição a esta pesquisa é inestimável, muito obrigada. A sua confiança e a sua generosidade foram muito significativas para mim. Para vocês eu também digo até logo! A Leandro Castro, que me ajudou de maneira inestimável e me acolheu em sua favela, muito obrigada. A ti também eu digo até mais!

Ao meu professor e amigo Waguinho, que me ensinou não apenas o samba, mas também a melhor conhecer esta verdadeira instituição emblemática do Rio de Janeiro, muito obrigada. Agradeço a tua família e os membros da Mocidade Independente de Padre Miguel e de Batuque Digital por terem me recebido como um de vocês. Vocês preencheram a minha estada no Rio de Janeiro com música e alegria. Aos(Às) meus(minhas) amigos(as) mineiros(as), Arllen Valente, Matheus Victor e Paula Silva, eu agradeço vocês pelo tempo passado comigo em Belo Horizonte. Sem dúvidas, nós iremos nos rever em breve, seja no Brasil seja no Canadá, onde vocês serão sempre bem vindos. Da mesma forma, obrigada ao meu amigo Thiago Coutinho, o qual, apesar das nossas diferenças, me convidou à sua casa no Nordeste e foi também de uma generosidade admirável. Enfim, eu gostaria de agradecer Rociclei Silva, Yussef Kahwage e Diogo de Almeida Ramos, que me ajudaram em diversos momentos nos quais eu não sabia mais o que fazer.

Sem cada um(a) de vocês esta pesquisa não teria se tornado o que ela é. Vocês me ajudaram, vocês me encontraram, vocês me abriram as portas das suas casas, vocês me acompanharam e vocês tornaram minha estada no Brasil extraordinária. Um imenso muito obrigada.

Solidariedade,

Je voudrais remercier ma directrice de recherche, la Professeure Geneviève Pagé, dont la confiance et l'appui ont été indéfectibles tout au long de ma maîtrise. Tu as cru en mes capacités et m'as fourni tout ce dont j'avais besoin pour mener à terme les nombreux projets entamés durant ma maîtrise. Tu as été ouverte et généreuse et une personne ressource infaillible. Tu es un modèle extrêmement positif dans ma vie. Merci pour tout, mille fois. Je suis persuadée qu'il ne s'agit pas d'un au revoir, alors je te dirai simplement à bientôt, même si je vais assurément m'ennuyer de toi.

Également, je voudrais profiter de cette occasion pour saluer mes collègues et amis-es, et en particulier celles qui ont aussi travaillé avec Geneviève ou au Centre Paulo-Freire. Nos discussions, vos conseils et votre écoute ont eu un impact significatif sur mon parcours à la maîtrise. Vous avez démontré que l'on excelle dans l'entraide et l'amitié, plutôt que dans la méfiance et la compétition. Je vous souhaite la meilleure des chances dans tous vos projets.

J'aimerais aussi profiter de l'occasion pour remercier Professeurs Francis Dupuis-Déri et André Corten. Votre intérêt, votre aide, votre confiance et vos conseils ont été précieux dans la réalisation de cette recherche. Ils ont à plusieurs égards enrichis mes réflexions et constituent une contribution importante à mon parcours.

Je désire en outre souligner la contribution du Collectif de recherche interdisciplinaire sur la contestation (CRIC) à cette recherche. J'ai adoré faire partie de ce collectif qui a suscité nombre de réflexions nouvelles et de débats.

Je voudrais souligner la contribution financière du CRIC, ainsi que du ministère de l'Éducation, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche (MEESR) et des offices

jeunesse internationaux du Québec (LOJIQ) qui m'ont offert le support nécessaire pour m'envoler à Rio de Janeiro, où j'ai pu mener ma recherche terrain. L'argent reste le nerf de la guerre sans lequel rien de tout cela ne serait possible.

Aux personnes qui m'entourent, à ma famille et à Guillaume Joseph, les mots me manquent. Vous m'avez supporté et compris quand il le fallait. Vous m'avez vu partir de longs mois et revenir. Vous m'avez vu excitée, motivée et déterminée, mais vous m'avez aussi vu déprimée, découragée et stressée. Vous êtes toujours restés-es malgré tout. Vous avez été fiers-ères et avez eu confiance en moi. Merci, tout simplement. Le soutien infaillible dont vous avez fait preuve fait toute la différence.

AVANT-PROPOS

Chronique de la ville de Rio de Janeiro

Dans la nuit profonde de Rio de Janeiro, le Christ du Corcovado, lumineux et généreux, ouvre ses bras pour offrir refuge aux petits-fils d'esclaves.

D'en bas, une femme aux pieds nus regarde le Christ, et en se tournant vers son éclat, dit tristement :

- Bientôt, il ne sera plus là. On m'a dit qu'on allait l'enlever.
- Ne t'en fais pas, la rassure une autre femme à côté d'elle. Ne t'en fait pas. Il reviendra.

La police tue beaucoup de gens, l'économie bien plus encore. Dans la ville violente, on entend des coups de feu, mais aussi des tambours : tambours avides de consolation et de vengeance qui appellent les dieux africains. Le Christ seul ne suffit pas.

Eduardo Galeano (2012 [1989], p. 78)

Les riens

Les puces rêvent de s'acheter un chien et les riens rêvent de ne plus être pauvres. Ils rêvent d'un jour magique où la chance tomberait du ciel, en une pluie drue; mais la chance n'est pas tombée hier, elle ne tombera pas aujourd'hui, ni demain, ni jamais, pas même en petite bruine. Les riens ont beau la réclamer, leur main gauche a beau leur démanger, ils peuvent toujours se lever du pied droit ou commencer l'année avec un balais neuf.

Les riens : enfants de personne à qui rien n'appartient.

Les riens : les aucuns, les inexistés, ceux qui courent en vain, ceux qui se tuent à

vivre, les mal pris, éternellement mal pris :

Qui ne sont pas, même s'ils sont.

Qui ne parlent pas une langue, mais un dialecte.

Qui n'ont pas de religion, mais des superstitions.

Qui ne sont pas des artistes, mais artisans.

Qui n'ont pas de culture, mais un folklore.

Qui ne sont pas des êtres humains, mais des ressources humaines.

Qui n'ont pas de visage, mais des bras.

Qui n'ont pas de nom, mais un numéro.

Qui ne figurent pas dans l'histoire du monde, mais dans les pages des faits divers.

Les riens qui valent encore moins que la balle qui les tue.

Eduardo Galeano (2012 [1989], p. 71)

TABLE DES MATIÈRES

REME	ERCIEME	NTS	i
		OS	
LISTE	DES FIC	GURES	xi
LISTE	E DES TA	BLEAUX	xii
LISTE	E DES AB	RÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES	xiv
INTRO	ODUCTIO	ON	1
CONT	TTRE I EXTE, R E THÉO	EVUE DE LA LITTÉRATURE, PROBLÉMATIQUE, RIQUE ET MÉTHODOLOGIE	7
1.1.	Contex	xte	
	1.1.1.	La favela	
	1.1.2.	L'espace de la négritude	11
	1.1.3.	La précarité	13
	1.1.4.	Femmes des favelas	
	1.1.5.	Violence policière et trafic de drogues	18
1.2.	Revue	de la littérature	
	1.2.1.	L'État et la violence policière au Brésil	25
	1.2.2.	Femmes et violences policières	
1.3.	Probléi	matique, question de recherche et thèse	38
1.4.	Cadre 1	théorique	40
1.5.	Méthod	dologie	
	1.5.1.	Motivations et positionnement	
	1.5.2.	Collecte de données	
	1.5.3.	Les participantes	
	1.5.4.	Analyse des données	60

	1.5.5.	Limites de la recherche	61
	ITRE II	SATION DES FAVELAS	65
2.1.		e de frappe des policiers	
	2.1.1.		
	2.1.2.	Destructions et invasions	
	2.1.3.	Violences sexuelles	
	2.1.4.	Impunité et corruption	73
2.2.	La fave	ela sous contrôle policier	76
	2.2.1.	Criminalisation	76
	2.2.2.	Informations, surveillance et contrôle social	79
	2.2.3.	Interdictions	81
2.3.	Pacifie	r les femmes	84
	2.3.1.	Entre la victime et la castratrice	84
	2.3.2.	Protéger et servir les femmes ?	86
2.4.	Conclu	sion	88
	ITRE III		
LES IN		DE LA VIOLENCE POLICIÈRE	
3.1.	UPP et	police : du pareil au même	
	3.1.1.	L'aspect « social » de la police	91
	3.1.2.	Un programme inégal et en décrépitude	93
	3.1.3.	Ces étrangers responsables de notre sécurité	95
3.2.	Fabriqu	uer l'insécurité	96
	3.2.1.	Maintien de l'ordre : pouvoirs parallèles et étatiques	96
	3.2.2.	Des lieux à l'abri de la violence ?	.100
	3.2.3.	Féminité et masculinité ou les verrous de la domination	. 104
3.3.	Les inte	érêts économiques de la pacification	.106
	3.3.1.	Remodelages urbains et services publics dans les favelas	.106
	3.3.2.	Entreprises privées et tourisme	. 110

3.4. Transformations de la vie quotidienne 117 3.4.1. Organisation sociale et communautaire 117 3.4.2. Prise en charge 120 3.4.3. Après la mort 122 3.5. Conclusion 123 CHAPITRE IV RÉSISTANCES 126 4.1. Survivre et résister en contexte de génocide 128 4.1.1. Survive et infrapolitique 128 4.1.2. Les guerrières 131 4.2. Les femmes à l'assaut 135 4.2.1. La brèche du genre 135 4.2.2. Le rôle des émotions 139 4.2.3. Héritages et conditions d'implication 142 4.2.4. Défis et obstacles 144 4.3. Femmes en lutte contre la violence policière 146 4.3.1. Dans la rue 146 4.3.2. S'organiser 149 4.3.3. Dans les mouvements sociaux 153 4.4. Conclusion 157 CONCLUSION 159 ANNEXE A TABLEAU DES FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE		3.3.3.	Une expulsion tranquille	.115
3.4.1. Organisation sociale et communautaire	3.4.	Transfo	rmations de la vie quotidienne	.117
3.4.3. Après la mort				
3.5. Conclusion		3.4.2.	Prise en charge	. 120
CHAPITRE IV RÉSISTANCES		3.4.3.	Après la mort	.122
RÉSISTANCES 126 4.1. Survivre et résister en contexte de génocide 128 4.1.1. Survie et infrapolitique 128 4.1.2. Les guerrières 131 4.2. Les femmes à l'assaut 135 4.2.1. La brèche du genre 135 4.2.2. Le rôle des émotions 139 4.2.3. Héritages et conditions d'implication 142 4.2.4. Défis et obstacles 144 4.3. Femmes en lutte contre la violence policière 146 4.3.1. Dans la rue 146 4.3.2. S'organiser 149 4.3.3. Dans les mouvements sociaux 153 4.3.4. La communication populaire 155 4.4. Conclusion 157 CONCLUSION 159 ANNEXE A TABLEAU DES FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE 164 ANNEXE B CARTE DES FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE 166 ANNEXE C THÉMATIQUES ET SOUS-THÉMATIQUES IDENTIFIÉES	3.5.	Conclus	sion	. 123
4.1.1. Survie et infrapolitique 128 4.1.2. Les guerrières 131 4.2. Les femmes à l'assaut 135 4.2.1. La brèche du genre 135 4.2.2. Le rôle des émotions 139 4.2.3. Héritages et conditions d'implication 142 4.2.4. Défis et obstacles 144 4.3. Femmes en lutte contre la violence policière 146 4.3.1. Dans la rue 146 4.3.2. S'organiser 149 4.3.3. Dans les mouvements sociaux 153 4.3.4. La communication populaire 155 4.4. Conclusion 157 CONCLUSION 159 ANNEXE A TABLEAU DES FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE 164 ANNEXE B CARTE DES FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE 166 ANNEXE C THÉMATIQUES ET SOUS-THÉMATIQUES IDENTIFIÉES				. 126
4.1.2. Les guerrières	4.1.	Survivr	e et résister en contexte de génocide	. 128
4.2.1. La brèche du genre		4.1.1.	Survie et infrapolitique	. 128
4.2.1. La brèche du genre		4.1.2.	Les guerrières	. 131
4.2.2. Le rôle des émotions	4.2.	Les fem	mes à l'assaut	. 135
4.2.3. Héritages et conditions d'implication		4.2.1.	La brèche du genre	. 135
4.2.4. Défis et obstacles		4.2.2.	Le rôle des émotions	. 139
4.3.1 Dans la rue		4.2.3.	Héritages et conditions d'implication	. 142
4.3.1. Dans la rue		4.2.4.	Défis et obstacles	.144
4.3.2. S'organiser	4.3.	Femmes	s en lutte contre la violence policière	. 146
4.3.3. Dans les mouvements sociaux		4.3.1.	Dans la rue	. 146
4.3.4. La communication populaire		4.3.2.	S'organiser	. 149
4.4. Conclusion		4.3.3.	Dans les mouvements sociaux	. 153
ANNEXE A TABLEAU DES FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE 164 ANNEXE B CARTE DES FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE 166 ANNEXE C THÉMATIQUES ET SOUS-THÉMATIQUES IDENTIFIÉES		4.3.4.	La communication populaire	. 155
ANNEXE A TABLEAU DES FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE 164 ANNEXE B CARTE DES FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE 166 ANNEXE C THÉMATIQUES ET SOUS-THÉMATIQUES IDENTIFIÉES	4.4.	Conclus	sion	. 157
TABLEAU DES FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE 164 ANNEXE B CARTE DES FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE 166 ANNEXE C THÉMATIQUES ET SOUS-THÉMATIQUES IDENTIFIÉES	CONC	LUSION.		. 159
CARTE DES FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE166 ANNEXE C THÉMATIQUES ET SOUS-THÉMATIQUES IDENTIFIÉES			FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE	. 164
THÉMATIQUES ET SOUS-THÉMATIQUES IDENTIFIÉES			VELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE	. 166
DANSTANATASE DE DONNEES 167	THÉM	ATIQUES	S ET SOUS-THÉMATIQUES IDENTIFIÉES YSE DE DONNÉES	167

ANNEXE D	
TABLEAU DES HOMICIDES DÉCOULANT D'UNE OPPOSITION À	
L'INTERVENTION POLICIÈRE COMMIS SUR LES TERRITOIRES	
OCCUPÉS PAR UNE UPP À RIO DE JANEIRO, DE 2007 À 2016	169
BIBLIOGRAPHIE	171
LEXIOUE	186

LISTE DES FIGURES

Figure	e	Page
1.1	Morro da Favella	8
1.2	Carte des zones de la ville de Rio et des favelas pacifiées et non-pacifiées	25
2.1	Le caveirão en opération dans la favela	66
2.2	Trous de balles photographiés dans le Complexo do Alemão	69
3.1	Vue des airs d'une partie de la favela de Rocinha	108
4.1	Exemple de banderoles et d'affiches de protestation	149

LISTE DES TABLEAUX

Table	eau de la companya d		Page
1.1	Évolution de la population de la ville de Rio de Janeiro	depuis 1950	14
1.2	Homicides découlant d'une opposition à l'intervention Janeiro de 2007 à 2016	policière à Rio d	e 22
3.1	Responsabilités familiales et revenu des femmes		116

LISTE DES ABRÉVIATIONS, SIGLES ET ACRONYMES

BOPE Batalhão de Operações Policiais Especiais

BRT Transporte Rápido por Ônibus

CEDAPS Centro de Promoção da Saúde

DEAM Delegacias de Atendimento à mulher

EDUCAP Espaço Democrático de União, Convivência, Aprendizagem e

Prevenção

GPAE Grupamento de Policiamento em Áreas Especiais

IBGE Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística

ISP Instituto de Segurança Pública (Governo do Estado do Rio de Janeiro)

ONG Organisme non gouvernemental

PAC Programa de Aceleração do Crescimento

PMRJ Polícia Militar do Estado do Rio de Janeiro

UPA Unidade de Pronto Atendimento

UPP Unidade de Polícia Pacificadora

VLT Veículo leve sobre trilhos

RÉSUMÉ

L'objectif principal de cette recherche est de comprendre le rôle de la violence policière dans la (re)production des rapports sociaux de sexe. Pour ce faire, elle se base sur l'étude du cas des favelas de la ville de Rio de Janeiro au Brésil, où ont été rencontrées une vingtaine de femmes. Suivant l'idée que la violence suit un continuum et qu'elle est structurée par les rapports sociaux, le processus de militarisation des favelas est analysé afin de mettre en lumière l'aspect sexué des violences; aspect généralement invisibilisées dans une littérature scientifique axée sur les acteurs masculins. Dans un premier temps, nous identifions quelles sont les diverses violences directes commises par la police, faisant ainsi ressortir le processus de sexualisation inhérent à l'action policière. Dans un deuxième temps, nous exposons les différents effets de cette violence dans la vie quotidienne des résidentes des favelas, démontrant que ses impacts s'inscrivent dans la division sexuelle du travail et contribuent à l'exacerber. Finalement, nous nous intéressons aux résistances de ces femmes, concluant qu'en même temps qu'elles fournissent un important vecteur de prise de pouvoir, elles sont aussi structurées par les rapports sociaux de sexe, limitant ses bienfaits pour les instigatrices même. Ces résultats ont été obtenus suite à l'analyse inductive de données qualitatives collectées lors d'une recherche de terrain menée en 2016 durant laquelle ont été menés des entrevues individuelles, un focus group et des observations participantes. À partir de ces témoignages, cette étude conclut que la violence policière maintient et reproduit le statu quo social et les privilèges, processus significativement façonné par les rapports sociaux de sexe.

Mots-clefs: Favelas, Rio de Janeiro, Femmes, Violence, Police, Résistances

ABSTRACT

The main objective of this study is to understand how police violence contributes to the (re)production of gender power dynamics. To do so, this study uses a case study of police violence in the favelas of Brazil's Rio de Janeiro where 20 women were interviewed. Following the idea that violence forms a continuum and that it is structured by power relations, the militarization of *favelas* is analysed in order to show the multiple forms of violence that generally remains invisible in scientific literature on the masculine actors of violence. First, the various forms of direct violence committed by the police against women in favelas during its militarization are highlighted in order to show the sexualisation process inherent in police actions. Second, the different effects of this violence in the daily life of women residing in favelas are exposed to demonstrate how women follow the sexual division of labor and contribute to its exacerbation. Finally, women's resistance to police violence are looked at in order to conclude that, even though this resistance serves as an important vector of empowerment, it is also structured by gendered power relation, limiting the benefits for its instigators. These results were obtained through an inductive analysis of qualitative data collected in the field in 2016 through interviews, a focus group and participant observation. Based on these women's testimonies and our observations, it is concluded that the police, as the institution in charge of maintaining order on behalf of the State, actually reproduces the social status quo and privileges, and that this process is also shaped by gendered power relation.

Keywords: Favelas, Rio de Janeiro, Women, Violence, Police, Resistance

INTRODUCTION

Faire sens de la violence, ce phénomène omniprésent qui nous est à la fois brutalement visible, à la fois désespérément insaisissable, est une tâche ardue. La violence est fluide et floue, multiforme et diversifiée, et toujours complexe à aborder comme une totalité, un tout : « Violence is a slippery concept – nonlinear, productive, destructive, and reproductive. It is mimetic, like imitative magic or homeopathy. » (Scheper-Hughes et Bourgois, 2004, p. 1) Pour plusieurs, comme Walter Benjamin (2012 [1921], p. 63) l'exprime dans son célèbre texte Critique de la violence, la violence représente surtout un moyen, le moyen par lequel sont maintenus les rapports de classe, dans une configuration sociale où l'État est le seul détenteur légitime de la violence. Mais, la violence n'est pas que le moyen des dominants, c'est aussi, comme le défend Frantz Fanon (2002 [1961]), un outil fondamental et indissociable de la lutte pour la liberté, qu'il situe quant à lui dans la nécessaire lutte de décolonisation.

L'acceptabilité sociale de la violence dépend ainsi de la dynamique du pouvoir dans un contexte donné. Au quotidien, violence et légitimité morale forgent bien souvent notre acceptation ou notre rejet de celle-ci; nous poussant tantôt à l'applaudir, à la tolérer — lorsqu'elle sert notre groupe, par exemple — tantôt à la condamner lorsqu'elle nous menace, individuellement ou collectivement (Rocher, 2013, p. 36). La morale vacille plus souvent qu'elle n'y paraît sous le poids d'intérêts que l'on sous-pèse généralement inconsciemment. En ce sens, la violence n'est pas quelque chose d'irrationnel — tant soit peu que l'on puisse effectivement différencier le rationnel de l'irrationnel —, mais bien un phénomène social (Scheper-Hughes et Bourgois, 2004, p. 3). Cela signifie que la violence émerge dans une configuration sociale précise, où la culture, les structures sociales, les idées et idéologies permettent sa concrétisation et sa perpétration (Scheper-Hughes et Bourgois, 2004).

Depuis maintenant plusieurs décennies, nombre de féministes se sont penchées sur la (re)production de la violence en analysant une structure sociale en particulier; le patriarcat. Cette démarche, nécessaire pour comprendre comment s'actualisent dans la vie quotidienne des femmes les rapports sociaux de sexe a permis *entre autres choses* de constater (1) que la violence, peu importe sa *nature*, *où* elle se déroule et *qui* la perpétue est éminemment politique¹ (Alemany, 2000) et (2) que l'État intervient dans la (re)production de ces rapports par la violence (Peterson, 1992). En outre, avec l'émergence des théories de l'intersectionnalité², cette analyse a été complexifiée afin de prendre en compte les dynamiques des différentes structures sociales, telles que le sexe, la classe et la race, dans la perpétration de violences.

À Rio de Janeiro (Brésil), et plus précisément dans ses bidonvilles (*favelas*), où se campe cette recherche, les violences commises contre les femmes s'inscrivent dans le contexte tendu de la guerre au trafic de drogues qui oppose trafiquants et policiers. L'intensité des affrontements qui s'y déroulent, jumelée à la promotion contingente d'un discours guerrier chez les trafiquants comme chez les policiers, favorise la construction d'une masculinité violente et armée, qualifiée d'« hypermasculinité » (Moura, 2008). Ces quartiers habités par les franges au bas de la hiérarchie sociale – car habités par les moins fortunés-es et une importante population descendante des esclaves africains-es — abritent en effet bien souvent des trafiquants qui s'organisent en véritables pouvoirs parallèles à l'État (Arias, 2006)³.

¹ En référence à la célèbre maxime « le privé est politique » ; voir Lamoureux (2004).

² Nous entendons par « théories de l'intersectionnalité » les différentes approches développées par les féministes (voir Collins et Bilge, 2016), pour intégrer l'enjeu de l'imbrication des oppressions dans la vie des femmes et la critique d'une supposée « catégorie femme » homogène.

³ À Rio de Janeiro, les narcotrafiquants sont actuellement organisés en trois principales factions : le Comando Vermelho, les Amigos dos Amigos et le Terceiro Comando Puro.

Les politiques de lutte au narcotrafic, axées sur l'élimination du mal « à sa source », se sont concentrées à déloger les trafiquants des favelas, négligeant d'autres aspects pourtant fondamentaux à leur croissance comme la consommation de drogues (toutes classes sociales confondues), la complicité étatique dans l'émergence de ces groupes et les rapports sociaux qui fondent les inégalités et poussent les plus démunis-es à se tourner vers le trafic (Da Silva, 2014). Dans le contexte international de militarisation de la lutte au narcotrafic (Rodrigues, 2012), les policiers sont appelés à adopter la politique de la « main dure » et à être sans pitié envers les trafiquants, qui sont quant à eux perçus comme la source des problèmes de criminalité dans leur ville (Almendra, 2014; Rodrigues, 2015). Le bandit (bandido) abattu dans la rue aux dépens de toute preuve, constitue ainsi la figure stéréotypée du résident de la favela, l'épouvantail dressé publiquement pour alimenter la peur et légitimer l'usage abusif de la force par les agents armés de l'État dans ces quartiers. L'expression « bandido bom é bandido morto » (un bon bandit est un bandit mort), si souvent entendue au Brésil, démontre bien l'antagonisme que crée cette guerre au sein d'une proportion significative de la population, pour qui la vie des favelados-as n'a, au final, que peu d'importance.

Face à la croissance effrénée de la violence dans les *favelas* — causée autant par le narcotrafic que les opérations policières —, les différents paliers gouvernementaux (fédéral, étatique et municipal) ont travaillé à la création de projets de police destinés au rapprochement avec les *favelas* et à un maintien de l'ordre qui y serait plus respectueux des droits humains. Le dernier en liste et le plus important de ces projets a été inauguré en 2008 dans la *favela* de Santa Marta et consiste à *pacifier* les *favelas* grâce à l'installation d'Unités de police pacificatrice (UPP). Depuis, 38 de ces unités ont été installées dans divers quartiers et *favelas* de la ville. Leur mise sur pied avait originellement deux objectifs, le premier était d'accroître le contrôle étatique dans les quartiers à forte activité criminelle et armée, et le second était d'y instaurer un climat

de paix permettant aux résidents-es d'exercer leur citoyenneté (décret nº 42.787). Issues de la Polícia Militar do Estado do Rio de Janeiro (police militaire de l'État de Rio de Janeiro) (PMERJ), les UPPs devaient s'inspirer et appliquer des modèles de police de proximité et communautaire (Ribeiro, L., 2014; Riccio *et al.*, 2013). Cependant, en huit ans d'existence, nombre de recherches ont montré que les UPPs, bien qu'elles aient entraîné quelques changements positifs, ne sont pas arrivées à outrepasser la culture militariste et répressive du reste de la PMERJ (Almendra, 2014; Fleury, 2012; Serra et Rodrigues, 2014).

Dans ce contexte de guerre dominée par les hommes — car ils sont ceux qui courent le plus de chance d'être assassinés par la police ou appelés à «maintenir l'ordre» (Amnesty International, 2008, 2015) —, un aspect fondamental de la violence policière est toutefois presque constamment mis de côté : sa dimension machiste et ses impacts différenciés sur les survivantes. En effet, la violence policière n'échappe pas aux structures sociales qui non seulement affectent les manières dont la police « maintien l'ordre », mais produit et reproduit aussi certains standards et rapports de pouvoir (Vargas, 2013), dont à travers la production d'une « hyper masculinité » (Wilding, 2010, p. 741). Pour les femmes, cela se traduit par un « contrôle social masculiniste » (Peterson, 1992, p. 46) qui se perpétue presque en toute impunité, vu l'absence de cette réflexion dans la littérature scientifique, les médias et l'imaginaire collectif en général. Si la violence est bel et bien un phénomène social, c'est donc qu'elle s'inscrit dans des structures sociales —incluant les structures maintenant des rapports de pouvoir inégaux entre les sexes — et qu'elle sert une fin : maintenir ces rapports en place. C'est ce que permet de constater la présente recherche dont l'objectif est d'offrir un portrait de la situation actuelle de la violence policière pour les femmes dans les favelas de Rio de Janeiro. En nous basant sur les témoignages et récits de femmes résidentes, nous souhaitons appuyer l'idée selon laquelle la violence de la police reproduit et alimente aussi les rapports sociaux de sexe, en démontrant comment elle y arrive : par la violence

directe (Chapitre 2), les effets de sa violence (Chapitre 3) et par la résistance qu'elle engendre (Chapitre 4).

Pour ce faire, le présent texte est divisé en quatre chapitres distincts. Le premier a pour objectif de la situer au sein de la littérature existante et d'expliciter notre problématique, cadre théorique et méthodologie. Le deuxième s'intéresse aux interventions policières dans les favelas et auprès des résidentes. Nous y démontrons, à partir de l'analyse inductive des données obtenues sur le terrain, que la police opère une militarisation des favelas, processus lors duquel elle sexualise les groupes et individus en présence, (re)produisant deux groupes sociaux distincts et hiérarchisés: les hommes et les femmes. Le troisième traite quant à lui des impacts de la violence policière dans les favelas. notamment en lien avec les questions d'insécurité, de gentrification et de perturbation de la vie quotidienne. Notre analyse nous permet de constater que les impacts de la violence policière s'inscrivent et exacerbent en fait la division sexuelle du travail et l'exclusion urbaine des femmes. Finalement, dans un dernier chapitre d'analyse, nous nous penchons sur les résistances des résidentes des favelas. Nous mettrons en lumière le fait que la résistance est tout aussi fluide que la violence; aborderons les conditions dans lesquelles cette résistance émerge; et explorerons les initiatives dans lesquelles les femmes rencontrées s'investissent. Encore une fois, notre analyse nous permet de voir que les rapports sociaux de sexe structurent la résistance de ces femmes, que ce soit par les opportunités qu'ils leur ouvrent ou encore par les portes qui leur sont bloquées, limitant parfois les bénéfices obtenus par les femmes en lutte.

Bien que nous aborderons souvent les actions et impacts des UPPs — vu l'importance que ces unités spéciales de police ont eue dans les dernières années —, l'objet de notre étude est la violence policière dans les *favelas* de la ville de Rio de Janeiro. Ce travail, étalé sur près de trois ans et construit sur la base de rencontres effectuées lors d'une

recherche de terrain de quatre mois et demi, se veut résolument féministe : il s'agit de montrer le rôle que la violence perpétrée par la police joue dans la reproduction des rapports sociaux de sexe. Cette recherche empirique nous permet en outre de complexifier notre compréhension de la violence ainsi que des mécanismes sociaux qui en permettent la légitimation et en assurent la pérennité.

CHAPITRE I

CONTEXTE, REVUE DE LA LITTÉRATURE, PROBLÉMATIQUE, CADRE THÉORIQUE ET MÉTHODOLOGIE

Nous avons l'habitude de dire que nous sommes les enfants de la dictature et les petits enfants de l'esclavagisme. Nous sommes passés-es de l'un à l'autre (Maria)

1.1. Contexte

1.1.1. La favela

La ville de Rio de Janeiro compte des centaines de *favelas*⁴ sur tout son territoire, que ce soit dans la très touristique zone sud (là où se trouvent des quartiers riches et de célèbres emblèmes, tels que le Christ rédempteur, Copacabana et le Pain de sucre), dans le centre-ville, dans la zone nord (où l'on retrouve beaucoup de quartiers résidentiels pour les classes moyennes et pauvres) ou la zone ouest (plus récemment développée, un peu plus industrielle et abritant classes moyennes et plus pauvres⁵).

Au cours du dernier siècle, nombreuses ont été les tentatives d'éradications des *favelas* de la ville, surtout dans les territoires à forte spéculation immobilière comme la zone sud. Dès l'apparition de la « première » *favela* de la ville (en 1897) nommée

⁴ Il est difficile de rapporter le nombre exact de *favelas* dans la ville de Rio de Janeiro, puisque les différents organismes chargés de leur recension n'observent pas nécessairement la même méthodologie et n'emploient pas les mêmes définitions. Par exemple, selon le recensement fédéral de 2010 (IBGE, 2010), il y aurait 868 agglomérations « subnormales » sur le territoire de la ville de Rio. Au même moment, la municipalité même de Rio établissait qu'il y avait en fait 1020, bien que ce chiffre ait été modifié près d'un an plus tard pour 600 (Leal, 2011). Dernièrement, l'*Instituto Pereira Passos* (2017) faisait quant à lui état de la présence de 1018 *favelas* sur le territoire de la ville.

⁵ Il faut cependant mentionner que quelques quartiers plus riches se trouvent aussi dans les zones nord et ouest, par exemple Tijuca (zone nord) ou Barra da Tijuca (zone ouest).

Providência (figure 1.1.)⁶, la *favela* a été perçue négativement, bien que souvent tolérée pour pourvoir les besoins en main-d'œuvre de la ville. Cette perception négative a légitimé la répression quasi constante de ces espaces au cours de leur siècle d'existence ainsi qu'une prestation inégale et précaire de services publics. Ce premier terrain, où le ministère de la Guerre avait permis à ses soldats démobilisés de la guerre de Canudos⁷ de s'installer, a vite été perçu par les policiers de l'époque comme une concentration de déserteurs et de voleurs vivant dans des conditions d'hygiène exécrables (Zaluar et Alvito, 2006, p. 9).



Figure 1.1 - Morro da Favella, première *favela* de Rio de Janeiro (source : Museu de Imagens. http://www.museudeimagens.com.br/morro-da-providencia-primeira-favela/)

⁶ En fait, elle s'est d'abord appelée Morro da favella, *favela* étant le nom d'une plante poussant dans le *Nordeste* du pays, là d'où les soldats démobilisés revenaient.

⁷ Pour en savoir plus sur la guerre de Canudos et les impacts de celle-ci dans la construction des représentations associées aux *favelas*, voir Valladares, 2000.

Jusqu'à aujourd'hui, de forts stéréotypes continuent de marquer socialement ces espaces et les personnes qui y résident, malgré l'hétérogénéité des favelas et de leurs habitants-es, formant ce que Janice Perlman (1977) a appelé dans un livre phare le « mythe de la marginalité ». Selon elle, ces stéréotypes consistent à associer ces territoires et leurs habitants-es à la saleté, la criminalité, l'immoralité et à l'arrivée massive de populations rurales (notamment originaires du Nordeste⁸ brésilien), renforçant l'idée que les favelas seraient habitées par des personnes aux coutumes rurales, traditionnelles, voire « retardées », établies en ville pour en « aspirer » les richesses, tels des parasites (Perlman, 2007, pp. 28-29). Ces perceptions négatives ont longtemps nourri l'idée que les *favelas* seraient « marginales » (à la fois à la marge de la société et de la ville) et qu'elles constitueraient un pied de nez à la modernisation de la ville: le front urbain entre la civilisation et la sauvagerie, le moderne et le traditionnel, le « nous » et les autres (Valladares, 2000). Essentiellement, l'entretien et la constante réactualisation de ce « mythe de la marginalité » auraient favorisé, selon Perlman (1977), la création d'un climat social « anti-favela », qui se traduit par des politiques brutales et destructrices envers les favelas.

En 2010, Rio de Janeiro était la ville brésilienne qui comptait proportionnellement le plus de résidents-es de *favelas* avec 1 393 314 résidents-es, soit 22,03% de la population totale de la ville (IBGE, 2010). Les *favelas*, parfois aussi appelées communautés (*comunidades*), 9 occupent aujourd'hui une variété de types de terrains, même si les premières ont surtout vu le jour au flanc des nombreuses collines de la ville. Si elles sont aujourd'hui presque toutes pourvues de certains « services essentiels » (ce qui ne signifie pas qu'ils soient adéquats et suffisants) tels que les

⁸ Le *Nordeste* brésilien comprend neuf États situés au nord-est du pays : Alagoas, Bahia, Ceará, Maranhão, Paraíba, Piauí, Pernambuco, Rio Grande do Norte e Sergipe.

⁹ Au Brésil, le mot *comunidade*, qui signifie littéralement communauté en français, est souvent utilisé pour désigner les *favelas*. Pour beaucoup, il s'agit d'une désignation plus positive de leur quartier, que *favela*, qui peut avoir une connotation négative pour certaines personnes.

services d'eau et d'égouts¹⁰ et de structures « solides » (faites de brique, par exemple), elles font pour la plupart face à d'importants problèmes de violence urbaine cyclique, se situant en plein cœur d'une guerre contre le trafic de drogues.

Dans la dernière décennie, les *favelas* ont aussi été soumises à d'importantes pressions reliées à l'organisation de méga-événements tels que la Coupe du Monde en 2014 et les Jeux olympiques en 2016. Selon des groupes locaux comme le Comité populaire Coupe et Olympiques Rio (Comitê popular Copa & Olimpíadas Rio), l'organisation de ces méga-événements a eu d'importants impacts sur les populations les plus vulnérables de la ville, dont dans les *favelas*. En effet, plusieurs milliers de personnes ont été délogées pour faire place à des projets d'infrastructures reliés de près ou de loin à ceux-ci. Certaines favelas, comme celle de Vila Autódromo (zone ouest), ont été complètement détruites pour permettre la construction d'infrastructures olympiques. Le chercheur Rafael Soares Gonçalves (2013) s'est d'ailleurs penché sur cet enjeu, défendant la thèse que l'organisation de méga-événements constitue aujourd'hui le nouveau prétexte pour éradiquer les favelas, ou à tout le moins, pour en diminuer la taille. La mise sur pied des UPPs dans les *favelas* est d'ailleurs directement reliée à la préparation de la ville pour accueillir ces événements. Nous reviendrons plus en détail sur cette politique de pacification des favelas à la section 1.1.5., mais il est ici important de mentionner que l'organisation de ces méga-événements a aussi donné lieu à un important déploiement des forces policières, et ce, principalement dans les favelas qui étaient la cible de cette politique. Pour plusieurs, que ce soient des chercheurs-es (Fleury, 2012; Freeman, 2014; Vargas, 2013) ou des organismes (Comitê Popular, 2015), « pacifier » les favelas en vue de ces grands événements a eu pour conséquence la militarisation de celles-ci.

¹⁰ Ces services ont souvent été obtenus suite à une lutte acharnée des *moradores-as* (résidents-es) et souvent améliorés par leur propre initiative; voir, par exemple, Gonçalves (2017).

1.1.2. L'espace de la négritude

À l'époque coloniale, Rio de Janeiro était l'une des plaques tournantes de la traite négrière au Brésil. Environ deux millions d'esclaves y transitèrent par le port (do Brasil, 2015) et plusieurs communautés d'esclaves libérés et en fuite s'y érigèrent, dont dans le quartier portuaire surnommé Pequena África (petite Afrique)¹¹ et dans les nombreux *quilombos*¹² de la région. Au fil des rénovations urbaines (dont la plus récente est sans doute le projet *Porto Maravilha*¹³ beaucoup de cette histoire a été — littéralement — enterrée à Rio de Janeiro, bien que, sous l'impulsion du Movimento negro (mouvement noir)¹⁴, elle fasse, dans les dernières années, l'objet de plus en plus de recherches et de mise en valeur (Saillant et Araújo, 2007).

Tout comme les traces physiques de ce passé esclavagiste, le racisme au Brésil a généralement été dissimulé par le fait qu'il y régnerait une « démocratie raciale », expression largement popularisée par Gilberto Freyre (2006 [1933]). Essentiellement,

¹¹ Ce quartier se trouve dans le centre-ville actuel, tout près de Providência. Il inclut la zone portuaire et les quartiers de Saúde et Gamboa.

¹² Le *quilombo*, aussi appelé *mocambo*, est une communauté fondée par des afrodescendants-es, souvent des esclaves en fuite, pendant la période de l'esclavagisme au Brésil. *Quilombolas* désigne les résidents-es de ces communautés, que l'on retrouva dans presque toutes les régions du Brésil. Pour en savoir plus sur ces communautés et sur leur formation dans l'État de Rio voir Gomes (2006).

l³ Le projet *Porto Maravilha*, pour lequel a été réaménagé le port historique de la ville et quelques places et infrastructures situées tout près, a nécessité une importante rénovation urbaine dans la Pequena África. Y ont été construit le Museu do Amanhã (Musée de demain), place Mauá et une partie du train léger sur rail reliant le centre-ville à l'aéroport national (VLT), pour ne donner que ces exemples. Dans le même périmètre, quelques monuments sont dressés à la mémoire des Africains-es qui sont arrivés à Rio de Janeiro à l'époque esclavagiste. On peut y voir les fondations de l'ancienne bâtisse où ils et elles étaient entassés-es et des vestiges du cimetière pour les « Noirs-es » qu'on y retrouvait à l'époque. Nombre de critiques se sont élevées en lien avec ce projet qui a causé l'expropriation de nombreuses familles et, au final, la destruction d'un espace historique central pour les afrodescendants-es. Fait intéressant, la Pedra do sal, située au cœur de du quartier Saúde, l'un des plus anciens quartiers prolétaires et afrodescendants de Rio, est considéré comme le lieu de naissance de la samba, un emblème culturel brésilien. Voir Barber et Mackay (2016) et Cardoso (2013).

¹⁴ Movimento negro, que l'on peut traduire littéralement par « Mouvement noir », est un mouvement social présent dans plusieurs régions du Brésil, rassemblant des afrodescendants-es et leurs revendications, surtout de nature antiraciste.

l'important métissage des Brésiliens-nes ainsi que l'absence de législation ouvertement raciste, comme aux États-Unis et en Afrique du Sud, aurait permis aux différentes « races fondatrices » du Brésil de vivre en relative harmonie. Nombre d'auteurs-es (dont Bailey, 2004; Da Matta, 1987; Guimarães, 1999; Nascimento, 1978; Ribeiro, D., 1995; Vargas, 2005) ont depuis démontré que cette idéologie masque et invisibilise en fait des rapports réels de domination raciale, qui parviennent ainsi à se reproduire dans l'indifférence générale et fondent la base d'un racisme à la brésilienne. La valorisation du métissage a, en outre, été perçue par toute une frange de penseurs-es (Corossacz, 2004, p. 9; Guimarães, 1999, pp. 86-87; Nascimento, 1978; Ribeiro, D., 1995, pp. 206-207; Vargas, 2005) comme relevant de l'idéologie du blanchiment de la race brésilienne, comprise comme une manière de « purifier » cette dernière 15. Comme le remarque l'anthropologue brésilien Roberto Da Matta (1987), il y a une véritable hiérarchie raciale basée sur la couleur de la peau en fonction de plusieurs « catégories » couramment utilisée au Brésil: les morenos-as (bruns-es), mulatos-as (mulâtres), crioulos-as (créoles), pardos-as (bruns-es), mestiços-as (métissés-es), negros-as (noirs-es) ou aux pretos-as (noirs-es)¹⁶ (voir aussi Hasenbalg et Silva, 1992). Comme le souligne Abdias Nascimento (1978, p. 42), ces différentes catégories servent à désigner les « personnes de couleur », soit les afrodescendants-es.

¹⁵ Le « métissage » a principalement été obtenu par l'immigration blanche et la reproduction contrôlée des femmes noires (pour ne pas dire la reproduction « forcée » avec des hommes blancs). Ainsi, si la « race » brésilienne s'est « blanchie », ce n'est pas parce que le nombre d'unions « inter-raciales » a augmenté, comme semble le laisser entendre les penseurs de la démocratie raciale tel que Freyre. Voir Nascimento (1978), en particulier les chapitres 3 et 5, respectivement sur les violences sexuelles affligées aux afrodescendantes et sur l'idéologie du blanchiment. Voir aussi Giacomini (2016) sur l'expérience des afrodescendantes pendant la période esclavagiste, et en particulier le chapitre 4, portant sur leur exploitation sexuelle.

¹⁶ Îl existe depuis plusieurs années au Brésil un débat à savoir s'il était plus approprié d'utiliser le terme *preto-a* plutôt que *negro-a* pour désigner les personnes dont la peau serait « noire ». Alors que le terme « negro-a » ferait référence à la condition d'esclave des personnes et des ancêtres de celle-ci, certainses appellent à l'utilisation d'un terme plus positif, soit *preto-a*, qui est utilisé dans le langage courant pour désigner la couleur noire tout simplement.

Les favelas de Rio de Janeiro sont majoritairement habitées par des afrodescendantses (Olavarria Berenguer, 2014; Telles, 1992, 1995). Néanmoins, les favelas sont diversifiées et la composition de chacune varie en fonction de leur histoire, de leur position géographique dans la ville et de ses vagues de migrations. Si la favela n'est pas totalement « noire », par le jeu des rapports sociaux, elle est *l'espace de la* négritude (Gadea, 2013). Elle représente la permanence de certaines structures sociales (les types de réseaux de solidarité et le mythe de la marginalité), spatiales (plusieurs sont érigées à même d'anciens quilombos) et culturelles (écoles de Samba et la présence d'institutions religieuses telles que le candomblé¹⁷), reliées à un « héritage » africain (ou d'une africanité) (Gadea, 2013). L'espace de la négritude est un résultat des rapports de pouvoir dans la ville et dans la société brésilienne plus largement (Gadea, 2013, p.100). Nous ne pouvons ainsi ignorer l'importance des rapports sociaux de race dans la construction physique (ségrégation) et mentale (mythe de la marginalité) de la favela, qui s'inscrit fortement dans une idéologie raciste. Cette dernière joue un important rôle dans la criminalisation de ces espaces et des personnes qui y vivent (Campos, 2005; Vargas, 2006).

1.1.3. La précarité

L'influence des rapports sociaux de race dans la construction physique et mentale de la *favela* est parfois évacuée ou subordonnée à une analyse en termes d'inégalités économiques. Notamment, la politicologue Camille Goirand (2001, p. 63) affirme qu'« À Rio de Janeiro, les représentations concordantes des pauvres et des non-pauvres lient de façon étroite la *favela* à la pauvreté, le pauvre étant celui qui vit à l'écart de la

¹⁷ Le *camdonblé* est une religion développée par les afrodescendants-es du *nordeste* aujourd'hui pratiquée à travers le Brésil, portant parfois différents noms. Fait intéressant, les femmes y jouent un rôle important et central et on leur doit sans aucun doute la perpétuation de cette religion, soumise à la répression de l'Église catholique (Schumaher et Brazil, 2013, p.57).

ville, mais aussi des normes sociales. » Comme ailleurs en Amérique latine, l'expansion des *favelas* à Rio de Janeiro au cours du XXe siècle a été impressionnante, passant de 7,1% de la population totale de la ville en 1950 à 18,7% en 2000 et 22,03% en 2010 (IBGE, 2010). Cette croissance spectaculaire des *favelas* par rapport au reste de la ville peut s'expliquer par de nombreux facteurs : les projets de rénovation urbaine, ¹⁸ la raréfaction de logements sociaux et abordables, l'exode rural, les crises économiques récurrentes et les tentatives de restructuration économique ¹⁹, qui n'ont eu de cesse de creuser les écarts économiques (Goirand, 2001, p. 51 à 79).

Tableau 1.1 - Évolution de la population de la ville de Rio de Janeiro depuis 1950

Année	Population favelas (a)	Population de la ville (b)	a/b (%)	Croissance des favelas par décennie	Taux de croissance de Rio par décennie
1950	169 305	2 337 451	7,25%		• 1. •
1960	337 412	3 307 163	10,20%	99,3%	41,5%
1970	563 970	4 251 918	13,26%	67,1%	28,6%
1980	628 170	5 093 232	12,33%	11,4%	19,8%
1990	882 483	5480 778	16,10%	40,5%	7,6%
2000	1 0 92 958	5 857 879	18,66%	23,9%	6,9%

Tableau repris de Perlman (2004, p. 108) avec les données de l'IBGE (2000).

¹⁸ Plusieurs projets de rénovations urbaines ont causé le déplacement des populations plus pauvres dans la périphérie urbaine et dans les *favelas*. Nous pensons notamment aux politiques d'éradication des *cortiços*, des habitations populaires dans lesquelles s'entassaient les familles les plus pauvres de la ville, dont la destruction (même si elle s'étale sur plusieurs décennies) correspond à l'émergence des *favelas*, à la fin du XIXe siècle et au début du XXe. Voir Gonçalves, 2010, p.16.

¹⁹ Nous faisons ici référence principalement aux difficultés financières éprouvées par les pays latinoaméricains au moment des transitions démocratiques. Nombreux sont les régimes militaires latinoaméricains qui, après le miracle économique, se sont retrouvés avec des taux d'endettement puis d'inflation sans précédent. Au Brésil, cette transition démocratique a mené à ce que l'on a appelé la « décennie perdue », face à laquelle nombre de plans de restructuration économique ont été adoptés. L'augmentation sans précédent de la pauvreté durant cette période est en bonne partie responsable de l'accroissement des bidonvilles dans les centres urbains. Voir Goirand (2000, chap. 2).

Ce qu'il faut mettre en évidence, dans ce contexte, c'est qu'historiquement, les afrodescendants-es ont constitué la forte majorité des franges les plus pauvres de la population brésilienne et ont cherché, par conséquent, à se loger pour moins cher dans les villes (Telles, 1995, p. 404). Selon le recensement de 2010, 63% des résidents-es des dix quartiers les plus pauvres de Rio de Janeiro s'étaient identifiés comme negro-a/preto-a et pardo-a, alors qu'ils et elles ne représentent que 46% de la population générale de la ville (IBGE, 2010; Vargas, 2013, p. 281). De plus, au fil des destructions de favelas, (tout au long du XXème siècle et jusqu'à aujourd'hui), particulièrement celles situées dans la zone sud et au centre-ville, il s'est opéré une périphérisation de la pauvreté et, du même coup, des afrodescendants-es. L'exclusion territoriale est ainsi intimement liée à l'exclusion économique et raciale (Olavarria Berenguer, 2014).

Les favelas ont été et sont toujours essentielles au développement de la ville, ce qui explique qu'en même temps qu'elles aient été réprimées et exclues, elles étaient aussi souvent « tolérées ». S'étant le plus souvent développées près du marché du travail (près d'usines, de chantiers de construction, de quartiers bourgeois, etc.), elles ont constitué une main-d'œuvre bon marché disponible à proximité des zones de croissance économique (Gonçalves, 2010, p. 19). Cette population n'a cependant pas profité du processus d'accumulation capitaliste, puisqu'elle a été exclue des bénéfices qui en découlent par les élites bourgeoises et blanches. En associant ces travailleurs-ses à des marginaux qui habiteraient une ville parallèle et informelle — le morro (colline) en opposition à la ville formelle, communément surnommée l'asfalto (l'asphalte) —, les élites ont légitimé leur exclusion de ce système (Perlman, 2004, p.123). Cela explique en grande partie que les favelados-as sont perçus-es comme des sangsues venues « aspirer » les richesses de la ville. Ils et elles seraient en effet des squatteurs-es, sans droit de propriété, abusant de « l'hospitalité » de la ville en piratant les différents services publics et privés (l'électricité, le câble, etc.) et en la défigurant (les favelas

sont considérées non-esthétiques). En ce sens, la *favela* serait « informelle »²⁰ ou « marginale », y justifiant une intervention altérée des pouvoirs publics et forçant nombre de communautés à s'organiser sans eux (Da Silva, 1967).

1.1.4. Femmes des favelas

Aux dynamiques spatiales, raciales et économiques s'ajoutent les dynamiques de genre qui participent à la stigmatisation des femmes des *favelas* et à la reproduction des violences contre celles-ci et en leur sein. À titre d'illustration, les femmes des *favelas* sont souvent représentées comme des victimes impuissantes de la violence urbaine, principalement dans les médias sensationnalistes de masse²¹, où elles sont avant tout montrées en pleurs et désespérées après la mort d'un proche. À cette image se colle l'image de l'impuissance ou encore de la victime, car dans des quartiers considérés sous le joug de « criminels », il est généralement assumé que les femmes sont soumises aux hommes, que ce soit par amour (aveugle) ou parce qu'elles ont peur²². Pour le dire autrement, l'accent est mis sur la violence des hommes (trafiquants et policiers). Pourtant, nombre de recherches ont démontré que les femmes dans les *favelas* jouent un rôle beaucoup plus complexe au sein de leurs communautés et qu'elles participent souvent à la reproduction de cette violence (Gay, 2005; Wilding, 2010), que ce soit à la maison ou dans l'espace public, où en plus de travailler, elles s'engagent dans une variété d'activités : le trafic de drogue (Duprez, 2012; Rinaldi, 2015), l'activisme (nous

²⁰ Rafael Soares Gonçalves (2010) avance que l'association entre *favela* et illégalité ou informalité est plus reliée aux représentations sociales qu'à une situation réelle. À travers les différentes dispositions juridiques adoptées depuis le début du XXe siècle, notamment pour les détruire, les autorités ont paradoxalement reconnu leur existence et les ont consolidées dans l'espace urbain.

²¹ Nous pensons ici notamment à la chaîne *O Globo*, la plus grande chaîne de télévision brésilienne, souvent pointée du doigt pour ses tendances sensationnalistes et sa propension à présenter les *favelas* comme des sources de peur et d'insécurité (Vargas, 2013).

²² Nous reviendrons plus en détail sur cet élément au chapitre 2, section 2.3.1.

reviendrons d'ailleurs sur cet aspect au chapitre 4) (Araújo, 2007; Dos Santos, 2012; Rocha, 2012; Soares, B. M. et al., 2009) et l'entrepreneuriat, par exemple.

Parce que l'idéologie dominante naturalise la position de victime des femmes, celles qui ne se conforment pas à cette image sont perçues négativement. Notamment, cette perception est empreinte de racisme, car on associe les comportements et les activités des femmes qui sortent des rôles sociaux traditionnels à une déviance, voire à une sous-féminité²³. La « féminité » des afrodescendantes, idéologiquement construite aux antipodes d'une « féminité » pure et blanche, est ainsi perçue comme dévergondée, insatiable, masculinisée et castratrice. Et ce serait précisément l'incapacité des afrodescendantes à se conformer au modèle de féminité blanche qui serait la source des problèmes de leur communauté (Collins, 2009, p. 83; hooks, 2015 [1981], p. 130 à 136). À Rio, cette idéologie, mêlant sexisme, racisme et classisme, se traduit par la responsabilisation des femmes pour l'explosion démographique des *favelas* et l'augmentation de la criminalité dans la ville, mettant au monde des enfants qui, faute de moyens, rejoindront inévitablement les rangs des *bandidos* (criminels) (Corossacz, 2004; Rocha, 2012).

Également, une partie de la « déviance » des femmes des *favelas* est attribuée à leur force « surréelle » face à l'adversité : elles continuent à travailler coûte que coûte, malgré les mauvaises conditions auxquelles elles font face comme travailleuses domestiques ; à s'occuper de leur famille, même quand un enfant ou un conjoint meurt, phénomène trop courant chez les jeunes afrodescendants ; à aimer, même si elles ont plus de chances d'être la proie de violence domestique²⁴. Nombre de récits obtenus par

²³ Nous nous référons ici aux images contrôlantes théorisées par Patricia Hill Collins (2009), et plus précisément à celle de la matriarche. Nous reviendrons plus en détail sur celles-ci au chapitre 2.

²⁴ Selon les données obtenues par Alba Zaluar (2009, p.15-16), 76% des violences vécues par les femmes dans les *favelas* sont commises par une personne apparentée ou membre de son foyer, alors que ce taux

des chercheures (Goldstein, 2003; Moura, 2008; Rocha, 2012) et accumulés pour cette recherche relatent qu'il est peu commun que les *faveladas* puissent compter sur le soutien économique des hommes, qui ont plus de difficulté à trouver des emplois stables (même s'ils ont généralement des revenus plus élevés que les femmes²⁵), qui ont plus de chance de mourir aux mains des trafiquants ou de la police et qui ne ressentent pas toujours l'obligation de subvenir aux besoins de leur famille. Les femmes, pour assurer leur propre survie et celle de leur famille, sont ainsi appelées à assurer la part socialement associée à la « masculinité » des tâches au quotidien, leur valant souvent, dans l'adage local, le titre péjoratif de *pereirão*²⁶.

1.1.5. Violence policière et trafic de drogues

Plusieurs corps policiers se côtoient au Brésil. Il y a, tout d'abord, la police fédérale, chargée des douanes et de la sécurité frontalière, qui répond au gouvernement fédéral, tel que son nom l'indique. Les polices civiles et militaires sont sous la responsabilité des États et servent, dans le même ordre, à poursuivre les criminels-elles et à maintenir l'ordre dans les rues. Finalement, il existe aussi les gardes municipales, qui répondent aux mairies (*prefeitura*), qui ont aussi pour mission le maintien de l'ordre, bien que ses agents ne puissent pas porter d'armes.

est un peu plus bas dans le reste de la ville (67%), un phénomène qu'elle associe à l'hypermasculinisation des hommes dans les *favelas* (Zaluar, 2009, p.13).

²⁵ Selon les données amassées lors du recensement de 2010 de l'IBGE, le revenu moyen des femmes, dans la ville de Rio de Janeiro, correspond en moyenne à 73,4% de celui des hommes.

²⁶ Nous retrouvons aussi ce type d'analyse chez les afro-féministes étasuniennes, telle que bell hooks (2015 [1981], p.130) : « Pour expliquer la capacité des femmes noires à survivre sans l'aide directe d'un homme et leur capacité à accomplir des tâches culturellement définies comme des travaux d'"hommes", les hommes blancs ont affirmé que les femmes noires esclaves n'étaient pas de "vraies " femmes, mais des créatures sous-humaines masculinisées. »

La première police militaire²⁷ de Rio de Janeiro, qui est un organe auxiliaire de l'armée, est créée en 1809, à une époque où l'on craignait la révolte des esclaves comme en Haïti. La monarchie portugaise, alors installée à Rio de Janeiro, lui attribue le mandat principal d'assurer l'ordre dans les rues et de surveiller particulièrement les afrodescendants-es (Holloway, 1993, p. 283). Les agents de la police punissaient brutalement toute conduite « suspecte », y compris les pratiques religieuses et culturelles ramenées d'Afrique. Au fil du temps, en plus de la répression des esclaves, et éventuelle des ex-esclaves, la police a été principalement mobilisée contre les mouvements revendiquant une réforme agraire et tout autre groupe considéré par les autorités et les élites comme subversif (Wacquant, 2008, p. 60 à 62). C'est sur les interventions de cette police (militaire) dans les *favelas* que se concentre notre recherche, bien qu'à plusieurs égards, d'autres corps policiers y interviennent aussi, comme la police civile²⁸. La police civile était et est encore aujourd'hui principalement une « police juridique », responsable de recevoir les plaintes et de mener les enquêtes (Costa, 2005).

Au XXe siècle, la police — et par là, nous entendons surtout la police militaire — a joué un rôle important dans la répression des *favelas*, que l'on cherchait à éliminer des centres économiques et bourgeois de la ville. Plusieurs prétextes ont été utilisés pour brutaliser les résidents-es des *favelas* et pour les expulser de leur demeure où elles et ils vivaient parfois depuis des générations. Ainsi, non seulement les autorités ont voulu les détruire²⁹, mais elles ont aussi voulu les « nettoyer » et même les « civiliser ». Les

²⁷ Elle était alors nommée *Divisão Militar da Guarda Real da Polícia da Corte* ou, en français, Division militaire de la Garde royale de police de Rio de Janeiro.

²⁸ Par exemple, le fils de Luísa, l'une de nos participantes, a été assassiné par des agents de la police civile, plutôt que militaire.

²⁹ Dans l'histoire de la ville, quelques *favelas* ont été détruites à la suite de feux accidentels alors qu'elles étaient situées dans des zones à forte spéculation immobilière. Par exemple, la *favela* Praia do Pinto, située dans le très cher quartier de Leblon, fut la proie d'un incendie « accidentel » dans les années 1960 qui provoqua l'accélération de la destruction de la *favela*, déjà quelque peu entamée, nourrissant les suspicions selon lesquelles l'incendie aurait été causé volontairement pour récupérer plus rapidement ces terrains. Voir Brum, 2012.

destructions de favelas, bien qu'elles aient eu court tout au long du XXe siècle, ont été particulièrement nombreuses pendant la dictature militaire (surtout entre 1962 et 1973) (Goirand, 2001, p. 32). « Nettoyer » les favelas s'est généralement traduit par un discours hygiéniste qui joua un rôle important dans l'imposition de mesures sanitaires aux Cariocas (résidents-es de la ville de Rio de Janeiro) et la destruction des favelas qui en a parfois découlé. Particulièrement au début du XXe siècle, les favelas étaient considérées comme des nids d'infection et de transmission des maladies, notamment de la variole. Une campagne de vaccination obligatoire mena d'ailleurs à une importante révolte urbaine en 1904 (Gonçalves, 2010, p.97; Carvalho 2004 [1987], p.41 à 45). Finalement, «civiliser» les favelas a trait aux diverses tentatives de « rééducation » des pauvres pensés comme « arriérés », pour les intégrer à un mode de vie considéré comme « moderne » et « urbain ». Un pan important de ce processus a aussi consisté en la construction de parcs prolétaires au cours du XXe siècle. Ceux-ci étaient pensés comme des espaces de rééducation des pauvres, où l'on déplaçait les favelados-as afin qu'ils deviennent de bons-nes citoyens-nes et travailleurs-ses (Gonçalves, 2010, p.97). Pour João H. Costa Vargas (2013), ces politiques mettent en évidence le fait que le Brésil a historiquement tenté de domestiquer et contrôler la « négritude » (blackness), par une série de politiques violentes menées notamment par la police contre cette population.

À partir des années 1950 et pendant la dictature (1964 à 1985), cette répression est à son comble. Les disparitions forcées et la torture deviennent monnaie courante dans l'ensemble du pays. Durant cette période, la police est en outre chargée de débusquer les organisations communistes et tout ennemi de la dictature dont plusieurs trouveraient refuge dans les *favelas*, donnant lieu à une exacerbation de la violence policière dans ces quartiers (Goirand, 2001, p. 32). Sous la dictature, les diverses polices militaires du pays sont centralisées au niveau fédéral et intégrées aux forces armées nationales, alors qu'elles étaient jusqu'alors la responsabilité des États (Peralva, 1998a; Pinheiro, 1982).

Elles deviennent ainsi directement au service d'une dictature militaire qui impose la terreur par la formation d'une police secrète et la présence d'escadrons de la mort, selon la tristement célèbre doctrine de la sécurité nationale³⁰. Malgré le fait que la dictature prenne officiellement fin en 1985 et qu'une nouvelle constitution civile soit adoptée en 1988, le maintien de l'ordre n'est pas démilitarisé : c'est toujours un organe militaire qui s'occupe de traquer « l'ennemi intérieur », alors que sa compétence n'aurait dû viser que « l'ennemi extérieur », comme cela est généralement le cas dans les États démocratiques (Husain, 2009). Même si le contrôle de la police est retourné sous l'égide des États avec le retour à la démocratie, pour de nombreux-ses chercheurs-es, une continuité certaine lie la police militaire actuelle à la dictature militaire et au colonialisme brésilien (Costa, 2005, p. 105; Peralva, 1998a, p. 9; Wacquant, 2008, p. 60).

Plusieurs pratiques policières directement héritées de la dictature auraient ainsi été conservées, malgré la redémocratisation du pays. Toutefois, ces pratiques ne serviront plus à combattre la *guerrilha* des groupes d'extrême gauche, mais bien à faire la guerre à une autre forme d'organisation clandestine en pleine émergence dans les années 1980 : le narcotrafic (Peralva, 1998a, p. 8). Dans le cadre de la guerre au trafic de drogues, certaines unités et certains bataillons spéciaux de la police militaire, comme le Batalhão de Operações Policiais Especiais (Bataillon des opérations spéciales de la police) (BOPE)³¹, créés sous la dictature, sont dès lors chargés des interventions dans les *favelas*. Au lieu de combattre les « terroristes », ils combattent maintenant les

³⁰ La doctrine de la sécurité nationale est une politique développée aux États-Unis dans le contexte de la guerre froide. Adoptée au Brésil et en Amérique latine sous la pression américaine, elle consiste en une suppression de toute dissidence politique « de gauche ». Elle élimine ainsi tout moyen de pression, qu'il soit violent ou non, et la barrière qui existe entre violence et non-violence, entre politique interne et externe et entre violence préventive et répressive, bafouant par le fait même les droits humains élémentaires (Robin, 2008[2004], p.280). Il est aussi intéressant de mentionner que le Brésil fut l'une des plaques tournantes de l'enseignement de la guerre contre-insurrectionnelle en Amérique (Robin, 2008[2004]).

³¹ Le BOPE est spécialement entraîné dans le cadre de la guerre au trafic de drogue en milieu urbain (principalement dans les *favelas*).

criminels de droit commun, sans qu'ils aient changé leur mode de fonctionnement et d'intervention (Pinheiro, 1982, p. 60).

Tableau 1.2 - Homicides découlant d'une opposition à l'intervention policière à Rio de Janeiro de 2007 à 2016

Nombre de personnes tuées	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total
L'État de Rio	1331	1137	1048	855	523	419	416	584	645	920	7877
La ville de Rio	902	688	643	485	283	283	224	247	307	463	4525
Territoires « pacifiés » (UPP) ³²	180	139	128	52	38	37	20	24	38	38	694

Les statistiques sont celles de l'ISP (s.d.-a) et le tableau est de notre cru.

La PMERJ est responsable de plusieurs centaines d'homicides par années dans l'État de Rio de Janeiro, faisant de celle-ci l'une des plus meurtrières au Brésil (voir tableau 1.1.). Elle s'est rendue coupable de près de 8000 meurtres dans la dernière décennie, dont 75 % des victimes sont des jeunes, 99,5 % des hommes et 79 % des afrodescendants-es, pour la plupart provenant des *favelas* et des quartiers pauvres périphériques (Amnesty International, 2015). Sous prétexte que les victimes résistaient à leur arrestation, ces meurtres ont tous été enregistrés comme des « actes de

³² Il est à noter que ces statistiques concernent les zones où ont été instaurées des UPPs, et non pas le nombre de meurtres commis par les UPPs elles-mêmes. C'est la raison pour laquelle des statistiques sont disponibles en 2007 et en 2008, par exemple, années où les UPPs n'étaient pas encore instaurées. En plus, si les chiffres paraissent plutôt bas depuis 2010 en ce qui concerne les exécutions commises par les policiers dans les zones « pacifiées », il faut cependant noter que si l'on compare proportionnellement ces chiffres au reste de la ville (ce qui inclut les *favelas* non pacifiées), ces niveaux ont tendance à être légèrement supérieurs. En 2014, par exemple, le taux d'homicide policier était de 3,8 pour 100 000 habitants dans les zones avec une UPP, et de 3,4 dans l'ensemble de la ville. De même, en 2015, ce taux était de 5,4 pour les zones UPP et de 4,7 pour la ville. Pour un décompte par année et par territoire pacifié, voir Annexe D.

résistance » (autos de resistência) ou comme de la « résistance suivie de mort » ³³. Ces homicides ne font presque jamais l'objet d'enquêtes et ne sont presque jamais suivis de sanction pour les policiers (Human Right Watch, 2016). Même si les policiers sont loin d'être les seuls à commettre des meurtres dans les favelas, la police est tout de même officiellement responsable de 15 % des violences causant la mort dans l'État de Rio de Janeiro ³⁴. Ces chiffres ne prennent toutefois pas en compte les homicides et diverses violences commis par des agents qui ne sont pas en service (off-duty), souvent organisés en milices (milícias), un phénomène en expansion dans les dernières années (Cano et Duarte, 2014).

Depuis 2008, 38 unités de police pacificatrice (UPP) ont été installées de façon permanente dans quelques *favelas* de la ville, dans l'optique de, comme nous l'avons précédemment mentionné, combattre le trafic de drogue et y assurer un climat de paix plus propice à l'exercice de la citoyenneté (décret nº 42.787). De façon moins explicite toutefois, les UPPs visent aussi à favoriser l'entrée des services publics et de l'initiative privée, la formalisation des activités économiques, et finalement l'insertion de ces territoires et de ces habitants-es au sein de la ville (Cano *et al.*, 2012, p. 19). Elles se sont concentrées autour des (futurs) sites olympiques, près des sites touristiques, dans les zones à forte activité économique et près des quartiers bourgeois (Gonçalves, 2013, p. 30; Ninnin, 2014) (figure 1.2.). Le processus de pacification des *favelas*, bien qu'il ait été spécifique en temps et en tactique selon les *favelas*, s'est constitué

³³ Les « actes de résistance » (autos de resistência) font simplement référence à un acte de résistance aux ordres des policiers suite auquel les policiers sont intervenus. Le plus souvent les policiers qui commettent des homicides alors qu'ils sont en service justifient ces derniers en faisant appel à l'auto de resistência, pour signifier que la victime résistait à son arrestation et que les policiers n'ont eu « d'autre choix » que d'ouvrir le feu.

La nomenclature ayant récemment changé, ces deux « catégories » (autos de resistência et résistance suivie de mort) sont maintenant regroupées sous l'appellation suivante : homicide découlant d'une opposition à l'intervention policière (homicídio decorrente de oposição à intervenção policial).

³⁴ Si l'on regarde pour l'année 2016, 6 248 « violences létales » ont été commises dans l'État de Rio de Janeiro et la police y est officiellement responsable de 920, selon les chiffres rendus disponibles dans un rapport de l'Instituto de Segurança Pública do Estado do Rio de Janeiro (ISP) (2016).

essentiellement en deux phases : l'invasion militaire, effectuée soit par l'armée, soit par des bataillons spéciaux de la PMERJ, soit par les deux ; et l'occupation policière permanente, effectuée par une UPP. Procédant de la sorte, les autorités policières espéraient, dans un premier temps, mettre à mal les trafiquants, voire les chasser afin que, dans un second temps, elles soient en mesure de procéder à l'entrée et à l'instauration des UPPs dans un climat « moins » hostile. Aujourd'hui chaque comunidade (ou groupe de comunidades) est considérée comme « pacifiée » quand elle est occupée par une UPP, c'est-à-dire que l'UPP y a installé des bureaux, qu'elle est dotée d'un commandement et d'agents-es qui restent en permanence dans celle-ci. Conçue selon les principes de la police de proximité, les UPPs devaient permettre un rapprochement significatif entre la population de ces quartiers et les institutions de sécurité publique, et ce, de deux façons : par leur proximité physique avec les résidentses (d'où leur permanence à l'intérieur de ces communautés) et l'inclusion d'une politique de développement social à leur mission, plus connue sous le nom d'UPPsociale³⁵. Dès leur création, les UPPs ont obtenu un fort soutien financier du secteur privé, dont le secteur immobilier et touristique (Ninnin, 2014) et, de l'avis de plusieurs (dont: Amoroso et al., 2014; Cano et al., 2012), leur instauration a été principalement motivée par la tenue de la Coupe du monde en 2014 et des Jeux olympiques en 2016, laissant planer le doute quant à l'avenir du programme, maintenant que ces événements sont terminés. Nous reviendrons sur les diverses analyses scientifiques de ce programme dans notre revue de littérature et sur ses impacts au chapitre 3.

³⁵ Il est possible d'en savoir davantage sur le programme sur le site web des UPPs : (http://www.upprj.com/index.php/o_que_e_upp).

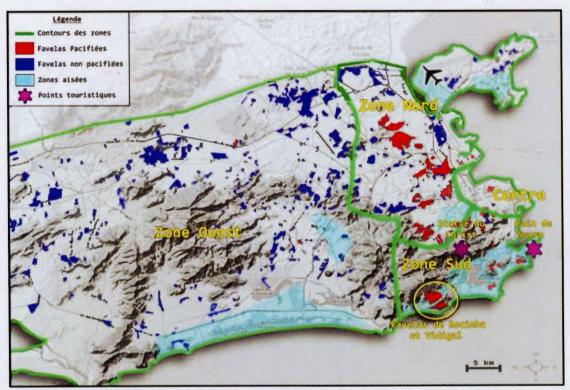


Figure 1.2 - Carte des zones de la ville de Rio et des favelas pacifiées et non pacifiées (source : Ninnin, 2014, p. 3)

1.2. Revue de la littérature

1.2.1. L'État et la violence policière au Brésil

Dans une perspective weberienne, la police représente le bras armé de l'État, l'un des moyens légitimes par lequel il assure le maintien du monopole de la violence physique

sur son territoire, élément central de son existence³⁶. Légitimité et légalité sont intimement liées, car les acteurs autorisés à faire usage de la violence, comme la police, doivent le faire dans les limites (lois et règlements) établies pour assurer la souveraineté et l'unité étatique (Weber, 1946). Nombre d'influents auteurs ont construit sur ces bases leur compréhension de l'usage de la violence par les policiers. Par exemple, l'États-Unien Egon Bittner (1970), dont les écrits ont probablement été fortement influencés par ceux de Weber (Terpstra, 2011), a repris l'idée que la police serait avant tout définie par sa capacité à faire usage de la violence physique, même si, dans les faits, elle n'en faisait que rarement usage (Bittner, 1970, p. 41; Terpstra, 2011, p. 3). À son tour, Norbert Elias semble en effet reprendre l'analyse de Weber pour expliquer le passage à la *civilisation* qui, similairement à Weber, implique la monopolisation de la violence physique aux mains d'autorités centrales —au sein des institutions militaires et policières- (Elias, 2000 [1939], pp. 169-170), une étape cruciale dans la pacification des coutumes, dans le passage d'une violence entre les individus à une violence centralisée (Elias, 2000 [1939], p. 275).

Nous retrouvons ce même type de réflexion chez Charles Tilly (2000) lorsqu'il affirme que la police a été essentielle à la pacification des États en formation, en proie à une guerre entre différents groupes criminels organisés. À son avis, l'État, comme le crime organisé, est un « racketteur », parce qu'il produit « à la fois le danger et la défense payante contre celui-ci » (Tilly, 2000, p. 99). Ainsi, la formation de l'État suit le même parcours que le crime organisé en ce sens qu'il tente — par des moyens violents et par la guerre — d'asseoir son contrôle sur un territoire donné (assurer son monopole), sur les gens qui s'y trouvent et sur les ressources qui y sont dans le but de s'enrichir. Pour V. Spike Petterson (1992, p. 51), qui reprend cette idée que la « sécurité » étatique constitue un *racket*, il est incontestable que cette forme de « protection » est en fait

³⁶ Par « perspective wébérienne » nous faisons référence à une tradition intellectuelle qui utilise la théorisation de Weber de l'État pour induire le rôle de la police dans celui-ci, conformément aux remarques effectuées par Jan Terpstra (2011, p.4).

source d'insécurité, car elle reproduit des systèmes de dépendance (protecteur-protégé) qui maintiennent les hiérarchies sociales, dont celle de genre.

Walter Benjamin critique la fonctionnalité d'un tel système, dans lequel, au final, les policiers sont trop souvent amenés à eux-mêmes délimiter l'utilisation de la violence. Dans *Critique de la violence*, il critique sévèrement l'institution policière dans les démocraties, qu'il considère comme « la plus grande dégénérescence concevable de la violence. » (Benjamin, 2012 [1921], p.76) À son avis, cette dégénérescence est due au fait que la violence policière intègre les deux formes de la violence, c'est-à-dire celle fondatrice de droit (la police émet des décrets) et celle conservatrice du droit (la police qui applique la loi) (Benjamin, 2012 [1921], pp. 74-75). Ainsi, bien que la violence policière soit employée « à des fins légales, » elle a aussi le pouvoir « d'étendre cette violence dans de larges limites » (Benjamin, 2012 [1921], pp.74-75), d'où les débordements de violence et les abus dont nous sommes témoins.

Pour Michel Foucault (1975), l'État n'a pas absorbé la totalité du pouvoir qui comprend une multiplicité de pouvoirs périphériques et moléculaires. La violence policière est, de ce fait, moins le fait d'un « débordement » que d'une conception différente du pouvoir et du rôle de la police. En plus de la concevoir comme un « instrument pour le contrôle politique de complots, des mouvements d'opposition ou des révoltes, [il] ajoute une fonction disciplinaire » à celle-ci (Foucault, 1975, p.250). Perçue comme un pouvoir diffus, la discipline, dans une société de type disciplinaire, n'est absolument pas restreinte à l'État (Foucault, 1975, p.251), mais est plutôt comprise comme l'assujettissement constant du corps, lui imposant sans cesse « un rapport de docilité-utilité » (Foucault, 1975, p. 161). Nombre d'auteurs-es sud-américains-es (Olavarria Berenguer, 2014; Serra et Rodrigues, 2014; Vargas, 2013; Zaccone, 2015) optent pour cette conception plus large de la police et de l'usage de la violence – même si elle coexiste évidement avec un courant plus wébérien (Adorno, 2005) – parce qu'elle est

non seulement moins unilatérale (l'État qui monopolise toute la force), mais aussi parce qu'elle est plus opérationnelle dans des contextes où l'État n'est pas parvenu (1) à effectivement avoir le monopole légitime de la violence sur son territoire et (2) à mettre en place de « véritables » démocraties.

En effet, nombre d'auteurs-es ont abordé la question des pouvoirs parallèles au Brésil, mettant en lumière l'échec de l'État à contrôler et à monopoliser l'ensemble de la violence physique sur son territoire dans les dernières décennies. Certains-es se sont avant tout concentré sur l'émergence du trafic de drogue dans les *favelas*, et plus précisément sur l'important rôle qu'il joue dans ces communautés, notamment en termes de contrôle social, de sécurité et de justice, montrant que les narcotrafiquants ont bel et bien formé un pouvoir parallèle qui, comme l'État, possède ses propres règles, sa propre morale et son propre fonctionnement (Arias, 2006; Chétry, 2013). D'autres se sont plutôt penchés sur l'important rôle qu'a joué l'État dans l'émergence de ces pouvoirs parallèles, démontrant que ce n'est pas l'absence de l'État qui a entraîné l'émergence de ceux-ci, mais plutôt un désintérêt en même temps qu'une complicité, et c'est notamment ce que montre la panoplie de travaux abordant l'enjeu du clientélisme dans les *favelas* (dont Gay, 1990; Goirand, 2001; Leeds, 1996; Da Silva, 2014) et de la corruption policière (Garmany, 2014; Soares, L. E., 2000, p. Chap. 8).

À la présence dysfonctionnelle de l'État dans les *favelas* et la corruption policière s'ajoutent les pratiques de disparition forcée, héritées de l'époque dictatoriale et toujours en vigueur jusqu'à aujourd'hui (Huggins, 1991, 1997; Leeds, 1996; Misse, 2008; Sanchez R., 2006; Silva, 2015; Aguilera, 2013). Nombre de ces groupes d'extermination³⁷, nommés *milícias*, sont composés de policiers cagoulés qui enlèvent,

³⁷ En référence à l'expression brésilienne grupo de extermínio (groupe d'extermination).

torturent et tuent les individus dont ils n'arrivent pas à se saisir lorsqu'ils portent l'uniforme. Aujourd'hui, la présence croissante de *milicias* dans les *favelas* de Rio de Janeiro, qui opèrent sous le mode mafieux d'une « sécurité » obligatoire et payante (*racket*), s'apparente à un « vigilantisme » extrêmement violent, dont les pratiques cruelles sont redoutées par la population locale (Cano et Duarte, 2014). Face à l'incapacité de l'État à assurer sa souveraineté sur le territoire des *favelas*, Eliana Sousa Silva (2015, p. 140) argue que c'est comme si celles-ci étaient privatisées : elle s'avère être un marché disputé par différents groupes armés (trafiquants, policiers et milices).

Le principal problème relevé par les auteurs-es (Adorno, 2005; Arias, 2004; Costa, 2005; Huggins, 1997; Husain, 2009; Leeds, 2007; Peralva, 1998a, p. 3; Serra et Rodrigues, 2014; Zaluar, 2007) quant à l'explosion de la violence urbaine est que la redémocratisation de l'État brésilien n'a pas atteint l'institution policière. Si cette analyse semble plutôt consensuelle chez les auteurs-es brésiliens-nes comme étrangersères, beaucoup ont par contre démontré que cela s'observe surtout dans ses rapports avec la classe pauvre (Husain, 2009, p. 58; Wacquant, 2008, p. 62) et les afrodescendants-es (Vargas et Alves, 2010). En effet, la police militaire serait restée fortement imprégnée d'une culture héritée directement de la dictature; notamment en termes organisationnels (hiérarchie militaire) et des pratiques (abus de violence, disparitions forcées, pour ne donner que ces exemples). Les expressions pour décrire la violence commise contre les favelas et ses résidents-es se multiplient : Loïc Wacquant (2008, p. 62) parle de dictature sur les pauvres; Vargas (2005) défend qu'il s'agit de violences génocidaires contre la diaspora africaine; et Orlando Zaccone (2015) écrit que ce sont les « indignes de vie » qui sont exterminés. Ces auteurs mettent ainsi en valeur le fait que les favelas sont des zones de non-droit, où l'État élimine et brutalise un pan « indésirable » de la population, fabriquant et reproduisant ainsi la marginalité sociale. Par exemple, Wacquant (2008, p. 69) les qualifie de « defamed enclaves of concentrated marginality », où l'État n'intervient que de façon militarisée.

Construisant sur la thèse agambienne de l'État d'exception (Agamben, 2003), Zaccone fait quant à lui le parallèle entre la *favela* et le camp de concentration (Zaccone, 2015, p. 133 à 140). Finalement, Vargas et Alves (2010) les situent dans une « géographie de la mort ».

Fait intéressant, au début des années 60, Frantz Fanon (2002 [1961]) avait déjà ce type de réflexion, montrant que le « monde colonial » est un monde manichéiste basé sur la séparation des colons et des indigènes où ces derniers (de pair avec leurs territoires) sont considérés comme étant la quintessence du mal et de la bestialité (Fanon, 2002 [1961], pp. 44-45). Dans ce « monde », c'était aussi la police qui était responsable de limiter physiquement l'espace du colonisé (ou de l'indigène) et qui représentait « l'interlocuteur valable et institutionnel du colonisé, le porte-parole du colon et du régime d'oppression » (Fanon, 2002 [1961], p. 41). Aux yeux de Mathieu Rigouste (2012), cette violence policière structurée par la classe, la race et le genre s'applique toujours, car elle a été importée à l'intérieur même des anciennes métropoles coloniales - faisant dans son cas référence à la France (Rigouste, 2012, pp. 19-20). Les « damnés de la terre » de Fanon deviennent ainsi, chez Rigouste, les « damnés de l'intérieur » (Rigouste, 2012, p. 20), réprimés par la police selon « une cartographie du maintien de l'ordre qui reprend des éléments de la pacification coloniale dans son développement rationalisé du contrôle » (Rigouste, 2012, p. 41). Même au Canada, selon Elizabeth Comack (2012), le maintien de l'ordre des espaces habités par les personnes racisées, qui sont considérés comme « dangereux » et « en désordre », participe au processus de racialisation et à la construction des hiérarchies raciales. Pour elle aussi, il est évident qu'il existe un lien entre le maintien de l'ordre racialisé et le projet colonial de construction d'une société blanche (Comack, 2012, p. 24). De toute évidence, il existe bel et bien un lien entre la période de colonisation (et de pacification) du Brésil et la situation actuelle en milieu urbain (Da Silva, 2014, p. 31; Valladares, 2000), la guerre au trafic de drogue justifiant cette violence en contexte démocratique.

Face au cycle sans fin de violences dans la ville de Rio depuis l'émergence du trafic de drogues (fin des années 1970), quelques-uns-es ont proposé de réformer la police. Leeds (2007, p. 26) proposa une stratégie en trois étapes : (1) stimuler une police plus efficace tout en mettant l'accent sur le respect des droits humains, (2) changer la structure organisationnelle de la police et (3) créer des mécanismes qui assurent l'imputabilité des policiers. Elle défend que ces réformes doivent à tout prix inclure la société civile et être menées à long terme, sans quoi elles n'auront pas de réelles chances de changer l'institution (Leeds, 2007, p. 33). Dans le même esprit, l'anthropologue Luiz Eduardo Soares — d'abord secrétaire à la sécurité publique de l'État de Rio de Janeiro³⁸ puis nommé secrétaire national à la sécurité publique sous le gouvernement de Lula³⁹ — à la suite d'initiatives entamées sous le gouvernement Brizola en termes de police communautaire, a mis sur pied le GPAE (Grupamento de Policiamento em Areas Especiais ou Groupement policier des zones spéciales) dans deux favelas de la zone sud de Rio de Janeiro. Ces premières tentatives de changement d'approche de la police dans les favelas ont été les bases sur lesquelles ont été installées et pensées les UPPs, instaurées pour la première fois dans la favela de Santa Marta (zone sud) à la fin de l'année 2008.

Comme cela a été le cas pour les projets de police communautaire, nombre de bienfaits ont immédiatement été visibles suite à l'arrivée des UPPs dans les *favelas* sélectionnées : baisse du nombre de meurtres commis par armes à feu (voir Annexe D); diminution du nombre de personnes armées dans les rues (autres que des policiers); baisse du nombre d'interruptions des activités quotidiennes; et augmentation des personnes venues de l'extérieur dans la *favela*, par exemple (Amoroso *et al.*, 2014;

³⁸ Nous pouvons lire le récit qu'il fait de son expérience à titre de colonel dans Soares (2000).

³⁹ Luiz Inácio Lula da Silva, généralement connu sous le nom de Lula, membre du Parti des travailleurs, a été président de la République fédérative du Brésil de 2003 à 2011. Il est, entre autres choses, connu pour les nombreux programmes sociaux instaurés sous son gouvernement.

Cano *et al.*, 2012). Vu les multiples améliorations engendrées par l'instauration des UPPs, plusieurs ont ainsi initialement cru qu'elles représentaient un pas significatif pour réformer l'institution policière (Ribeiro, L., 2014, p. 275; World Bank, 2012).

Malheureusement, comme nous le verrons plus en détail au chapitre 3, le programme des UPPs, après quelques premières années « prometteuses » en termes de diminution de la violence policière contre les *favelados-as*, ne s'est pas avéré aussi idyllique que plusieurs l'avaient espéré. D'abord, malgré l'optimisme de la chercheure Ludmila Ribeiro (2014), elle défend la thèse que les programmes de police communautaire n'ont pas permis la flexibilisation des règles de fonctionnement traditionnelles de la police, mais ont plutôt professionnalisé certains-es de ses agents qui pourront faire de la prestation de service auprès des populations *faveladas*. Nous retrouvons une thèse semblable chez Graham D. Willis et Mariana M. Prado (2014) qui arguent que les UPPs ont la même mission que la police militaire et, qu'au lieu de changer la culture institutionnelle de celle-ci, elles ont plutôt créé une structure parallèle qui n'engage en rien le reste de l'institution. En conséquence, pour reprendre l'analyse de Saima Husain (2009, p. 75), il semble que si quelques policiers ont effectivement été démilitarisés et professionnalisés au fil des efforts de la police communautaire, l'institution policière ne l'a quant à elle pas été.

Tout un pan des recherches effectuées sur les UPPs montre plutôt qu'elles ont favorisé la militarisation des *favelas* et accentué la logique punitive de l'État à leur endroit (Fleury, 2012; Karam, 2015; Serra et Rodrigues, 2014; Vargas, 2013; Zaccone, 2015), démontrant que les agents des UPPs se rendent coupables de nombreuses violences envers la population. Un autre pan de la recherche sur les UPPs porte sur les impacts économiques engendrés par la pacification des *favelas*, notamment dans celles de la zone sud qui ont connu une gentrification sans précédent depuis l'instauration des UPPs (Freeman, 2014; Gonçalves, 2013). Parallèlement à l'effort policier des UPPs

sont aussi arrivés quelques programmes sociaux (nommés UPP-social) et plusieurs projets de rénovations urbaines. Faisant le lien entre militarisation, urbanisation, et instauration de programmes sociaux, James Freeman (2014) met en exergue à la fois les bénéfices que les résidents-es peuvent tirer de cet ensemble de programmes dans lequel s'insèrent les UPP, notamment en ce qui a trait à l'accès à la citoyenneté, et à la fois les désavantages, principalement parce que ces programmes exposent les favelados-as aux aspects prédateurs du capital (gentrification) et de l'État (violence policière) (voir aussi : Ninnin, 2014).

1.2.2. Femmes et violences policières

Peu d'écrits scientifiques, que ce soit au Brésil ou ailleurs, ont intégré une analyse genrée de la violence policière. Même s'il est important de mentionner au passage que plusieurs recherches ont déjà été faites sur les interventions policières en situation de violence conjugale (Bourlet, 1990; Edwards, 1989; Felson et al., 2002), ainsi que sur les femmes policières (Beauchesne, 2009; Pruvost, 2007) — notamment au sein des UPPs (Mourão, 2013) — nous n'avons que peu de littérature sur la violence policière commise à l'encontre des femmes et sur ses impacts, même si quelques écrits plus militants sont disponibles en Amérique du Nord sous forme de pamphlets ou encore de « tool kit » (Dupuis-Déri, 2010; INCITE! Women of Color Against Violence, s.d.; Les sorcières, 2016). Francis Dupuis-Déri (2010, p. 1) défend qu'il est nécessaire de « déconstruire le mythe qui présente les policiers comme de généreux protecteurs de la veuve et de l'orphelin. » Si les femmes sont généralement targuées d'être moins visées par la violence directe et physique des policiers, la violence policière contre les femmes existe bel et bien et se matérialise d'une multitude de façons : lorsque les policiers interviennent négligemment dans des cas de violence conjugale; lorsqu'ils utilisent leurs privilèges professionnels pour harceler des femmes; lorsqu'eux-mêmes, dans leur vie personnelle, se rendent coupables de violence envers leur conjointe; et lorsqu'ils brutalisent ou harcèlent les femmes qui participent aux mouvements sociaux de gauche (Dupuis-Déri, 2010). Les femmes sont elles aussi brutalisées par les policiers, mais le poids des stéréotypes continue à créer cette illusion que les femmes bénéficieraient d'un traitement paternaliste et courtois et qu'elles seraient ainsi à l'abri des « bavures » (Cardi et Pruvost, 2012, pp. 20-21).

Toujours sur le sujet de la violence policière, l'organisation INCITE! Women of Color Against Violence (s.d., p. 1) souligne: « police brutality and other forms of law enforcement violence often serve as tools for policing and enforcing gender and sexual conformity along with power relations based on race, class, immigration status and ability ». La violence policière n'est ainsi pas neutre ; elle se déploie spécifiquement en fonction de l'identité perçue des personnes — dont certaines sont considérées plus à risque en fonction du genre, de la race, de la classe et de l'âge- plutôt qu'au hasard des infractions dont sont témoins les policiers, renforçant ces dites identités. Toujours aux États-Unis, comme l'ont démontré Andrea L. Dottolo et Abigail J. Stewart (2008), la police n'est pas seulement porteuse d'un discours raciste, mais aussi de pratiques institutionnalisées qui produisent des subjectivités de race, de classe et de genre.

Pour Naïma Hamrouni, la violence policière, tout comme les autres injustices vécues par les femmes racisées, se situe au cœur de l'imbrication des rapports sociaux, dont de sexe et de race, en ce que les policiers les traitent à la fois comme une sous-catégorie d'humains (déshumanisation) et à la fois comme des objets sexuels dénués d'agentivité (sexualisation) (Hamrouni, 2015). Quelques recherches effectuées aux États-Unis montrent que ces analyses sont malheureusement justes. Comme l'avance Andrea J. Ritchie (2006), la police commet de nombreuses violences directement à l'endroit des femmes racisées aux États-Unis:

[they] are sexually assaulted, raped, brutally strip-searched, beaten, shot, and killed by law enforcement agents with alarming frequency, experiencing many of the same forms of law enforcement violence as men of color, as well as gender specific forms of police misconduct and abuse. (Ritchie, 2006, p. 139)

C'est aussi ce que montre Alice Goffman (2014, chap. 3) qui a, quant à elle, étudié les tactiques policières dans un quartier populaire de Chicago où résident une majorité de personnes racisées. Elle y décrit avec acuité la nature de la violence policière contre les femmes (violence physique, surveillance, menaces, manipulation, chantage, etc.) de cette communauté, notamment en expliquant comment les policiers arrivent à manipuler les femmes afin qu'elles dénoncent leurs proches. Son travail de recherche met, de plus, en lumière les impacts de cette violence: la stigmatisation (être considérée comme une traître), déplacements (devoir déménager pour se protéger) et création d'une ambiance de suspicion et de peur dans le voisinage, pour ne donner que ces exemples.

Au Brésil, nous avons aussi accès à quelques recherches mettant en lumière la violence policière contre les femmes, ses impacts et les résistances qu'elle engendre. Dans un rapport déposé en 2008, *Amnesty international* rapportait que les femmes dans les *favelas*, bien qu'elles ne soient généralement pas les premières visées par la répression policière, étaient tout de même « la cible d'actes de discrimination et de violences » de plusieurs façons : « elles sont menacées et attaquées lorsqu'elles tentent de protéger les hommes de leur famille. Elles sont injuriées et même agressées sexuellement par des policiers. Elles sont tuées et blessées dans les échanges de coups de feu. » (Amnesty International, 2008, p. 25) Nous pouvons entrevoir quelques-uns de ces exemples de violences policières commises à l'endroit des femmes dans quelques écrits, notamment dans le récit qui est fait par Robert Gay (2005) de la vie quotidienne d'une conjointe de trafiquant et les nombreux témoignages recueillis par Maria H. M. Alves et Philip Evanson (2011).

Tatiana Moura (2008) et Polly Wilding (2012, 2014) donnent aussi quelques exemples de violences policières commises à l'endroit des femmes dans les favelas, bien que la première les situe dans le contexte plus large de la violence armée et la seconde dans le contexte des violences urbaines (violences perpétrées dans la ville au sens large). Les deux auteures démontrent que la violence, peu importe laquelle, est toujours genrée et qu'elle se nourrit, entre autres éléments, des dichotomies de genre et d'espace (dans ce cas, public et privé). Ignorer ce fait contribue non seulement à l'invisibilisation des expériences des femmes de la violence, mais maintient en place l'idée selon laquelle ce sont les hommes qui perpétuent la violence et, de manière relationnelle, les femmes qui en sont les victimes. La violence se présente alors comme l'un des moyens pour maintenir symboliquement et matériellement les femmes dans une position sociale inférieure. Pourtant, si l'on y regarde de plus près, comme l'ont fait Moura (2008) et Wilding (2010), nous voyons que les femmes prennent part à la reproduction des violences dans leur communauté et qu'ignorer ces rôles nous empêche de concevoir des dispositifs efficaces de lutte contre celle-ci. C'est notamment le cas lorsque les femmes commettent des gestes violents dans le foyer, ou encore lorsqu'elles participent elles aussi à la perpétration d'un idéal masculin très stéréotypé, comme nous le verrons au chapitre 3.

Qui plus est, des recherches s'attardent aux impacts de la violence policière pour les femmes et les mères dans les *favelas* de Rio de Janeiro (Moura, 2008; Rocha, 2012; Soares, B. M. *et al.*, 2009; Wilding, 2010). À travers divers témoignages, celles-ci nous amènent à considérer toute l'ampleur de la perte d'un fils, d'un mari ou d'un frère aux mains des policiers, que ce soit au niveau émotionnel, économique, physique (santé) ou social. Les différents impacts de la violence policière dans le quotidien des femmes, qui doivent changer leurs routines, faire face aux menaces des policiers, s'occuper de leurs proches emprisonnés (à qui elles envoient souvent de l'argent), blessés ou tués

(elles doivent alors se battre pour obtenir justice) sont également abordés. Dans l'ethnographie menée par Donna Goldstein (2003) dans une *favela* de la zone ouest de Rio, nous pouvons en outre constater à quel point ces impacts sont diffus et complexes dans la vie des femmes des *favelas*, allant de la prise en charge d'enfants dont les parents ne peuvent plus s'occuper, à l'utilisation de la violence dans la disciplinarisation de ceux-ci, aux nombreuses visites en prison.

Si la violence policière directe et indirecte, pour reprendre la terminologie de Moura (2008), est ainsi quelque peu étudiée dans la perspective des femmes, certaines intègrent aussi à leur réflexion l'agentivité des femmes ainsi que les résistances qu'elles mènent (Moura, 2008; Moura et al., 2012; Rocha, 2012; Wilding, 2010). Dans une ethnographie menée dans une communauté pauvre du nordeste, habitée à majorité par des afrodescendants-es, Nancy Scheper-Hughes (1993) expose que pour survivre à la violence et à l'omniprésence de la mort, les mères marchent constamment sur la ligne fine entre résistance et résilience, ce qui les amène souvent à transgresser les normes morales. De manière semblable, Goldstein (2003), reflète quant à elle le quotidien d'une travailleuse domestique résidente d'une favela, qui doit composer avec la violence urbaine et le peu de moyens dont elle dispose. Ce que nous relevons de ces deux ethnographies, c'est que les résistances quotidiennes des femmes pour survivre et pour permettre à leur famille de survivre se déclinent en une multitude d'actions quotidiennes, dont certaines sont pratiquement invisibles, comme le rire, qui constitue le fil conducteur de l'argumentaire de Goldstein. Dans ces deux cas, même si la violence policière n'est pas mise au premier plan, plusieurs aspects de cette violence sont évoqués, dessinant les contours non seulement de l'intervention policière ainsi que de ses impacts pour les femmes des favelas, mais aussi ce qu'elle ouvre et ferme comme possibilités aux femmes en termes de résistance/résilience.

1.3. Problématique, question de recherche et thèse

Ces recherches, qui constituent le socle sur lequel se construit celle que nous proposons ici, n'intègrent que partiellement la violence policière à leur analyse, puisqu'elle ne constitue qu'un élément parmi d'autres violences — comme la violence étatique (perpétrée par tous ses agents-es), la violence urbaine (commise dans un contexte urbain) ou encore la violence armée (violence perpétrée par des acteurs armés, comme des policiers ou des trafiquants de drogue) — ne nous permettant pas de construire une réflexion sur la violence produite par l'institution policière en soi. Cependant, elles nous informent qu'il y a bel et bien matière à investiguer, car elles fournissent des preuves éparses que, contrairement à la croyance populaire (même dans les favelas), la police n'épargne pas les femmes. En outre, il semble n'avoir jamais été aussi pertinent d'analyser la situation à Rio de Janeiro, maintenant que plusieurs favelas sont littéralement occupées par la police via les UPPs. Comme nous l'avons précédemment exposé, les recherches sur l'instauration des UPPs dans les favelas se sont multipliées dans les dernières années, mais, mis à part une importante analyse des rapports genrés au sein des rangs de ces unités (Mourão, 2013)⁴⁰, le point de vue des femmes n'est presque jamais reconnu dans sa spécificité. Ce faisant, les dynamiques genrées qui structurent la violence produite par l'institution policière et, par conséquent, qu'ellemême reproduit, sont invisibilisées, voire complètement mystifiées.

⁴⁰ Puisque notre recherche porte précisément sur la violence policière commise contre les *faveladas*, nous négligeons ici de traiter des relations entre policiers et policières au sein de l'institution. Ce choix est principalement dû au fait qu'il nous aurait été difficile de rencontrer des policiers-ères et des résidents-es des *favelas* sur le terrain, vu l'important antagonisme existant entre les deux groupes. Pourtant, nombre d'agents des UPPs sont en fait des agentes, un mot que nous n'avons pas féminisé considérant le nombre écrasant d'hommes employés dans cette institution, la relégation des femmes à des tâches qui n'impliquent que rarement le combat (elles sont plutôt assignées aux tâches plus « communautaires ») et le rôle que la police joue au sein de la société. Ceci étant dit, les relations internes entre agents et agentes constituent elles aussi une dimension de la reproduction des rapports sociaux par le corps policier. Pour explorer la question de genre au sein des UPPs, voir le rapport de recherche de la chercheure brésilienne Barbara M. Mourão (2013).

Amener les femmes dans les discussions sur la violence policière, les « visibiliser », relève d'une démarche féministe qui propose d'analyser de manière plus complète le travail policier dans nos sociétés afin de dévoiler un mécanisme de plus reproduisant les rapports sociaux de sexe. Construisant sur la réflexion déjà amorcée par d'autres auteures féministes, telles que Peterson (1992) et Wilding (2010), nous souhaitons montrer que la violence policière — qui est le sujet central de notre étude — est alimentée non seulement par des idéologies racistes et classistes, mais aussi sexistes et que, ce faisant, elle reproduit ces idéologies. De plus, la violence policière a des impacts symboliques et matériels importants dans la vie des femmes, alors qu'on se contente généralement d'aborder la violence policière sous l'angle « des hommes et de leurs fusils » (Hume, 2009; Wilding, 2010). N'aborder la violence policière que sous l'angle de sa létalité, particulièrement dans le contexte *carioca* où les jeunes hommes afrodescendants y sont plus vulnérables, équivaut à ne traiter que des hommes : à faire des hommes les seuls protagonistes et les seules victimes de celles-ci, quand, en y regardant de plus près, ce n'est pas le cas.

La violence policière dans les *favelas* est malheureusement encore aujourd'hui bien présente, ce que nous confirment la littérature scientifique (Fleury, 2012; Karam, 2015; Serra et Rodrigues, 2014; Vargas, 2013; Zaccone, 2015) et les témoignages (Granja, 2015) qui soulignent l'omniprésence de pratiques cruelles et inhumaines chez la police (ce qui inclut autant la police pacificatrice, que la militaire et civile). Rio de Janeiro n'est pas la seule ville à être aux prises avec une police corrompue et violente. Toutefois, l'exacerbation des tensions sociales à Rio de Janeiro, combinée à la mise sur pied des UPPs, fait des *favelas* de Rio un terrain idéal pour étudier la violence policière : elle est si systématique et constante, qu'elle nous offre plus d'opportunités de l'appréhender que dans bien d'autres villes. Ainsi, nous nous penchons sur le rôle de la police dans la reproduction des rapports sociaux de sexe en utilisant comme étude

de cas les *favelas* de Rio de Janeiro, un lieu où la fréquence et la gravité des pratiques permettent mieux d'identifier les mécanismes à l'œuvre dans les relations entre les femmes et la police.

Afin d'illustrer comment, effectivement, la violence policière reproduit les rapports sociaux de sexe, nous procédons en trois temps. Nous avançons la thèse que : (1) la police, dans ses interventions, adopte un comportement différent en fonction du sexe de la personne à laquelle elle fait face, reproduisant des stéréotypes sexués et des violences néfastes pour les femmes; (2) les impacts de la violence policière aggravent l'insécurité, la précarité financière et les responsabilités des femmes, exacerbant la division sexuelle du travail et leur exclusion urbaine; et (3) ouvre un champ de possibilités aux femmes en termes de résistances même si elles perpétuent l'adoption de certains rôles sociaux attribués aux différents sexes.

1.4. Cadre théorique

Qu'est-ce que la violence policière? *A priori*, la violence policière pourrait s'apparenter à une « bavure », à une « déviance » ou à un excès accidentel de fureur commis par quelques individus qui travaillent souvent dans des conditions stressantes⁴¹. Pourtant, la majorité des violences ne sont pas accidentelles ou encore déviantes, et elles sont même plutôt institutionnellement et culturellement acceptées. Elle est le plus souvent comprise comme une action vertueuse, mise au service du bien commun (Scheper-Hughes et Bourgois, 2004, p. 5)⁴². La violence, ou encore la simple menace de la

⁴¹ En effet, des dizaines de policiers meurent chaque année dans le cadre de leur travail. Seulement dans les quatre premiers mois de 2017, 56 sont décédés selon le quotidien *O Dia (Rio registra 56 PMs mortos*, 2017).

⁴² Par exemple, à Rio de Janeiro, malgré le drame humain que représente la violence policière (autant pour les policiers, les *favelados-as*, que le reste de la population), il n'est pas rare d'entendre ou de lire,

violence, selon la perspective de Bittner (1970), est constitutive de l'institution policière et la définit. Elle lui sert à maintenir en place un racket (Peterson, 1992; Tilly, 2000) qui est à la source de l'insécurité, et dont l'utilité est de conserver les hiérarchies et le statu quo social. Ce faisant, de par son « travail », elle reproduit des normes sociales reliées au genre, en même temps que celles reliées à la race, la classe et l'espace (Comack, 2012; INCITE! Women of Color Against Violence, s.d.; Vargas et Alves, 2010). Bien qu'elle soit sans aucun doute au service de l'État —et qu'il faille lui en imputer la responsabilité —, la violence s'inscrit dans des violences structurelles, qui à la fois sont reproduites par l'État, et à la fois lui sont indépendantes. Dans cette perspective, ce sont les rapports sociaux qui produisent de telles violences, même s'ils bénéficient d'une structure telle que l'État — ce qui inclut la police —, pour se maintenir et se reproduire (Connell, 1990, p. 520; Peterson, 1992, p. 45). L'idée n'est donc ni d'affirmer que la violence policière est la seule responsable de l'oppression des femmes ni d'affirmer que la violence policière est la seule forme de violence étatique. Encore une fois, l'objectif est plutôt d'analyser précisément le phénomène de la violence policière à partir d'une perspective féministe, puisqu'elle apporte un éclairage différent sur la perpétration de ces violences et ses impacts.

La notion de continuum est omniprésente dans ces pages. Même si notre attention se porte sur la violence policière, nous concevons la violence comme un continuum qui inclut plusieurs types de violences : directe (actes physiques d'agression d'agents de l'État, par exemple), structurelle (répression et oppression historique et systématique de groupes sociaux), symbolique (intériorisation de l'oppression) et de tous les jours (interpersonnelles) (Bourgois, 2004). Ces formes de violences, loin d'être

dans les médias, sur les réseaux sociaux et dans des conversations de tous les jours que la police devrait être encore plus dure, plus brutale et être sans pitié face à cette « plaie » qui ronge la ville : les *bandidos-as* et *favelados-as* sont alors confondus-es.

⁴³ Dans la version originale anglaise, Bourgois les appelle : *Direct political violence, structural violence, symbolic violence et everyday violence.*

mutuellement exclusives, sont étroitement liées en ce qu'elles s'alimentent les unes les autres; phénomène que l'on entrevoit lorsqu'on associe, par exemple, la violence domestique (violence de tous les jours) à la violence de la pauvreté et de l'exclusion sociale (violences structurelles) (Scheper-Hughes et Bourgois, 2004, p. 1). Concevoir la violence comme un continuum nous permet alors d'appréhender l'ampleur de ce phénomène, au-delà de la violence physique — qui reste sans aucun doute son aspect le plus spectaculaire — ses multiples formes, impacts et interconnections. En outre, comme l'affirment avec justesse Scheper-Hughes et Bourgois (2004, p. 21):

Making that decisive move to recognize the continuum of violence allows us to see the capacity and the willingness – if not enthusiasm – of the ordinary people, the practical technicians of the social consensus, to enforce genocidal-like crimes against categories of rubbish people. There is no primary impulse out of which mass violence and genocide are born, it is ingrained in the common sense of everyday social life.

En effet, les femmes que nous avons rencontrées dans les *favelas* de Rio de Janeiro, lorsqu'elles étaient invitées à nous parler de la violence policière dans leur quartier, nous parlaient de violences physiques, évidemment, mais aussi de dévalorisation systématique de leur parole, de menaces, de viols, d'invasions de domicile, d'intimidation répétée, de peur, de gentrification, de travail, de violence domestique, d'interdictions, montrant bien la complexité et l'étendue de la violence. Pour faire sens de ces divers éléments qui constituent le continuum de la violence, nous les avons, à des fins explicatives, séparées en deux : la violence directe et les impacts de ces violences.

Nous appuyant sur les conclusions de Wilding (2010), nous postulons que les violences s'inscrivent dans le cadre plus large des rapports sociaux, tels les rapports sociaux de sexe, de race, de classe et spatiaux, ces derniers étant structurants « pour l'ensemble du champ social » et *transversaux* « à la totalité de ce champ social. » (Kergoat, 2012

[1992], p. 103). Le « rapport social », tel que défini par Danièle Kergoat (2012, p. 126) est « une relation antagonique entre deux groupes sociaux, établie autour d'un enjeu » et « un rapport de production matérielle et idéelle. » Les rapports sociaux sont, de plus, consubstantiels — « ils forment un nœud qui ne peut être séquencé au niveau des pratiques sociales » — et coextensifs — « en se déployant, les rapports sociaux de classe, de genre, de « race », se reproduisent et se co-produisent mutuellement. » (Kergoat, 2012 [1992], pp. 126-127)

Plus spécifiquement, les rapports sociaux de sexe renvoient « à une vision sexuée des fondements et de l'organisation de la société, fondements et organisation ancrés matériellement dans la division sexuelle du travail » (Kergoat, 2012 [1992], p. 103), qui se définit quant à elle par « l'assignation prioritaire des hommes à la sphère productive et des femmes à la sphère reproductive ainsi que, simultanément, la captation par les hommes des fonctions à forte valeur sociale ajoutée » (Kergoat, 2000, p. 36). La violence est ainsi appréhendée comme l'un des mécanismes fondamentaux du maintien de ces rapports de pouvoir dans lesquels les femmes sont désavantagées. Comme nous le verrons dans le cœur de notre analyse, les policiers reproduisent ces rapports à travers une multitude de choix, d'actions et de comportements, dont la sexualisation (Hamrouni, 2015) des personnes auprès desquelles ils interviennent : ils adoptent des comportements différents en fonction de l'image qu'ils se font des individus-es et groupes, ce qui se traduit entre autres exemples par une dévalorisation systématique de la parole des femmes et de leurs actions, le recours à la violence sexuelle et le recours aux menaces.

Dans la perspective où les rapports sociaux sont consubstantiels, toutes les femmes ne vivent pas ces violences de la même manière. En même temps, tous les policiers n'agissent pas de la même façon envers toutes les femmes. À ce sujet, l'Étasunienne Patricia Hill Collins (Collins, 2009) a en effet identifié quatre images péjoratives

principales attribuées aux afrodescendantes, montrant comment chacune d'elles intervient pour contrôler spécifiquement ce groupe. Collins aborde celle de la « mammy » (la servante complètement soumise à ses maîtres blancs), la « matriarch » (celle qui transgresse les rôles sociaux sexués et émascule les hommes noirs), la « wellfare mother » (qui profite d'un système trop généreux) et la « jezebel » (sexuellement disponible et insatiable). Même si ces images contrôlantes ont été développées spécifiquement dans le contexte étasunien, elles s'avèrent tout autant pertinentes dans le contexte brésilien (bien qu'elles nécessitent une adaptation au contexte) et sont souvent réutilisées et réactualiser par les chercheures travaillant sur ces thématiques (Giacomini, 2016 ; Goldstein, 2003, pp. 112-113).

Les comportements des policiers face à ces dernières ont ainsi une valeur performative, car ils « punissent » les comportements qui sortent du cadre de référence (Cardi et Pruvost, 2012). Il s'agit là d'une manière par laquelle les policiers s'assurent que sont maintenues les « différences » entre les sexes et les races, et limitent la prise de pouvoir des femmes, en particulier des afrodescendantes.

En ce qui concerne précisément la situation des afrodescendants-es et de leurs territoires au Brésil, continuum de la violence et continuum génocidaire s'allient dans la perpétration quotidienne des violences (Scheper-Hughes et Bourgois, 2004). Dans la supposée « démocratie raciale » brésilienne, se déroule en fait un génocide (Nascimento, 1978; Vargas, 2005). Il comporte deux dimensions principales, situées sur un continuum qui comprend : (1) un aspect idéologique, tournant autour de l'invisibilisation du racisme et l'idéologie du blanchiment, et (2) un aspect matériel, qui comprend la destruction continuelle de la culture d'origine africaine (ou encore son appropriation culturelle), la ségrégation spatiale et économique, le meurtre et l'incarcération de masse à travers la police et les instances juridiques (Vargas, 2005)

et, finalement, les violences commises à l'encontre de la santé reproductive des afrodescendantes (Rocha, 2012; Dos Santos, 2008).

Cela ne signifie pas que les femmes des *favelas* subissent plus de violence que les hommes ou encore qu'elles expérimentent toutes de la même façon la vie dans les *favelas*. Certes, leurs expériences de la violence policière s'inscrivent dans les rapports sociaux de sexe, mais aussi dans les rapports sociaux de race, de classe et spatiaux. Penser en termes de consubstantialité nous permet de prendre en considération les dynamiques qui interviennent ensemble dans le vécu de ces femmes et nous permet d'appréhender les différences entre leurs expériences. En outre, nous parvenons à les ancrer dans un contexte plus large où elles partagent nombre d'expériences avec les hommes, car ils sont eux aussi racisés, économiquement précaires et résidents de *favelas*.

En outre, les rapports sociaux de race se co-construisent aux rapports sociaux de classe (pauvreté) et d'espace dans la ségrégation urbaine. Nous reprenons ce que David Harvey (2010, pp. 174-175) appelle l'accumulation par dépossession, pour comprendre les mécanismes des rapports sociaux de classe et d'espace à Rio de Janeiro. À son avis, les classes populaires en ville sont repoussées dans la périphérie urbaine — il s'opère alors une périphérisation de la pauvreté — par les politiques de militarisation urbaine (police) dans les bidonvilles et par l'embourgeoisement. Cette périphérisation, comme nous l'avons souligné précédemment, est en outre exacerbée par les crises régulières de l'économie capitaliste et les projets de destruction ou d'urbanisation des bidonvilles. Constamment poussées vers les périphéries, les masses urbaines sont dépossédées « de tout droit à la ville », tandis que les élites accumulent les ressources et les terrains réappropriés (Harvey, 2010, p. 18). En ce sens, l'espace est un rapport social, car il constitue une base matérielle essentielle à l'existence humaine, déterminant l'accessibilité aux ressources et aux services des différents groupes (Lefebvre, 2000

[1974]). Les rapports sociaux d'espace se constituent précisément autour de cet enjeu et nous avançons que les policiers les reproduisent, car leur maintien de l'ordre est irrévocablement spatialisé — concentré dans les *favelas* et contre les *favelados-as* — et contribue, en conséquence, à la dépossession des masses urbaines.

Finalement, cette réflexion en termes de continuum nous amène inévitablement à nous pencher sur les résistances des faveladas face à la violence policière. D'abord, face au continuum de la violence et au continuum génocidaire se constitue une résistance toute aussi complexe et continue, formée d'une myriade de tactiques qui ne sont pas toujours identifiables comme telles (de Certeau, 1984, p. 17), allant de la simple survie aux actes publics d'insubordination. Comme l'a avancé Patricia Hill Collins (2009, p. 219), survivre est un élément fondamental de l'expérience des Afro-américaines et est donc en soi un acte subversif⁴⁴. Ainsi, la plupart des pratiques de résistance quotidienne des faveladas nous sont normalement invisibles, parce qu'elle se situe dans l'infrapolitique ; elle est masquée et cachée aux dominants (Scott, J. C., 1990). Ceci étant dit, nombre de femmes que nous avons rencontrées dans les favelas cariocas sont des activistes endurcies, qui mènent des batailles de longue haleine pour améliorer leur communauté, pour obtenir justice ou encore pour contrer la violence policière. Plusieurs ont évoqué l'importance de la maternité, le rôle des émotions, ainsi que les conditions matérielles qui leur ont permis de passer à une résistance plus formelle. Elles ont aussi été nombreuses à nous affirmer qu'en tant que femmes, elles avaient le « privilège » de résister, privilège que nous avons traduit dans ces pages par « la brèche du genre », concept inspiré de James Scott (1990). Encore une fois, le rôle des rapports sociaux de sexe dans la résistance des femmes à la violence policière dans les comunidades de Rio nous amène à constater que si les femmes sont appelées à lutter pour leur dignité et leur

⁴⁴ Une réflexion aussi présente chez Scheper-Hughes et Bourgois (2004, p.17), qui, traitant de la situation de résidentes dans une *favela* du *nordeste* brésilien, affirme que «[their] only act of subversion is that they have managed to survive at all. »

protection, elles sont aussi appelées à le faire dans certaines limites définies par lesdits rapports sociaux.

Comprendre comment la violence policière participe à la reproduction des rapports sociaux de sexe requiert que nous nous intéressions aux multiples formes que prend la violence, à divers moments et divers lieux, faute de quoi nous risquons de reproduire une analyse qui invisibilise certaines expériences et, ce faisant les dynamiques de certains rapports sociaux, qui ne peuvent que rester dans l'ombre. Comment alors faire émerger les expériences de ces femmes afin de produire une analyse alternative (Smith, 2004) de la violence policière dans les *favelas*?

1.5. Méthodologie

Afin de comprendre en quoi consiste la violence policière, cette étude se campe résolument dans les recherches et méthodologies qualitatives. En effet, l'objectif est de se concentrer « sur l'analyse des processus sociaux, sur le sens que les personnes et les collectivités donnent à l'action, sur la vie quotidienne, sur la construction de la réalité quotidienne. » (Deslauriers, 1991, p. 6) Dans ce cas-ci, nous cherchons à cerner un phénomène — la violence policière — dans un espace géographique donné – les *favelas* de la ville de Rio de Janeiro, au Brésil, à travers une étude de cas (Roy, 2009, p. 200). Cette recherche empirique menée auprès d'une vingtaine de femmes dans treize *favelas* de Rio de Janeiro⁴⁵ fait appel à trois méthodes de collecte de données distinctes : des entrevues non-structurées (8), un *focus group* (groupe de discussion) et

⁴⁵ Ces *favelas* sont Rocinha (zone sud), Chácara do Céu (zone sud), Vidigal (zone sud), Santa Marta (zone sud), Morro do Macaco (zone nord), Morro do Urubu (zone nord), Complexo do Alemão (Palmeiras, Nova Brasilia et Comunidade Mineiro) (zone nord), Maré (Parque União et Nova Holanda) (zone nord), Complexo da Penha (Vila Cruzeiro et Grotão) (zone nord).

des observations participantes. L'échantillonnage des participantes est non probabiliste, car l'objectif n'est pas de mesurer précisément la violence policière (par exemple, sa fréquence), mais d'en comprendre la logique et les mécanismes (Beaud, 2009, p. 265). Autrement dit, notre échantillon n'a pas été retenu pour sa représentativité statistique, mais bien pour son caractère typique (Beaud, 2009, p. 266). Finalement, nous avons procédé à un échantillonnage en « boule de neige », une technique qui nous a permis de recruter des participantes à partir d'un noyau dur (des responsables d'organismes et chercheurs-es déjà rencontrés-es lors du préterrain, par exemple) et d'élargir notre échantillonnage à partir de ce point (Beaud, 2009).

Lors du recrutement, il était toujours mentionné que l'objectif de la recherche était d'en apprendre davantage sur les femmes et la violence policière. Par conséquent, la méthode de recrutement n'a pas favorisé la participation de femmes avec une perception plus positive de la police ou qui n'avaient eu que peu d'interactions avec les policiers dans la *favela*. Pour répondre à notre question de recherche, il était nécessaire que les femmes recrutées aient des expériences à raconter en lien avec la violence policière, ce qui faisait qu'elles n'avaient généralement pas des perceptions positives de la police. La violence policière est un phénomène auquel la plupart des résidents-es de *favelas* sont exposés-es, qu'elle ait été dirigée directement contre eux et elles, ou qu'ils et elles en aient été témoins, ou encore que cela soit arrivé à un proche. Ainsi, c'est cette expérience de la violence policière qui revêt ce caractère « typique » mentionné ci-dessus.

En interrogeant uniquement des femmes, la priorité est de faire émerger le sujet « femmes » dans l'Histoire, cette histoire qui s'écrit aussi au présent et dont les femmes sont si souvent exclues (Scott, J. W., 2009, p. chap. 2). L'émergence de ce sujet — ou encore sa visibilisation —, si hétérogène et fluide soit-il, est une étape incontournable pour comprendre les rapports de pouvoir qui maintiennent son effacement et son

oppression. Par conséquent, nous inscrivons cette recherche dans le champ de la recherche féministe, puisque la reconnaissance du sujet « femmes » — et des rapports sociaux qui le construit —, est une étape incontournable à la lutte contre l'oppression, l'exploitation et la domination des femmes (Juteau, 2010; Scott, J. W., 2009, p. 100).

1.5.1. Motivations et positionnement

C'est à partir de ma propre expérience d'activiste au Québec que s'est initiée mon intérêt et mes réflexions sur la question de la violence policière contre les femmes⁴⁶. Elle a été l'élément déclencheur de cette recherche, bien que mes réflexions aient été plus tard en quelque sorte validées puis enrichies par les écrits d'autres femmes et chercheures, comme Goffman (2014), Ritchie (2006) et Moura (2008). Ces expériences m'ont amené à former un important antagonisme face à la police, antagonisme qui m'a suivi jusqu'à Rio de Janeiro et dans les *favelas*, et qui teinte sans contredit ma recherche.

Au début de l'année 2014, alors que je terminais mon baccalauréat, Rio de Janeiro faisait les manchettes internationales : en vue de la Coupe du monde, qui avait lieu en juin et juillet, les autorités brésiliennes redoublaient d'efforts pour « pacifier » les bidonvilles de la ville. Révoltée par les images qui me parvenaient du Brésil, j'ai résolu de faire porter mon sujet de recherche sur cette violence policière spécifique. Quelques mois plus tard, je me suis envolée pour une première fois au Brésil, voyage qui servit en quelque sorte de préterrain. Ce premier séjour m'a permis de peaufiner mon Portugais, d'en apprendre davantage sur le pays et sa culture et de rencontrer des personnes (chercheurs-es et activistes locaux) qui ont été de précieux contacts lors de

⁴⁶ Afin d'expliquer le positionnement de la chercheure, cette section est rédigée au « je ».

la recherche de terrain, menée près de deux ans plus tard. Ce qui était primordial à ce moment, c'était de tester la faisabilité du projet, de voir si mon statut d'étrangère (outsider) me permettrait tout de même de mener ce projet : y avait-il une possibilité que des femmes acceptent de me raconter leurs histoires ? Était-il possible de se rendre dans les favelas, et si oui, comment ? Et, évidemment, pouvais-je espérer faire tout cela sans mettre en danger qui que ce soit ? Plusieurs discussions avec des activistes et chercheurs locaux lors de ce préterrain, avec ma directrice et avec le comité d'éthique de l'UQAM m'ont permis de conclure oui à toutes questions, sous certaines conditions.

En 2016, après deux années d'études et de préparation, je suis retournée au Brésil pendant quatre mois et demi, cette fois-ci avec l'intention de mener une ethnographie dans une ou plusieurs favelas pacifiées de la ville. Les contacts que j'avais initialement établi (mon « noyau dur »), en plus de l'aide de quelques amis-es sur place, m'ont permis de rencontrer près d'une vingtaine de femmes résidentes de plusieurs favelas différentes de la ville. Si j'ai d'abord craint qu'il soit difficile qu'elles acceptent de me rencontrer et de raconter des moments traumatisants de leur vie, il s'avéra qu'au contraire, beaucoup d'entre elles étaient avides de dénoncer les violences des policiers, qui restent presque toujours impunies. Mon statut d'étrangère (outsider), ou plutôt, pour reprendre la terminologie de Shulamit Reinharz (1992, p. 27), d'étrangère informée (knowledgeable stranger), semblait être perçu comme une garantie que leur témoignage serait pris au sérieux, alors qu'elles sont trop souvent l'objet de stigmatisation dans leur propre pays. En même temps, il m'a semblé qu'à plusieurs reprises, une certaine confiance s'est établie avec les participantes, notamment parce que je me présentais comme féministe, que je les informais que je ne rencontrais que des femmes pour cette recherche et que je cherchais à comprendre la violence policière (plutôt que la police, en général). À de nombreux égards, je suis persuadée que ce positionnement a favorisé l'ouverture de beaucoup de femmes et qu'à quelques moments, il a permis de créer des connexions importantes liées à nos expériences

mutuelles de violence policière en tant que femmes. Une majorité de femmes rencontrées dans le cadre de cette recherche se sont ouvertement dites militantes; notre positionnement déclaré comme militante dans certains mouvements sociaux au Québec (au sein du mouvement étudiant et féministe) a sans aucun doute orienté nos discussions et facilité l'ouverture⁴⁷.

Il existe plusieurs écoles de pensée quant à la possibilité de mener une telle recherche et les impacts que celle-ci puisse avoir sur les groupes qu'elle implique, et dans ce casci, sur les femmes résidentes des *favelas*. Certaines auteures, comme bell hooks (2015 [1981]), réfutent la pertinence des recherches menées par des femmes blanches sur les femmes noires, affirmant que leur positionnalité externe et leurs privilèges se reproduisent dans leurs analyses, renforçant et reproduisant ainsi l'oppression des femmes noires. Cette critique est aussi très présente dans les travaux de féministes postcoloniales (Lazreg, 2010; Masson, 2009; Mohanty, 2009) qui ont montré comment certaines recherches menées par les femmes blanches sur les « autres » femmes ont tendance à homogénéiser les femmes « du sud », participant ainsi au maintien des dichotomies occident/orient, le « nous » et les « Autres », le nord et le sud, et à l'imposition d'une catégorie « femme » universalisante.

Gardant ces critiques en tête, mais étant convaincue de la pertinence de la présente recherche, j'ai tenté de faire preuve d'« humilité méthodologique » — ce qui implique d'être sincère dans ma démarche et de toujours replacer les différents éléments dans le contexte — et de « prudence méthodologique » — ce qui consiste à toujours considérer

⁴⁷ Ce paragraphe explicitant notre propre parcours et nos propres motivations dans le choix de notre sujet de recherche et notre subjectivité lors de celle-ci s'inspire de la méthodologie proposée par Dorothy E. Smith (2004, p.28): « What I am suggesting is more in the nature of a re-organization which changes the relation of the sociologist to the object of her knowledge and changes also her problematic. This reorganization involves first placing the sociologist where she is actually situated, namely at the beginning of those acts by which she knows or will come to know; and second, making her direct experience of evervday world the primary ground of her knowledge. »

comme valide le point de vue des membres des groupes opprimés, bien qu'on puisse le critiquer (Narayan, 1993). En plus d'insérer ces suggestions de Uma Narayan, j'utilise les théories du point de vue situé (*standpoint theory*) pour intégrer ce défi de deux façons.

En premier lieu, je développe une posture épistémologique qui accepte que la recherche ne puisse fournir qu'une vision partielle de la réalité sociale qu'elle cherche à expliquer, et que cette vision partielle est structurée par les rapports sociaux de classe, de race, de sexe et spatiaux (Harding, 1988, p. 9; Sprague, 2005, p. 132). De ce fait, je suis tout à fait consciente que malgré les rapprochements, j'étais dans une position privilégiée, en tant qu'étudiante blanche venue du nord, bénéficiant d'un support financier pour mener la recherche et ayant la possibilité à tout moment de me retirer en cas de problème. Pour reprendre la réflexion de la féministe Donna Haraway (2004, p. 92), je soutiens que mon honnêteté face à la partialité de ma recherche, au lieu de prétendre à l'universalité et à l'objectivité, est la véritable force de celle-ci. Dans ce cas-ci, il va sans dire que la recherche porte sur la violence policière et non sur la police de Rio en général. Une personne ayant eu de meilleurs contacts avec les forces policières aurait pu choisir de travailler sur une question laissant plus de place aux aspects positifs et négatifs reliés au maintien de l'ordre. Par exemple, elle aurait pu travailler plus globalement sur le programme de pacification (tentant d'en voir les bons et les mauvais côtés, par exemple) ou encore sur les initiatives de rapprochement entre les faveladosas et les policiers. Pourtant, le choix qui a été fait ici est de ne traiter que d'une partie de la relation entre la police et les favelados-as: la violence. Évidemment, en situant cette recherche dans les favelas, je ne présente pas les policiers sous leur meilleur jour. Toutefois, comme je l'ai montré précédemment, il y a beaucoup de violence policière dans les favelas et il est nécessaire que l'on s'y intéresse. Cette posture explique le portrait sombre que je dresse de l'institution policière à Rio de Janeiro, mais met aussi en lumière un phénomène bel et bien réel aux impacts sociaux majeurs.

En second lieu, soucieuse de répondre à l'impératif de rencontrer ces femmes, d'entendre leurs perspectives et de m'immerger le plus possible dans leur réalité (Reinharz, 1992, p. 51), j'ai opté pour une recherche ethnographique, comprenant huit entrevues de type récit de vie (d'environ une heure chacune), l'organisation d'un *focus group* (d'une durée de près de trois heures) et la consignation systématique dans un cahier de bord d'observations participantes, menées tout au long de mes presque cinq mois de présence à Rio. Pour des raisons de sécurité (autant celle des participantes que la mienne), j'ai attribué des noms fictifs aux participantes et leur consentement a toujours été obtenu à l'oral, afin d'éviter de me promener avec des informations sur l'identité des participantes, qui, tombées dans de mauvaises mains, auraient pu s'avérer compromettantes.

1.5.2. Collecte de données

Les entrevues, de type « récit de vie » et non-structurées, ont eu lieu dans les locaux d'organismes ou sur les lieux d'activités organisées par ces derniers (comme une maison utilisée pour un atelier). En optant pour le récit de vie, nous avons choisi de donner toute la place aux témoignages des femmes qui étaient invitées à nous parler de la violence, de la police et des *favelas*. Cette méthode, inspirée de celle de Susan A. Tilley (2016, p. 49) avait pour objectif, dans un premier temps, d'éviter de bousculer nos participantes, de les « forcer » à aborder des questions avec lesquelles elles n'étaient pas à l'aise. Dans un deuxième temps, nous voulions laisser un maximum de place aux participantes, qui pouvaient choisir ce dont elles avaient envie de parler, dans une tentative de diminuer, voire de casser, les rapports de pouvoir traditionnellement à l'œuvre dans la relation intervieweuse/interviewée. Cette méthode était intimement liée

autant à notre volonté de respecter les participantes que de permettre un échange le plus libre possible de contraintes.

Le choix de prioriser les récits de vie lors de notre recherche de terrain a un impact important sur les résultats présentés dans ces pages. En effet, les femmes étaient appelées à parler de la violence policière dans les *favelas*, et ce, d'aussi loin qu'elles se souviennent. Leur récit était continu et très peu de questions directes leur étaient posées durant l'entrevue, sauf dans les cas où des précisions étaient nécessaires. Ce faisant, ce qui émerge dans les résultats que nous présentons, c'est un récit de la violence policière sur le long-terme. Les femmes rencontrées en entrevue individuelle ont toutefois beaucoup parlé de leurs expériences plus récentes avec la police (pour les raisons évidentes que leurs souvenirs récents sont plus clairs que ceux qui datent de la petite enfance), et c'est pour cette raison qu'il est nécessaire de se rapporter au contexte actuel dans les favelas et à l'état du programme de pacification, notamment. À l'heure où nous avons rencontré ces femmes, le programme de pacification battait de l'aile, et dans de nombreux cas (surtout dans le Complexo do Alemão et de Penha) les femmes étaient exaspérées de constater de nouveau l'augmentation des opérations policières et des affrontements avec les trafiquants. En outre, elles étaient appelées à parler de la violence policière, et non de la police en général, car notre intérêt ici est d'étudier l'interaction des rapports sociaux de sexe dans le déploiement de cette violence, plutôt d'autres aspects du rôle de la police (quoi qu'il se limite très souvent à la violence). C'est la raison pour laquelle autant d'exemples d'abus et de brutalisation ont été rapportés par les femmes pendant les récits de vie.

Peu de temps avant notre retour, nous avons réussi, avec l'aide d'un travailleur social et résident de Rocinha, à organiser un *focus group* auquel ont participé six personnes, dont cinq originaires de la très grande *favela* de Rocinha, dans la zone sud, et une de Chácara do Céu, une *favela* située tout près. Nous avons opté pour la conduite d'un

focus group parce que cette méthode de collecte de donnée s'inscrit bien dans la recherche féministe : elle permet de redistribuer le pouvoir entre la chercheure et les participantes, génère des données de très bonne qualité et est plus susceptible d'engager une co-construction des savoirs (Wilkinson, 1997). Résultant en une conversation de près de trois heures, le focus group a, en quelque sorte, représenté l'apothéose de cette recherche sur le terrain, puisque la discussion s'est penchée sur presque l'ensemble des sujets qu'avaient abordés les autres femmes rencontrées en entrevue individuelle. Le focus group a été l'occasion pour ces résidentes d'une même communauté (mis à part de Chácara do ceu) d'aborder un éventail impressionnant de sujets, au fil des expériences qu'elles partageaient et des réactions des participantes à celles-ci. Ce faisant, le focus group nous a, sans l'ombre d'un doute, permis de consolider notre compréhension des divers enjeux évoqués tout au long de notre recherche de terrain, tout en permettant d'y apporter d'importantes nuances, qui émergent plus naturellement dans un contexte de discussion de groupe que dans une entrevue à deux (Tilley, 2016, p. 51). Finalement, l'intimité et la convivialité du lieu (terrasse privée située dans la comunidade) ont sans aucun doute contribué à une atmosphère détendue qui a permis une discussion respectueuse et fructueuse pour laquelle nous avons obtenu un retour très positif des participantes. Dans cette perspective, il aurait été pertinent de faire plus d'un focus group, afin d'accentuer la co-construction des savoirs, notamment en fonction des différentes zones de la ville, puisque les réalités dans les favelas varient beaucoup d'une zone à l'autre. Toutefois, cette idée a été abandonnée en raison des opérations policières quasi quotidiennes qui avaient alors lieu dans certaines communautés de la zone nord (dont Complexo da Penha, do Alemão et Maré).

Nous avons aussi suivi nombre des femmes rencontrées en entrevue dans d'autres activités, nous permettant de mieux apprendre à les connaître et de mener nos observations participantes. Par exemple, nous avons assisté à de nombreux événements auxquels prenait part Luísa; nous avons assisté à quelques étapes du projet d'A Maré

Vê que Maria chapeautait⁴⁸; et nous avons suivi Lívia dans une multitude d'activités, faisant de cette dernière la personne de laquelle nous nous sommes le plus rapprochée. Elle nous a invité à la suivre pendant une journée de travail lors de laquelle nous nous sommes rendues dans quelques favelas. Elle nous a aussi invité à participer à une discussion entre femmes qui avait lieu à EDUCAP⁴⁹, où nous avons aussi rencontré Anna, une résidente de la comunidade voisine de Vila Cruzeiro (Complexo da Penha, zone nord). Nous l'avons aussi accompagné lors de l'audience publique Seguranca pra quem? (La sécurité pour qui?), qui s'est tenue dans les locaux de la Defensoria Pública do Estado do Rio de Janeiro (défense publique de l'État de Rio) où plusieurs résidentses de favelas ont pris la parole devant les hauts-gradés de la police militaire et civile et d'autres intervenants en matière de sécurité publique. Vu la pertinence de cette audience pour notre recherche, nous avons enregistré et transcrit deux témoignages que nous avons intégrés à notre analyse. Même si l'audience était en elle-même publique (elle était enregistrée et retransmise par les organismes publics et non gouvernementaux présents), ces témoignages ont tout de même été utilisés avec le consentement (toujours obtenu de façon orale) de ces deux oratrices, que Lívia nous a présenté après l'audience.

Les femmes rencontrées dans le cadre de l'une ou plusieurs de ces activités de collecte de données nous ont parlé d'une variété de sujets : de violence conjugale, des discriminations dont elles étaient victimes sur le terrain de soccer, de leur amie menacée par les policiers, etc. Ce faisant, le choix de ces méthodes est intimement lié à l'idée que les rapports sociaux sont «transcendantaux» (s'étendent à toutes les

⁴⁸ Le projet consistait à donner différents ateliers artistiques à des femmes afin qu'elles soient plus présentes dans le domaine culturel. Dans ce cas-ci, les ateliers portaient sur la peinture aérosol et les techniques de DJ. Nous avons d'abord assisté à un atelier sur les techniques de DJ, puis nous avons participé à l'événement final où elles mixaient devant public et où des murales peintes à l'aérosol étaient créées.

⁴⁹ EDUCAP est l'acronyme de Espaço democrático de união, convivência, aprendizagem e prevenção (Espace démocratique d'union, de coexistence, d'apprentissage et de prévention) et est un organisme communautaire situé dans le Complexo do Alemão.

sphères de la vie sociale), et au continuum de la violence. Cela nous permet de voir les différentes formes de violences vécues par les femmes (et surtout, celles auxquelles nous n'avions pas préalablement pensé) et le rôle des rapports sociaux de sexe dans leur perpétuation, leurs impacts et dans les tactiques par lesquelles elles répondent à la violence — parfois elles aussi par la violence. Il n'est pas non plus étonnant, dans cette perspective, que les femmes n'aient pas toutes entrepris de parler de leur perception d'enjeux plus globaux et plus généraux, reliés non seulement —par exemple, au racisme ou au sexisme-, mais aussi au contexte des rénovations urbaines et à l'organisation des méga-événements. Il est normal que la violence immédiate et vécue au quotidien absorbe beaucoup de leur temps, de leur énergie et de leurs réflexions. En ce sens, nous reprenons la remarque de Bourgois (2004) selon laquelle les individus ne font pas que survivre à la violence, comme si elle n'était qu'un élément extérieur. Les participantes confrontent la violence, en même temps qu'elles restent marquées par celle-ci: « those who confront violence with resistance – whether it be cultural or political – do not escape unscathed from terror and oppression they rise up against. » (Bourgois, 2004, p. 433) Le défi de l'ethnographe est ainsi « to clarify the chains of causality, that link structural, political, and symbolic violence in the production of an everyday violence that buttresses unequal power relations and distorts efforts at resistance. » (Bourgois, 2004, p. 433) Nous avons tenté de répondre à ce défi en adoptant plusieurs méthodes de collecte de données et en donnant la plus grande liberté possible à nos participantes lors de ces activités.

Pour favoriser un climat de confiance et décontracté, les entrevues, *focus group* et observations participantes se sont déroulés en portugais et ont été enregistrés ou consignés dans un cahier de bord (pour les observations). Nous avons ensuite retranscrit les enregistrements en portugais afin de conserver au maximum leur authenticité. Les extraits utilisés dans cette recherche ont été traduits de façon libre en français, afin d'en faciliter la lecture. Sans être parfaitement lusophone, trois sessions

de cours de portugais pendant notre baccalauréat, un préterrain et une immersion complète pendant la recherche de terrain nous ont permis d'effectuer toutes ces tâches de manière autonome, bien que l'aide de Brésiliens-nes ait quelques fois été sollicitée.

1.5.3. Les participantes

La collecte de données s'est effectuée auprès de femmes résidentes de 13 favelas à travers la ville de Rio de Janeiro, afin de tenir compte des différences d'une favela à l'autre. Ces résidentes vivent dans des favelas pacifiées et non pacifiées puisque les deux perspectives étaient nécessaires pour comprendre la situation actuelle dans les favelas. Cela nous a d'ailleurs permis de voir qu'au final, les perceptions des femmes de la police dans les deux cas n'étaient pas très différentes, un aspect sur lequel nous reviendrons tout au long de notre analyse. Toutes les participantes ont été recrutées via des organismes non gouvernementaux (ONGs) recommandés par des chercheurs-es et professeurs-es locaux, parce qu'il était difficile pour une jeune chercheure étrangère et blanche d'accéder aux favelas, et ce en toute sécurité.

Sofia, qui approche la trentaine, est la première que nous ayons rencontrée. Militante et journaliste résidente du *conjuto de favelas da* Maré (où il n'y a pas d'UPP) dans la zone nord, son récit était radicalement opposé à la police qu'elle souhaitait voir sortir des *favelas*. Tout aussi opposée à l'occupation policière, Maria, elle aussi résidente de Maré, est la deuxième femme rencontrée. À peine âgée de 20 ans, elle a préféré faire l'entrevue chez elle, où nous avons pu assister à un atelier de DJ pour les femmes qu'elle avait organisé avec l'ONG A Maré Vê. Fernanda, résidente du Complexo do Alemão (l'un des plus gros complexes de *favelas*, situé dans la zone nord, où plusieurs UPPs se sont installées) et âgée d'une trentaine d'années, nous a rencontré quant à elle à l'ombre du tout nouveau téléférique, où elle s'est installée depuis quelques années

pour vendre les peintures qu'elle réalise bénévolement avec les enfants du quartier dans le cadre de son organisme Favela Art. Nous avons ensuite eu la chance de discuter avec Luísa, qui vient tout juste de passer le cap des 40 ans, dans les bureaux du Movimento Moleque, dans le centre-ville, où elle nous a raconté les méandres de sa vie depuis le meurtre par deux policiers de son fils en 2006. Puisque cette entrevue se déroulait dans les bureaux de l'organisme, une personne s'est rajoutée en cours de route ; il s'agit d'Amanda, résidente de Borel (zone nord), dont le fils a été tué par la PMERJ. Nina, dans la trentaine et résidente de Santa Marta (la première favela ayant reçu une UPP), près du quartier de Botafogo dans la riche zone sud de Rio, nous a quant à elle reçue à l'entrée de la favela, avant de retourner s'occuper de sa petite entreprise de tourisme. Nous avons par la suite rencontré Isabella (dans la cinquantaine) — résidente de la favela pacifiée Morro dos Macacos située à quelques pas du stade Maracanã — et Júlia (âgée de près de 70 ans) – résidente du Morro do Urubu, une favela non pacifiée de la zone nord — dans les bureaux du CEDAPS⁵⁰ au centre-ville. Nous avons finalement mené une entrevue avec Lívia (fin de la quarantaine), une activiste de longue date du Complexo do Alemão, fondatrice et principale responsable de l'ONG EDUCAP dans le même quartier et employée à Viva Rio, où elle s'occupe des enjeux reliés à la santé dans les favelas. Les participantes de notre focus group (6), à qui nous n'avons pas attribué de nom fictif (nous référant à elles simplement comme des participantes au focus group) sont majoritairement dans la vingtaine; certaines sont étudiantes, une est guide touristique dans Rocinha et Vidigal et une dernière est travailleuse à temps plein. La plus âgée du groupe est dans la quarantaine et est institutrice dans une école alternative de Rocinha. Pour avoir un portrait complet de ces femmes et des favelas mentionnées tout au long de ce texte, se référer à l'annexe A et B.

⁵⁰ Centre de promotion de la santé (Centro de Promoção da Saúde).

1.5.4. Analyse des données

L'essentiel de l'analyse des données a consisté, dans un premier temps, à identifier les diverses violences rapportées par les femmes rencontrées. Ce n'est qu'au cours de l'analyse que nous avons organisé ces violences en trois grandes catégories : la violence directe et ses effets, qui constituent nos deux premiers chapitres, et les résistances qui émergent face à celles-ci, exposées dans notre dernier chapitre. Chaque section représente quant à elle un regroupement de sous-thématiques connexes étant ressorties lors de l'analyse. La liste des thématiques et sous-thématiques peut être consultée à l'annexe C. Comme l'analyse le démontre, ce sont précisément en documentant des contextes divers et des situations qui, à première vue, ne se rapportent pas directement aux rapports sociaux de sexe que nous avons pu voir émerger ces liens et ses dynamiques.

Après la retranscription (en portugais) mot pour mot de nos huit entrevues, de notre focus group, puis des deux témoignages obtenus lors de l'audience publique Segurança pra quem?, nous avons utilisé le logiciel Excel pour identifier chaque extrait à une thématique, puis à plusieurs sous-thématiques qui s'y rattachaient, selon une méthode d'analyse inductive, qui consiste « à induire un modèle théorique à partir des phénomènes récurrents observés dans la situation étudiée. » (Roy, 2009, p. 94) Dans un deuxième temps, nous avons augmenté notre grille d'analyse avec la retranscription des observations participantes que nous avions consignées dans un journal de bord et les avons analysées avec les thématiques qui étaient ressorties de l'analyse des entrevues/focus group. Les catégories thématiques d'analyse ont émergé des entrevues, nous forçant parfois, si une nouvelle catégorie émergeait alors que plusieurs entrevues avaient été codées, à revenir en arrière au fil et à mesure que se précisaient nos thématiques. Suivant une méthode semblable à ce que décrit Susan A. Tilley (2016, p. 155), ce n'est qu'après avoir systématiquement analysé tous les verbatims de nos

entrevues et de notre *focus group*, que nous avons intégré à notre analyse nos observations participantes et joint la littérature pertinente, dans l'optique de faire de la parole des participantes le focus central de notre analyse. Par ailleurs, il est intéressant de noter que nos grandes thématiques (organisées par la suite en chapitre : violence directe de la militarisation, impacts et résistance) ont d'abord émergé de notre analyse inductive des données. Ce n'est que plusieurs mois après que nous avons trouvé un cadre théorique (continuum de la violence) qui nous permettait d'interpréter les propos des répondantes sans en altérer le sens. Ce cadre théorique a d'ailleurs originellement été développé par des chercheurs-es (Bourgois, 2004; Pearce, 2006) ayant opéré dans des contextes semblables et obtenu au fil de leurs réflexions (Scheper-Hughes et Bourgois, 2004).

1.5.5. Limites de la recherche

Évidemment, cette recherche présente de nombreuses limites. D'abord, bien que nous avions initialement prévu mener une ethnographie, nous n'avons passé, au final, qu'une petite fraction du temps total de notre terrain de recherche dans les *favelas*, et ce pour de nombreuses raisons. En premier lieu, certaines *favelas* visitées au début de notre recherche de terrain (notamment Maré et le Complexo do Alemão) ont été la proie de nombreux affrontements armés qui nous ont empêchée de nous y rendre pendant plusieurs semaines. En second lieu, les femmes que nous avons rencontrées étaient bien déterminées à nous protéger de la violence qu'elles nous décrivaient, et ne souhaitaient pas que nous nous rendions dans leur *favela* ou que nous y prolongions notre présence, même quand celle-ci paraissait calme. De toute évidence, cette attitude n'est pas étrangère à l'imprévisibilité et à la gravité de la violence déployée dans leur quotidien.

Comme jeune étudiante blanche et étrangère, nous n'étions pas toujours prise au sérieux et nous étions considérée tout à fait inapte à en être témoin⁵¹.

Nous n'avons donc au final partagé que des fragments de la vie de ces femmes, plutôt que leur vie quotidienne. Ce faisant, il a été difficile de créer de profonds liens de confiance avec ces femmes (mis à part peut-être, avec Lívia). Développer de plus profondes relations aurait pu : (1) nous permettre une plus grande implication dans leurs projets, entraînant une plus grande réciprocité de la recherche (Tilley, 2016, p. 44) et (2) faciliter les échanges et les confidences, permettant d'accéder plus directement à des expériences privées et intimes (Reinharz, 1992, p. 26). Cela crée sans aucun doute une distance entre la réalité vécue de la violence, qui nous est accessible principalement à travers des récits de première main (obtenus directement des participantes) et des récits ethnographiques de seconde main (Goldstein, 2003), plutôt que par une observation directe de celle-ci (qui a été dans notre cas plutôt rare). La violence — ou plutôt les enjeux de sécurité — et notre position sociale ont ainsi clairement marqué notre ethnographie qui, au final, a plus permis notre immersion dans la ville de Rio de Janeiro que dans les *favelas* en tant que telles⁵².

Cette étude de cas n'a pas pour but de responsabiliser la police pour l'ensemble des maux qui grugent les *favelas cariocas*, mais de comprendre le rôle qu'elle y joue, au détriment d'autres sources de violences importantes, dont celle des trafiquants. C'est suivant cette perspective que les femmes rencontrées ont été appelées à parler de leurs

⁵¹ Shulamit Reinharz (1992, p.63-64) identifiait d'ailleurs ce dilemme comme l'un des principaux enjeux auxquels font face les jeunes chercheures et les femmes chercheures plus largement pendant leur ethnographie.

⁵² D'autres chercheurs-es mènent des ethnographies beaucoup plus immersives, dans lesquels ils prennent une part beaucoup plus active, non seulement dans l'observation directe des violences, - desquelles ils se « rapprochent » volontairement, au risque d'en devenir eux et elles-même des victimes - (Goffman, 2014), mais aussi dans leur perpétration, comme ce fut le cas, entre autres, de Bourgois (2004) et Dennis Rodgers (2007).

expériences avec la police dans les *favelas*, à travers trois méthodes de collecte de données : en entrevue individuelle, en *focus group* ou lors d'activités où nous avons fait de l'observation participante. Ceci étant dit, il s'avère évident que notre posture de chercheure blanche et étrangère teinte les résultats. Pour tenter de contrebalancer notre propre rapport au sujet et aux femmes rencontrées, nous avons ici présenté nos biais et motivations en lien avec cette recherche. Nous avons opté pour une approche teintée « d'humilité méthodologique » et avons identifié les angles morts et les limites de notre démarche. Nous avons également insisté, tout au long du processus de recherche, sur la centralité de la voix de ces femmes, optant pour des méthodes de collectes de données diverses où les rapports entre la chercheure et les femmes tendaient plus (mais malheureusement pas complètement) vers l'horizontalité. Une analyse des données inductive a aussi été choisie afin de répondre à cette préoccupation.

Finalement, cette méthodologie correspond aussi à la nature de notre question de recherche, qui allie violence et rapports sociaux de sexe. En effet, ces deux éléments sont parfois fluides et il peut s'avérer difficile, en tant que chercheure, d'en prévoir les multiples manifestations et formes en amont. En optant surtout pour une collecte de données par récits de vie, nous avons été en mesure d'identifier les récurrences, autant au niveau des formes de violence qu'au niveau des rapports sociaux de sexe dans la vie de ces femmes. Il ne nous semble pas que des questions directes au sujet de la violence ou encore du sexisme des policiers nous auraient donné un résultat aussi intéressant, parce que l'on ne peut pas assumer que les femmes rencontrées auront nécessairement un regard critique sur ce qui constitue de la violence ou encore du sexisme. Si cela était toutefois clairement le cas pour quelques-unes de nos participantes, nous sommes convaincue que c'est réellement en écoutant leurs histoires personnelles (récit de vie), en les accompagnant dans leurs activités (observations participantes) et en les faisant discuter entre elles (focus group) que nous sommes parvenue à effectivement constater

que la violence suit un continuum et qu'elle est intrinsèquement reliée aux rapports sociaux de sexe.

CHAPITRE II

LA MILITARISATION DES FAVELAS

Ce premier chapitre d'analyse s'intéresse aux violences directes de la police dans les favelas. Il regarde ainsi du côté du déroulement des opérations policières dans les favelas, qu'elles soient effectuées par le BOPE, les agents de l'UPP ou toute autre force policière et armée étatiques. Quelques exemples de violences sont toutefois plus spécifiques aux UPPs; nous précisons le cas échéant. Y sont analysés, les gestes, mais aussi les paroles, voire les attitudes des policiers tels que décrits par les participantes. Dans les favelas et les quartiers pauvres périphériques, la police intervient sur le mode de la guerre : elle utilise des chars d'assaut (figure 2.1)⁵³, elle se déploie en escouades tactiques, elle n'hésite pas à ouvrir le feu et elle menace des civils, torture et tue. Dans cette optique, les opérations policières sèment confusion, peur et détresse au sein des comunidades. Puisqu'elles constituent des « territoires ennemis » à (re)conquérir, il n'est pas surprenant de constater que ce sont les techniques des forces armées qui sont utilisées, et non celles d'une police civile pour y intervenir et y « établir l'ordre », entraînant la militarisation de ces communautés (Wacquant, 2008).

Ce faisant, ce chapitre consiste à relever et analyser les différentes violences qu'implique la militarisation. En interrogeant spécifiquement les femmes sur la question de la violence policière, il a été possible de voir qu'aux violences vécues par cette population en général (homicides, blessures, invasions à domicile, pour ne donner

⁵³ À Rio de Janeiro, les chars d'assaut utilisés par la police sont appelés « caveirão », dont la traduction littérale est « grosse tête de mort ». Il s'agit de véhicules noirs blindés qui permettent aux policiers de pénétrer les favelas, sans devoir couvrir le terrain à pied et ainsi risquer les embuscades des trafiquants. Normalement, des trous sont aménagés, un peu selon le principe des meurtrières, ce qui permet aux agents de police d'ouvrir le feu sans courir le risque d'être identifié ou d'être touché par les balles ennemies.

que ces exemples) s'ajoutaient des violences vécues spécifiquement par les femmes, souvent restées invisibles dans la littérature non féministe consultée.

Parmi ces dimensions de la violence souvent occultées, notre analyse a révélé plusieurs thématiques qui concernaient majoritairement les femmes, dont plusieurs éléments se rapportant aux violences sexuelles, à la dévalorisation et la délégitimation de la parole. Ces exemples suggèrent que le processus de militarisation est traversé par les rapports sociaux de sexe, engendrant leur maintien et leur reproduction auprès de la population visée (les *favelados-as*).

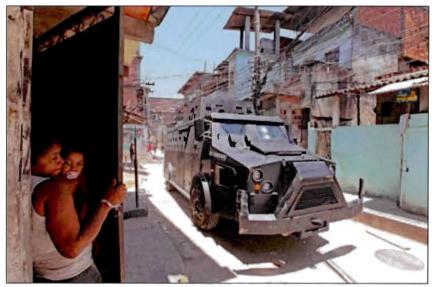


Figure 2.1 Le caveirão en opération dans la favela (source : RioOnWatch. http://rioonwatch.org.br/?p=10480)

Dans la première section, nous abordons la question des violences directes et physiques commises par les policiers dans les *favelas* : meurtres, tortures, blessures, destructions, invasions de domiciles, violences sexuelles, etc. Dans la seconde partie, nous portons

notre attention sur les techniques de contrôle et de surveillance qui y sont déployées, dont les *blocus* et les contrôles systématiques d'identité. En dernier lieu, nous nous penchons sur un éventail de comportements des policiers qui sont moins spectaculaires, plutôt situés au niveau des paroles et des interactions directes avec les résidentes. C'est dans cette dernière section que le processus de reproduction et de maintien des rapports sociaux de sexe apparaît le plus clairement. Nous profiterons donc de l'occasion pour faire le lien avec les sections précédentes et conclure.

2.1. La force de frappe des policiers

2.1.1. L'omniprésence de la mort

L'aspect le plus spectaculaire de la violence perpétrée par la police est sa létalité, notamment dans l'État de Rio de Janeiro qui, nous le rappelons, est doté de l'une des polices les plus meurtrières au Brésil. La mort est ainsi omniprésente dans les propos des femmes de certaines *favelas* où les interventions policières sont plus fréquentes, surtout durant la période où nous les avons rencontrées (en 2016): Complexo do Alemão, Complexo da Penha, Maré, Morro do Macaco, Morro do Urubu et Borel, respectivement toutes situées dans la zone nord. « Ici, il y a des morts [...] J'ai déjà vu plusieurs assassinats. Par exemple, j'ai vu se faire tuer quatre [personnes]. Non, j'ai vu se faire tuer cinq personnes. C'est horrible [...] J'ai même vu un de ceux-là être tué d'un hélicoptère. C'est une guerre, tu sais? » (Maria). Toutes les femmes que nous avons rencontrées ont mentionné qu'au moins une personne de leur entourage avait été tuée par la police, que ce soit leurs propres enfants, des membres de leur famille ou encore des voisins et des amis-es.

Bien que les policiers abattent *volontairement* presque toujours des hommes, les nombreuses fusillades auxquelles ils prennent part amènent leurs lots de « morts collatérales » (par balles perdues)⁵⁴ et de blessés-es, incluant des femmes, des enfants et des personnes âgées, qui se font rarement secourir. À ce sujet, le cas largement médiatisé de Cláudia Silva Ferreira (résidente d'une *favela* de la zone nord) et évoqué à quelques reprises par les participantes est emblématique du manque de considération des policiers pour les « victimes collatérales ». Après avoir été atteinte par balle durant une opération policière qui se déroulait dans sa *favela* le 16 mars 2014, elle est transportée par les policiers à l'hôpital, qui la placent, toujours vivante, dans le coffre de leur voiture. Ce dernier s'ouvre pendant le trajet et Cláudia, retenue par un bout de vêtement au coffre de la voiture, sera traînée sur l'autoroute pendant près de 400 mètres, avant que les policiers ne s'arrêtent pour constater son décès (voir: Lontra, 2014).

En plus de causer des dommages irréversibles aux personnes atteintes dans l'espace public, les « balles perdues » pénètrent également dans les maisons, mettant en danger les personnes qui s'y trouvent et causant des dommages importants aux infrastructures. Lors de notre entrevue, Fernanda explique qu'après une opération policière de près de trois heures survenue quelques mois auparavant, où plusieurs fusillades ont éclaté entre les policiers et les trafiquants, les rues avaient l'apparence d'un « fromage suisse » ; les murs des maisons et des commerces étaient remplis de trous de balle. Elle nous confie que ces fusillades sont une grande source d'anxiété, surtout dans le contexte où elle ne peut même pas se réfugier dans sa propre maison. Dans la *favela* de Grotão, on aperçoit même des trous de balle dans les murs de la garderie. Au cours de notre enquête, nous avons pu observer ce phénomène dans de nombreuses *favelas*, dont à Vila Cruzeiro⁵⁵ et dans le Complexo do Alemão (voir figure 2.2.), dont certaines communautés

⁵⁴ Entre 2006 et 2012, l'ISP a d'ailleurs recueilli les statistiques reliées aux balles perdues (ISP, s. d.-b).

⁵⁵ Nous avons fait ce constat le jour où nous avons accompagné Lívia dans une de ses journées de travail.

faisaient à ce moment l'objet d'opérations policières presque quotidiennes. Pour se protéger des balles, les résidents-es sont souvent contraints de se coucher sur le sol de leur salle de bain pendant de longues minutes, voire de longues heures.



Figure 2.2 -Trous de balles photographiées dans le Complexo do Alemão (source : Bruno Itan, 2016)

Les opérations policières s'accompagnent souvent de *blocus* lors desquels les policiers empêchent toute personne d'entrer ou de sortir d'une *favela*, dans une tentative d'empêcher les trafiquants de fuir. Ainsi, les *blocus* ressemblent à un état de siège pour les résidents-es qui n'ont d'autres choix que de rester dans des zones de guerre. Pour celles et ceux qui tentent de retourner chez eux après une journée de travail, par exemple, cela peut signifier de passer la nuit chez des proches ou, dans les cas extrêmes, dans la rue. Pour d'autres, qui doivent récupérer leurs enfants à la garderie ou à l'école, il s'avère nécessaire de demander à des voisins-es ou à des membres de leur famille

qui sont dans la *favela* d'aller chercher leurs enfants, et ce, malgré la lourde présence policière et les possibles échanges de tirs. Évidemment, ces dommages impliquent aussi des coûts de réparations importants pour les résidents-es, et surtout pour celles et ceux qui résident là où les fusillades surviennent le plus fréquemment.

2.1.2. Destructions et invasions

Plusieurs femmes rencontrées ont, de plus, souligné les dommages intentionnels causés par la police dans ces quartiers, surtout lors des interventions. À titre d'illustration, il arrive souvent que, lorsque les policiers entrent dans la favela, ils tirent des coups de feu en direction des transformateurs électriques, privant des quartiers entiers d'électricité (technique qui est surtout utile la nuit, car elle les plonge dans le noir). Ils profitent aussi de ces occasions pour mener de véritables raids lors desquels ils entrent dans les maisons et s'attaquent aux biens des résidents-es. Amanda nous donne d'ailleurs un exemple de ces raids, dans ce cas-ci, ayant eu lieu à Borel : « la police est montée durant la nuit pour entrer [et voir ce qu'il y avait] dans les maisons [barracas]. Le jour, ils ont volé ces maisons. » (Amanda) Sous prétexte d'y chercher de la drogue ou des personnes impliquées dans son trafic, ils fouillent les maisons et profitent ainsi de ces occasions pour voler les résidents-es et pour exiger de l'argent ou encore des services. Cette technique n'est pas exceptionnelle et devient, dans certains cas, quasi systématique : « Une fois j'ai parlé avec un serrurier d'ici [de Maré]. Je lui ai demandé : "quel jour est le plus fou, où tu travailles le plus? " Et il m'a répondu : "les jours d'opérations policières [...] parce que les policiers défoncent les portes et elles brisent " » (Maria)

Il est courant d'entendre des récits de femmes qui ont dû cuisiner pour les policiers⁵⁶. D'autres ont carrément laissé entendre que d'autres abus pouvaient survenir dans ce contexte : « une créature [un policier] arrive ainsi à ta maison et tu ouvres la porte et il peut... [elle fait des gestes qui laissent entendre que les abus pourraient être de nature sexuelle] » (Amanda). Dernièrement, des médias locaux ont en outre rapporté que des policiers ont carrément pris le contrôle de certaines maisons pour s'en servir de base pour surveiller et attaquer les trafiquants (Soares, R., 2017).

En plus de ces invasions de domiciles, les policiers n'hésitent pas à fouiller les sacs-à dos des étudiants-es et les sacoches, sous prétexte que les résidents-es aideraient les trafiquants à transporter la drogue. Lorsqu'elles abordent cette question, les participantes expriment beaucoup de frustration envers les policiers qui outrepassent leurs droits, notamment parce qu'ils ne respectent pas leur vie privée et endommagent leurs objets personnels. À ce sujet, Fernanda tente de nous expliquer à quel point ces intrusions sont difficiles à vivre pour les femmes qui n'aiment pas le fait que ce soit (généralement) des hommes qui violent leur intimité :

Le policier arrive aujourd'hui dans la *favela*, prend ton téléphone dans ta main et te demande de mettre ton mot de passe [...] Il regarde tes photos, voit tes vidéos. [...] C'est la vie d'une personne et il n'a pas le droit de voir son intimité, parce que c'est comme si le gars te touchait et te violait. Il rentre ici dans ton intimité [à travers] tes photos nues, et ça, c'est un viol, parce que tu vas te sentir mal. [...] C'est comme si tu avais été touchée. (Fernanda)

Les policiers semblent, à la lumière de ces exemples, n'avoir que peu de respect pour les biens des résidents-es qu'ils n'hésitent pas à saccager et à voler. Ils profitent aussi de ces occasions pour prendre avantage des femmes de qui ils exigent de la nourriture,

⁵⁶ En plus des témoignages que nous avons recueillis, plusieurs femmes abordent cette question dans Alves (2011).

de l'argent et forcent l'accès à leur maison et leur téléphone, franchissant indûment les limites de la légalité et de leur intimité.

2.1.3. Violences sexuelles

Le profond malaise évoqué par les femmes face aux invasions à domicile et aux fouilles effectuées par les policiers, outre leurs aspects irrémédiablement intrusif et abusif, émerge dans un contexte où les policiers adoptent des comportements machistes, allant du harcèlement, aux insultes et aux agressions sexuelles. Par exemple, les policiers des UPPs, qui passent beaucoup de temps à l'intérieur des *favelas*, profitent de la situation pour reluquer les jeunes filles qui passent dans la rue, pour leur passer des commentaires à caractère sexuel et même pour les menacer, alimentant un sentiment de peur chez elles, surtout chez les jeunes :

Les pires pédophiles c'est eux [agents des UPPs]! Ils voient passer une fille de douze ans en shorts courts et ils rentrent pratiquement dans les vêtements de la fille. Ils restent là à regarder [...] et ils les appellent et chantent « les filles... », quand ils ne décident pas carrément de les « accompagner ». Je pense en particulier à l'UPP de Nova Brasília ⁵⁷. Les jeunes filles passent et restent parfois avec cette espèce de bande de policiers qui sont là à ne rien faire en face de l'UPP. [...] Ils suivent les filles, mais ils ne font « rien de mal », ils ne font que regarder [ton ironique]. [...] Et quand ils sont là avec leurs armes dans la main, elles ne peuvent pas contester. [...] Mais si c'était une femme plus âgée, disons entre 25 et 30 ans, elle leur crierait après. Mais les femmes plus jeunes ont peur parce qu'elles se feraient répondre : « viens petite pute [piranha]. Tu donnes des « douceurs » aux trafiquants, mais tu ne nous donnes rien? » [...] Si j'étais jeune, j'aurais peur parce que de fait, en parlant ainsi, ils les menacent, mais elles ne peuvent pas faire quoi que ce soit contre ça. (Fernanda)

⁵⁷ L'UPP de Nova Brasília est une UPP installée dans le Complexo do Alemão, dans la zone nord.

Sofia nous affirme que les opérations militaro-policières sont aussi une occasion pour les agents de perpétrer des violences à caractère sexuel contre les femmes : « les femmes ont été violées par l'armée, par l'État. Elles étaient traitées comme des *vagabundas* ⁵⁸. » (Sofia)

Les violences sexuelles commises par les policiers contre les femmes sont restées absentes de la plupart des discussions que nous avons eues. En ce sens, la présente recherche ne permet pas de développer davantage sur les circonstances de ces agressions. Cependant, il est important de souligner que la question des agressions sexuelles, comme ailleurs dans le monde, reste taboue et, par conséquent, il n'est pas étonnant que les femmes hésitent à l'aborder en l'absence de questions directes sur le sujet. Malgré cela, en plus du témoignage de Sofia, nous savons que la violence sexuelle reste une arme de guerre malheureusement largement utilisée contre les femmes partout à travers le monde (Vickers, 1993), et le Brésil n'échappe pas à cette tendance (Amnesty International, 2008).

2.1.4. Impunité et corruption

Dans la très grande majorité des cas, les différentes violences commises par la police directement à l'encontre des résidents-es des *favelas* restent impunies, notamment lorsqu'elles sont qualifiées d'*auto de resistência* (Human Right Watch, 2016). En plus, plusieurs mères dont les fils ont été tués par la police doivent se battre pour ouvrir des enquêtes lorsqu'elles constatent que les blessures infligées à leurs enfants ne correspondent pas aux récits des policiers. C'est le cas de Luísa, dont le fils a été abattu

⁵⁸ En portugais du Brésil, le terme *vagabunda*, qui devrait être traduit littéralement par le terme « vagabonde », signifie plutôt « salope ». Mis au masculin, *vagabundo*, fait plutôt référence aux hommes qui vivent dans la rue, ou encore que l'on associe au trafic de drogues, aux criminels.

par la police civile en 2006, tout près de deux *favelas* du quartier de Riachuelo. Alors que les policiers affirmaient que le jeune homme de 20 ans « résistait à son arrestation », elle a remarqué que le corps de son fils portait de nombreuses blessures qui n'auraient pas dû, conformément à leur récit, y apparaître. Souvent, ces marques apparaissent suite à des séances de tortures effectuées par les policiers sur les résidentses⁵⁹, et surtout sur les jeunes hommes qu'ils soupçonnent d'être impliqués dans le trafic. Parfois, ces marques montrent plutôt que les balles ont atteint l'arrière du corps (comme le dos, le cou ou le derrière de la tête), laissant croire que la victime était de dos aux policiers lorsqu'ils ont tiré, infirmant l'hypothèse de légitime défense.

Le cas d'Amarildo, arrêté et emmené dans les locaux de l'UPP de Rocinha le soir de sa disparition en 2013, est l'un des cas les plus célèbres de ces pratiques cruelles. Dans le cas précis d'Amarildo, les circonstances de son arrestation restent floues, mais tout porte à croire que certains agents de la police l'auraient torturé avant de se débarrasser de son corps qui n'a, à ce jour, pas été retrouvé. Sa femme et une autre femme du voisinage auraient aussi été menacées par la police afin de déposer de faux témoignages quant à son implication dans le trafic et l'identité des meurtriers⁶⁰. Ce cas, évoqué lors du *focus group* à Rocinha, a été utilisé pour justifier la méfiance des participantes face aux policiers et à l'UPP en particulier.

_

⁵⁹ Les témoignages que nous avons recueillis traitent peu des cas de tortures commis contre des résidentses. Toutefois, dans un ouvrage de recensement de témoignages menés dans les *favelas* pacifiées (Granja, 2015), cet aspect ressort beaucoup plus, notamment parce que celui-ci inclut aussi des récits d'hommes, qui sont plus sujets à ce type de pratiques cruelles.

⁶⁰ Plusieurs articles de journaux ont relaté le fil des développements judiciaires du « Cas Amarildo » (Caso Amarildo). L'épouse d'Amarildo aurait été menacée, elle et sa famille, depuis l'affaire. Notamment, un policier aurait dit qu'il était nécessaire de trouver une façon de faire taire cette femme (en parlant de l'épouse d'Amarildo) qui cause trop de problèmes (Martins, 2013). En outre, une résidente de Rocinha aurait été amenée par un policier à déposer un faux témoignage concernant ce cas (Suborno no Caso Amarildo é confirmado, 2015).

De plus, il arrive fréquemment que les policiers modifient les scènes des crimes qu'ils commettent : ils ajoutent une arme et de la drogue près des corps des personnes abattues pour laisser croire que ces personnes étaient des trafiquants, et ainsi « justifier » leurs crimes. Toutes les mères que nous avons rencontrées nous ont parlé de la crainte de voir leurs fils subir le même sort : « Si tu laisses ton fils à la maison quand tu pars, la police va l'aborder, la police va prendre cet enfant (le tuer) et va mettre de la drogue ou une arme sur lui » (Lívia). Selon elles, les investigations sur les homicides commis dans les *favelas* (qu'ils soient causés par la police ou par d'autres) sont rares et, quand elles ont lieu, tout est fait pour associer la victime au narcotrafic, ce qui suffit normalement à clore l'enquête et à légitimer les actions des policiers.

À ces éléments s'ajoutent d'innombrables cas de corruption policière au quotidien, dont nous ne voulons pas ici dresser l'inventaire. Toutefois, à la lumière des violences que la police utilise envers les résidents-es (meurtres, tortures, blessures, violences sexuelles), des abus qu'ils commettent à leur endroit (invasions de maisons, fouilles abusives, etc.) et de la corruption dont ils se rendent coupables quotidiennement (acceptation de pots-de-vin, vente d'armes, etc.), les résidentes rencontrées ont unanimement affirmé qu'elles n'avaient pas confiance en la police, qu'il s'agisse de la police en général ou des UPPs :

Les personnes qui habitaient déjà dans la *favela* n'avaient pas confiance en la police, et ça n'a pas changé depuis que l'UPP est entrée. Et c'est surtout le cas depuis la disparition d'Amarildo [...] Je pense qu'il n'y a plus eu de confiance à partir de là envers le projet d'UPP qui devait être une police partenaire de la communauté, de la *favela*, amie de tout le monde et qui devait amener des projets sociaux. [...] Il est évident que les résidents-es n'ont pas confiance, nous ne sentons pas qu'il y a de la confiance et là je parle [pour] tout le monde qu'il soit un homme, qu'elle soit une femme [...]. Au contraire, la police pour nous représente une oppression et nous nous sentons opprimés-es face à elle. (*focus group*, Rocinha)

2.2.La favela sous contrôle policier

2.2.1. Criminalisation

Lors de notre *focus group* à Rocinha, des femmes ont rapporté que les policiers organisent parfois des fouilles systématiques aux points d'entrée des *favelas*, phénomène auquel nous avons d'ailleurs assisté lors de notre préterrain en 2014, cette fois-ci à Vidigal. Sous prétexte de chercher de la drogue, les policiers profitent de ces occasions pour identifier les résidents-es, pour les questionner et même pour les arrêter, s'ils le jugent nécessaire. Lors des invasions militaires et policières qui ont mené à la « pacification » de *favelas*, et dans les temps qui ont suivi l'instauration des UPPs, la fréquence de ces fouilles a augmenté, sans pour autant être un phénomène nouveau.

J'ai déjà été interpellée ici une fois, juste après que fut installée l'UPP. [...] Je ne sais pas si tu connais ici la rue principale Viapia? Il y a là une des quatre entrées [de la *favela*]. Et là, il y avait un mur de policiers du début à la fin de la rue comme ça avec des petites tables. Tu ne pouvais pas passer par cette rue sans être inspecté. Toutes les personnes qui passaient par Viapia à ce moment étaient inspectées. Tu ne pouvais pas t'en sortir et tu ne pouvais pas retourner à michemin, [sinon] le gars allait te dire « viens ici ma belle » parce que tu étais en train de faire demi-tour. (*focus group*, Rocinha)

À deux reprises, des femmes ont affirmé que les policiers profitaient de ces occasions pour questionner les individus, surtout lorsque ces personnes semblaient posséder des biens de valeur. Par exemple, une des participantes au *focus group* raconte que des policiers ont intercepté son frère dans la rue parce qu'il avait un ordinateur portable dans son sac à dos, alors qu'il revenait de l'école. Ils étaient persuadés qu'un résident de la *favela* ne pouvait pas se payer ce type d'équipement et que, par conséquent, il avait volé l'ordinateur portable. Júlia, qui réside dans une *favela* sans UPP, nous raconte des histoires semblables; elle affirme que puisque son fils conduit une voiture

« moderne », les policiers l'arrêtent sans cesse, car ils sont persuadés qu'une personne résidant dans une favela ne peut pas se payer ce type de voiture, et donc qu'il se l'est procuré illégalement : « parce que nous vivons dans une communauté, les policiers pensent que [mon fils] est un trafiquant ». Ce faisant, la police effectue une surveillance accrue d'une population qu'elle identifie comme étant « à risque ». Elle n'a donc pas besoin d'être témoin d'un crime pour considérer qu'une personne est fautive; c'est à la personne arrêtée de fournir la preuve qu'elle n'a pas volé la voiture ou l'ordinateur qui est en sa possession. Cette stigmatisation systématique des favelados-as équivaut à la criminalisation des territoires et des personnes qui y vivent. Par le terme « criminalisation », nous désignons le processus par lequel certains groupes et les individus formant ce groupe sont désignés a priori comme criminels, c'est-à-dire avant qu'un crime n'ait été commis ou encore avant qu'un jugement impartial n'ait été posé. Lors de l'audience publique Segurança pra quem?, l'une des femmes a d'ailleurs décrié cette situation : « Les jeunes de la communauté n'ont pas d'opportunités, et quand ils en ont, ils se font tout de même harceler et tuer. Nous sommes tous égaux devant la loi, sauf en ce qui concerne les personnes qui vivent dans les favelas. Nous sommes criminalisés d'avance. » (Segurança para quem?)

En effet, dans les *favelas*, il semble plutôt clair que la police n'hésite pas à utiliser des moyens disproportionnés pour répondre à des infractions mineures, voire à une simple suspicion généralement basée sur des stéréotypes, alors qu'elle n'agirait pas de la même façon dans un quartier « formel » avec des blancs-ches. Ce double standard est aussi facilement observable si l'on regarde du côté de la gestion policière des manifestations. Maria, qui a pris part à des manifestations dans sa *favela* et dans le centre-ville, nous relate des expériences fort différentes:

J'ai une expérience différente avec la police dans le centre-ville et dans les manifestations entre autres. [...] Là-bas, dans le centre-ville, ils ne tiraient pas avec des armes létales. Ici, il y a déjà eu des manifestations, ici dans Maré, et j'ai

vu de vrais tirs [d'armes létales]. Je me suis dit : « oh, mon dieu, ils font ça! » Il y a des manifestations auxquelles je vais et ils font ça. Ils ne te préparent jamais en plus. Le sentiment, c'est vraiment celui de l'insécurité ici. (Maria)

Dans ce contexte de criminalisation, les femmes rencontrées ont toutes, à un moment ou à un autre des entrevues et des discussions, précisé qu'elles n'étaient pas en faveur du trafic de drogue, justifiant parfois longuement cette position, comme l'a fait Júlia :

C'est exactement ces choses que l'on entend à l'extérieur de la communauté : « mais vous êtes en faveur de la criminalité ». Non, nous ne sommes pas en faveur de la criminalité. Nous vivons là où la criminalité se trouve, ou plutôt, je dois respecter ceux qui sont dans ce territoire. Ainsi, je les respecte de la même façon que je veux qu'on me respecte quand on me parle. Donc, il n'existe pas de connivence, seulement une coexistence [convivência] parce que... parce que nous sommes obligées, tu comprends ? (Júlia)

La tentative de prise de contrôle de la police, et plus largement de l'État, sur les *favelas* passe ainsi irrémédiablement par le processus de criminalisation de celle-ci, qui justifie et légitime à de nombreux égards que la police y intervienne avec une force inégalée dans le reste de la ville. Même si l'ensemble des résidents-es des *favelas*, hommes et femmes inclus, sont criminalisés-es, nous verrons (section 2.3.) que ce processus implique une racisation et une sexualisation des résidents-es; les hommes étant nécessairement des trafiquants (criminalité associée aux personnes racisées) et les femmes nécessairement à leur service, ou à tout le moins, leur complice.

2.2.2. Informations, surveillance et contrôle social

Les fouilles systématiques ont une seconde utilité : celle de ficher les habitants-es et de cartographier la *favela*, car plusieurs secteurs dans certaines *favelas* ne sont toujours pas « régularisés ». Elles leur permettent de connaître le lieu de résidence des personnes et de les retrouver. Selon plusieurs témoignages des résidentes, il arrive que des policiers utilisent ces informations pour les menacer. Beaucoup de femmes qui s'en prennent en public aux policiers ou qui refusent d'obtempérer à leurs ordres font l'objet de ces menaces (alors qu'ils ont tendance à tuer ou à torturer les hommes pour les mêmes raisons). Ils les menacent qu'ils se rendront à leur domicile pour tuer leurs enfants ou encore qu'ils envahiront leurs maisons si elles ne donnent pas l'information demandée. La situation est particulièrement compliquée pour les épouses des trafiquants, qui se font harceler et menacer par les policiers.

J'ai une cousine [...] dont le mari est impliqué [dans le trafic de drogues]. Elle a déjà été emprisonnée sans avoir une implication quelconque. Elle avait une relation avec une personne qui en avait une et donc [les policiers] la menaçaient. Ils apportaient des choses dans sa maison. Et cette menace psychologique est tout le temps [présente]. Les policiers viennent sous le prétexte qu'ils cherchent à saisir des drogues [...] et à l'époque, ils l'ont menacé et ils demandaient sans cesse des choses sur son mari. Il habitait avec elle, mais il n'apportait jamais rien avec lui à la maison. Sauf qu'ils [les policiers] amenaient des choses dans sa maison [pour l'incriminer]. (Maria)

C'est aussi ce que remarque Goffman (2014, chap. 3) à Chicago, où les policiers, dans leurs tentatives de retrouver les « criminels », enfoncent souvent les portes de maisons où ces derniers n'habitent plus (s'ils ont changé de petite-amie, par exemple, ou encore s'ils ont quitté le nid familial) ou desquelles ils s'enfuient lorsqu'ils entendent la police arriver. Ce sont donc bien souvent des femmes (la mère, la petite amie, la sœur, etc.) qui se retrouvent à être persécutées (physiquement et psychologiquement) par les

policiers à la recherche d'un suspect (souvent un homme), comme cela fut le cas de la cousine de Maria. Des conséquences dramatiques peuvent en découler pour les femmes qui refusent de collaborer ou encore qui n'ont pas d'informations à fournir aux policiers, comme ce fut le cas ici, sa cousine ayant été emprisonnée pour la relation qu'elle entretenait avec un trafiquant.

Un des avantages de la pacification pour la police est qu'elle possède plus d'informations sur les favelas, facilitant les opérations qu'elle y mène. L'organisation apparemment anarchique des quartiers populaires a souvent représenté un épineux problème aux policiers en milieu urbain, puisqu'ils n'arrivent généralement pas à s'y orienter, alors que les « locaux » n'ont pas de problème à se repérer. De ce fait, « Illegibility, then, has been and remains a reliable resource for political autonomy. » (Scott, J. C., 1998, p. 54) En France, craignant que des soulèvements n'émanent de ces quartiers, ce problème fut en partie réglé par l'ouverture de grands boulevards et d'avenues qui, d'une part, ont justifié la destruction d'importantes parties des quartiers populaires et, d'autre part, ont permis aux policiers avec leurs véhicules et leurs équipements de se rendre jusqu'à des zones qui restaient autrefois peu ou pas du tout visitées par les autorités (Scott, J. C., 1998, p. 61). La pacification des favelas a entraîné le même type « d'urbanisation » (que nous analyserons au chapitre 3, section 3.3.1.), mais aussi leur cartographie, permettant aux policiers de s'y mouvoir de façon beaucoup plus autonome. Freeman (2014), qui aborde spécifiquement cet enjeu suite à l'instauration des UPPs dans les favelas de Rio de Janeiro, montre à quel point cet élément est déterminant dans la prise de pouvoir de l'État sur ces « zones grises », autrement difficiles à administrer et à contrôler. Alors qu'autrefois, retrouver une personne dans la favela constituait une aventure périlleuse —voire impossible —, la police y arrive aujourd'hui plus facilement, car elle dispose de plus d'informations sur les résidents-es et sur la favela, même si elle tombe plus souvent sur la mère, la sœur ou la petite-amie, que sur le suspect.

2.2.3. Interdictions

En plus des menaces, les femmes qui militent contre la violence policière dans les favelas sont censurées, comme nous le raconte Sofia, journaliste et militante de longue date pour la défense des droits humains dans les favelas. À son avis, les policiers usent « de menaces, des menaces au jour le jour avec une censure non dite. C'est une forme d'imposition du silence [silenciamento] ». En plus de la menacer dans la rue, « Ils [lui] ont fait une fausse page [Facebook l'] associant au trafic », afin de la délégitimer aux yeux de ses pairs. Il arrive aussi, selon ce qu'elle et Maria nous ont rapporté, que les affiches contre la violence policière soient arrachées par ces derniers et détruites.

Lors de notre *focus group* dans Rocinha, les participantes ont soulevé que les policiers effectuaient souvent des contrôles à partir d'une certaine heure le soir, comme s'il existait un couvre-feu. Les jeunes hommes qui se promènent tard le soir dans les rues sont presque systématiquement interceptés par des policiers, qui utilisent n'importe quel prétexte pour les arrêter, les extorquer ou les attaquer. Lorsque cela se produit, les femmes du voisinage tentent de les défendre en confirmant qu'elles les connaissent et qu'ils ne sont pas des trafiquants. Dans d'autres *favelas* pacifiées, certains commandants imposent carrément de véritables couvre-feux⁶¹, empêchant les résidents-es de sortir après une certaine heure le soir.

Beaucoup d'UPPs ont aussi interdit les bailes funk, que les policiers soupçonnent d'être financés et organisés par les trafiquants. Ces fêtes typiques des favelas, lors desquelles les membres de la communauté se retrouvent pour danser au rythme des DJ et prendre un verre, sont aujourd'hui regrettées par les femmes auxquelles nous avons parlé. Les bailes funk sont une véritable institution culturelle à Rio de Janeiro et ont notamment

⁶¹ Des exemples sont disponibles dans Granja (2015).

permis l'émergence du *funk carioca*, un style de musique développé par les DJ des bailes funk et aujourd'hui écouté partout à travers le Brésil. Sofia, qui ne vit pas dans une favela pacifiée, mais qui étudie depuis plusieurs années l'évolution des UPPs à travers la ville, exprime cette frustration dans ces mots : « La culture est criminalisée. Nous ne pouvons pas faire une fête dans la rue sans devoir demander la permission [...] Nous vivons une vie militarisée qui est dépendante complètement de la police. [...] C'est une grande différence si tu compares avant et après les UPPs. » (Sofia)

Lorsque les bailes funk ne sont pas interdits pas la police, ils sont souvent la cible d'opérations policières qui s'avèrent meurtrières. Alors que la police tente d'y débusquer les trafiquants, ces opérations, menées en la présence d'une majorité de civils, se terminent souvent avec plusieurs blessés-es et mort-es, décourageant progressivement les gens d'y assister, comme l'explique Maria : « Il y avait une fille qui vivait ici juste ici à côté [...] qui est allée au baile et elle y est morte d'un tir dans la tête. Ce sont des situations que nous voyons et nous finissons par avoir peur. Je suis allée peu de fois aux bailes. » (Maria)

Toutes ces interdictions, ajoutées aux différents contrôles d'identité, d'entrée et de sortie des *favelas* et des violences imprévisibles commises par la police, dans un contexte où les résidentes se sentent prises au piège, amènent beaucoup des femmes rencontrées à comparer la situation dans les *favelas* à une dictature, voire à la *senzala*⁶².

La police vient ici comme si elle était le maître de la ferme [fazenda]. Ils sont comme ces gars qui imposent l'ordre et la discipline aux plus pauvres, aux plus noirs [pretos], des esclaves, et je ressens beaucoup ça. Je crois que seuls les noms et les vêtements ont changé parce que les favelas continuent à être les cortiços d'il y a un siècle. C'est vraiment présent selon moi. (Maria)

⁶² À l'époque esclavagiste, la *senzala* désignait le bâtiment où vivaient les esclaves. Rappelons que les *cortiços* quant à eux, étaient de grandes maisons séparées en de petits logements où résidaient les familles pauvres.

Dans la configuration actuelle des rapports sociaux, il n'est pas étonnant que nos participantes associent cette situation à celle de leurs aïeux sous l'esclavagisme, conscientes, de par leur propre vécu dans la favela, que ce sont les afrodescendants-es qui constituent la classe dont on peut disposer. Historiquement, cette analyse de Maria semble faire sens. En optant pour une stratégie d'occupation policière, l'État brésilien a réactualisé de façon flagrante son héritage colonial. Dans des quartiers où les services publics ont longtemps été défaillants et impulsés par le clientélisme, il est frappant de constater que la relation entre l'État et les favelados-as continue à passer principalement par la police, comme l'exposait Fanon (2002 [1961], pp. 44-45). Si l'aspect manichéiste du système colonial se reconnaît tout à fait au niveau du « mythe de la marginalité » et de l'organisation spatiale à Rio de Janeiro, en implantant le programme de pacification dans certains espaces en particulier, l'État délimite l'espace urbain et identifie certains quartiers comme « sensibles » et « dangereux ». Les affiches qui indiquent la présence d'une UPP deviennent en ce sens le « marquage » d'un territoire marginalisé, d'un territoire dangereux « à éviter » pour le reste des citadinses. En d'autres termes, les favelas sont racisées; elles sont l'espace de la négritude.

Plus encore, la présence d'une UPP participe à la délimitation symbolique des espaces de non-droits dans la ville, c'est-à-dire des espaces connus et reconnus pour l'occupation policière qui, à la lumière des nombreux éléments que nous avons jusqu'ici exposés, s'accompagnent de violences accrues, de violations des droits, de corruption et d'impunité. Même dans les *favelas* non pacifiées, la police, en étant partie prenante du haut niveau de violence urbaine qu'on y retrouve, alimente le même processus de marquage et de délimitation, même si les « frontières » physiques ne sont pas toujours clairement définies.

En somme, les opérations policières, incluant la pacification, semblent remplir une fonction fondamentale pour le contrôle social de ces quartiers : celle d'accumuler des informations. Ce faisant, il semble bien que l'État tente de s(e) (ré)approprier les favelas, où il avait généralement plus de difficulté à assurer sa souveraineté. Cependant, cette réappropriation se fait au prix d'intenses violences, continuant en quelque sorte à les marquer comme des territoires « à part ». L'État brésilien semble reproduire un modèle colonial basé sur une dualité entre le « nous » et les « Autres » qui légitime la domination et l'exploitation de territoires annexés, tout en gardant intactes ses propres structures. Conséquemment, intégrer les favelas à un État fondé par la violence antinoirs-es, bourgeoise et patriarcale, c'est, comme l'a si bien exprimé Freeman, les (ré)exposer à cette violence.

2.3. Pacifier les femmes

2.3.1. Entre la victime et la castratrice

En dépit des rôles très variés que les femmes occupent dans leur communauté, elles n'échappent pas à la déshumanisation sexualisée, que la sociologue Naïma Hamrouni (2015, p.125) définit ainsi :

Lorsqu'elle prend une forme sexualisée, la déshumanisation n'impliquerait pas seulement l'expérience d'être physiquement, et violemment, ravalée en son corps (agressé, battu, lynché, harcelé, tué). Elle impliquerait d'abord l'être de manière sexualisée (par exemple, par le viol, le fait d'arracher les vêtements, le harcèlement sexuel, les agressions à caractère sexuel). Elle impliquerait aussi (et tel serait un second aspect de cette expérience de la déshumanisation en tant qu'elle est sexualisée) de se voir dénier sa faculté d'agent rationnel capable de faire des choix pour soi-même, d'entretenir sa conception de la vie bonne, et de mettre en œuvre les moyens de la réaliser.

Un bon exemple de ce processus peut s'observer auprès des femmes qui s'impliquent dans le trafic de drogue, que ce soit informellement, en aidant leurs proches impliqués à transporter de la drogue ou des armes, ou de manière plus formelle, si elles intègrent officiellement les rangs des trafiquants⁶³. Lorsqu'elles empruntent cette voie, comme l'explique si bien cette résidente de Rocinha lors du focus group, on continue à croire que leur libre arbitre n'y est pour rien, et qu'elles sont manipulées, voire obligées de prendre part à ces activités illicites: «Généralement, quand une femme a une quelconque implication dans le crime, cette implication est directement liée au crime de son partenaire et ce n'est pas une chose totalement à elle et indépendante. » (focus group, Rocinha) Souvent, cette perception de manipulation des femmes encourage les policiers et les juges à les traiter moins sévèrement que leurs comparses masculins (Duprez, 2012). En commettant un acte qui sort des rôles définis par la division sexuelle du travail, ces femmes subissent un processus de « re-qualification » (Cardi et Pruvost, 2012, pp. 20-21) de leur violence : au lieu d'être considérées comme des agentes indépendantes et responsables, elles sont considérées comme des victimes. Ce faisant, on leur retire toute autonomie de pensée et d'action : elles sont dépossédées de leur agentivité et victimisées.

Cette re-qualification prend en outre un aspect particulier lorsqu'elle vise plus précisément les afrodescendantes, car elle devient constitutive de leur identité raciale et communautaire. Les femmes afrodescendantes au Brésil, un peu comme aux États-Unis, sont à ce titre souvent associées à des matriarches, étiquette à la fois sexiste et raciste qui requalifie la (relative) prise de pouvoir des femmes noires pour en souligner les effets négatifs, notamment sur leur communauté (Collins, 2009, p. 83). Comme le défendent plusieurs féministes afro-américaines, telles que Patricia Hill Collins (2009, p. 84) et bell hooks (2015 [1981], p. 132), en attribuant aux femmes noires l'image d'une matriarche, on se retrouve à leur inculper toute la responsabilité de la

⁶³ Voir à ce sujet Duprez (2012) et Wilding (2014).

« dépravation » de leur groupe, en ignorant les rapports sociaux à l'œuvre dans l'oppression et l'exploitation de celui-ci.

Par conséquent, peu importe les actions qu'elles posent, les résidentes des *favelas* sont soit perçues comme des victimes, incapables d'être autonomes et sans pouvoir aucun; soit perçues comme les leaders de communautés en décadence, où leur subversion des normes de genre et leur irresponsabilité sont à la source de tous les maux. Si cela ne suffit pas, il est toujours possible d'y voir de l'hystérie et de la folie. Même si on pourrait y voir une contradiction, il faut plutôt voir à quoi et à qui cet étau qui se forme autour des femmes sert. En rendant la violence des femmes racisées « hors-cadre », la police remplit expressément son mandat: elle délégitime la parole des femmes (encourageant le statu quo social); et elle renforce l'assignement des femmes à certains rôles dans la division sexuelle du travail tout en les blâmant pour les dysfonctionnements. Dans cette perspective, «dompter» les femmes des favelas s'avère impératif (Cardi et Pruvost, 2012, p. 28) et la police s'en charge bel et bien: par la répression directe et physique de leur communauté et par des interventions sexualisantes, incluant la violence sexuelle, verbale (souvent sous forme de menaces) ou encore psychiatrique, permettant le suivi, le traitement et l'enfermement des femmes « violentes ».

2.3.2. Protéger et servir les femmes ?

Outre les re-qualifications auxquelles sont sujettes les actions des femmes, elles font aussi l'objet de dévalorisation. Généralement, la dévalorisation des femmes a été perçue dans les rapports directs qu'elles ont eus avec les policiers, pour qui « la parole de la femme ne vaut rien. » (Maria) Pis encore, les femmes ont unanimement exprimé que leur sort laissait les policiers largement indifférents. En ce sens, certaines femmes

nous ont affirmé qu'il était souvent difficile d'obtenir de l'aide de la part des policiers, que ce soit dans les postes de la police civile (*delegacias*) — même si certains sont spécialisés pour venir en aide aux femmes qui ont vécu des violences⁶⁴ — ou encore auprès de la police militaire (incluant les UPPs).

Anna, qui réside à Vila Cruzeiro (zone nord), à titre d'exemple, nous a confié qu'elle n'avait pas réussi à obtenir de l'aide auprès de la *delegacia* située près de sa *favela*, alors qu'elle subissait à l'époque d'intenses violences de la part de son conjoint. À son avis, les policiers n'ont pas voulu prendre sa déposition au sérieux parce qu'elle est de la *favela* et qu'ils entretiennent de nombreux préjugés envers les résidentes. Afin que son cas soit pris au sérieux, Anna raconte qu'elle s'est rendue dans une *delegacia* du *centro*, où elle a réussi à être prise en charge par les policières sur place. Cela fait ainsi écho à d'autres réflexions, comme celle d'Angelina Peralva (1998b, p. 3), qui affirme : « Les pratiques de la police, surtout de la police civile, qui accueille quotidiennement tous les types de plaintes de la population, bousculent en permanence les principes de citoyenneté, en reproduisant et en accroissant les inégalités entre les citoyens », et dans cet exemple précis, entre les femmes et les hommes.

Il arrive que des policiers évitent de traiter avec des femmes parce qu'ils considèrent qu'il est difficile d'intervenir auprès d'elles. Leur imprévisibilité et leur émotivité en feraient des interlocutrices difficiles à gérer. En outre, puisque les femmes ne constituent pas « une menace » potentielle pour les policiers, ils tendraient à les ignorer et préféreraient généralement traiter avec un homme, si cela est possible :

Ces policiers étaient ainsi : avec mon mari, ils criaient et avec moi, ils disaient : « Madame, du calme, du calme. Nous allons régler ça avec Monsieur ici. » Et

⁶⁴ Ces postes de la police civile se nomment Delegacias de Atendimento à mulher (DEAMs) (Poste de police de service aux femmes) et on en compte quinze sur l'ensemble du territoire de l'État de Rio de Janeiro (http://www.policiacivil.rj.gov.br/delegacia.asp#deam).

moi de leur répondre : « Non, vous ne résoudrez rien avec lui. » Parce qu'ils croient qu'avec une femme ils perdent de la force. Ils perdent de la force et ce n'est pas idiot. Ils nous attaquent moralement en nous disant : « tu es une femme de trafiquant. » Mais ils savent qu'ils ne peuvent pas nous tirer et dire « c'était un acte de résistance [auto de resistência] » parce que tu n'es pas une menace pour eux. Tu ne traînes pas un fusil. Quatre, cinq, dix hommes armés contre une femme, ça ne se justifie pas. (Fernanda)

Bien que cette situation puisse paraître à l'avantage des femmes (voir section 4.2.1.), nous nous retrouvons face à au moins deux problèmes principaux. Premièrement, si les policiers ont à choisir, ils traiteront préférablement avec des hommes, empêchant souvent les femmes de faire entendre leur point de vue, et même d'obtenir justice, ce qui entraîne une invisibilisation et une dévalorisation de leur parole. Deuxièmement, dans la perspective où les femmes sont perçues comme « sans-défense » et qu'il est mal vu de les violenter (bien qu'elles le soient parfois tout de même), l'intervention des femmes aide souvent les jeunes hommes à se sortir de situations délicates avec la police, ajoutant une lourde responsabilité sur les épaules des femmes des *favelas* : celle de protéger les hommes de la police.

2.4.Conclusion

Nous avons constaté qu'outre l'aspect contradictoire des violences perpétrées directement contre les femmes, celles-ci répondent à une même logique qui vise à maintenir des rapports de pouvoirs dans lesquels les hommes ont une position hiérarchique supérieure aux femmes. Que les femmes soient impliquées ou non dans des activités criminelles, qu'elles soient effectivement manipulées et contrôlées par leur mari (ou leur père, ou leur fils) ou non, qu'elles soient en faveur de la pacification ou non, qu'elles défendent les trafiquants ou non, leur relation avec la police semble toujours être une relation de victimisation, d'infériorisation et de dévalorisation.

Ce type de relation entre les policiers et les *faveladas* s'insère dans l'expérience quotidienne de la violence policière dans les *favelas*. Ainsi, bien que les femmes partagent sans aucun doute nombre d'expérience avec les hommes de leur communauté, elles sont bel et bien conscientes qu'il y a toujours un risque de vivre des violences reliées spécifiquement à leur sexe; qu'un policier profite d'une invasion à domicile pour exiger des faveurs sexuelles, qu'il profite d'une fouille pour abuser de leur corps, qu'un policier menace de s'en prendre à son fils si elle ne collabore pas. Ce sont ces gestes, comportements et attitudes très variés, répétés encore et encore par les policiers, qui contribuent à sexualiser les individus auprès desquels ils interviennent; car cet ensemble d'actions produit des expériences différentes et sexualisées de la violence policière.

Bien que ce portrait puisse paraître sombre, il ne faut cependant pas oublier que ces femmes ont été rencontrées à une période où la violence policière semblait augmenter dans les *favelas*, notamment en termes d'homicides commis par les policiers (incluant dans les *favelas* pacifiées; voir Annexe D). En effet, il est probable que les effets combinés de l'organisation de méga-événements sportifs — ce qui inclut les opérations policières — aient poussé les femmes à surtout en dénoncer les impacts au moment de nos rencontres. Malgré ce fait, leur volonté de décrire ces violences policières vécues et vues dans les *favelas*, soutient sans l'ombre d'un doute qu'elles restent une problématique majeure pour ces femmes.

CHAPITRE III

LES IMPACTS DE LA VIOLENCE POLICIÈRE

La violence suit un continuum qui ne se limite pas aux actions directes des policiers. Telle que décrite au chapitre précédent, elle produit des effets qui s'étendent bien audelà de la temporalité et de l'espace de son existence et crée des répercussions à long terme dans la vie des personnes et des communautés. Comme le défend Jenny Pearce (2006), la violence ne s'arrête pas aux portes des maisons. Celle-ci s'insère et se reproduit autant dans l'espace privé, notamment par la violence domestique — qui affecte disproportionnellement les femmes (Centro Brasileiro de Estudos Latino-Americanos, 2015) — et les violences commises à l'endroit des enfants, que dans l'espace public. De façon similaire à la démarche que nous proposons dans ce chapitre, elle dénote aussi que ses impacts vont au-delà de l'augmentation de l'insécurité dans l'espace public, et qu'ils s'immiscent aussi dans l'espace privé, mettant en lumière la profonde intrication de ces espaces et les différentes façons dont ces violences affectent les femmes.

L'objectif général de ce chapitre est de cerner les différents impacts de la violence policière dans les *cominudades*, nous intéressant toujours au point de vue des femmes sur celle-ci. Pour ce faire, nous avons regroupé les résultats en quatre thématiques principales. Afin de bien situer ces impacts, nous regarderons en première partie plus spécifiquement l'état actuel du programme de pacification qui était en grande difficulté à l'heure où nous avons effectué la collecte de données. Ensuite, nous traitons des questions d'insécurité, de gentrification (qui est un enjeu concentré dans certaines favelas pacifiées de la zone sud) et des bouleversements de la vie communautaire et quotidienne.

3.1. UPP et police : du pareil au même

3.1.1. L'aspect « social » de la police

Pour toutes les femmes que nous avons rencontrées, le programme de pacification est un échec. Des dizaines de promesses qui ont été faites avec l'arrivée de ces unités de police, très peu ont été tenues et, de celles qui l'ont été, très peu le sont encore au moment des entrevues. Alors que certaines femmes étaient très sceptiques dès le départ face à ce programme de sécurité urbaine, d'autres ont réellement eu espoir que cette initiative aurait le pouvoir transformateur nécessaire pour diminuer la violence urbaine dans les *favelas*, comme nous le raconte Lívia :

Quand a été lancée l'UPP à Rio de Janeiro, j'ai participé à toutes les réunions au Secretaria Estadual de Assistência Social e Direitos Humanos (Secrétariat étatique d'assistance sociale et droits humains) avec [la personne] qui était le parallèle à « l'UPP-police » qui était « l'UPP-sociale ». Ainsi, j'avais confiance que le pouvoir public allait faire non seulement une occupation policière, mais aussi des politiques publiques. Et, en tant que mère, que femme, je croyais que ça serait bon pour la communauté parce qu'on verrait moins d'enfants s'impliquer dans le trafic de drogues, moins d'enfants mourir, moins de jeunes perdre la vie avant 15 ans. Il y avait vraiment une perspective de quelque chose de meilleur. [...] Aujourd'hui, je pense que nous ne vivons pas loin d'une guerre civile comme c'est le cas dans d'autres pays, parce qu'elle est présente chaque seconde, parce que c'est une guerre si grande, cette guerre contre la drogue. (Lívia)

Au tout début (c'est-à-dire après 2008), comme le mentionne Lívia, la pacification policière devait s'accompagner de programmes sociaux (UPP-sociale) pour détourner les jeunes du trafic de drogues. Quelques-uns de ces projets impliquaient même directement des policiers, faisant office de professeurs-es ou d'animateurs-trices lors d'activités avec les enfants. De plus, ce programme devait favoriser l'établissement d'entreprises, dynamiser l'économie locale et permettre à plus de résidents-es d'avoir

accès à des emplois. Si dans certaines *favelas* (surtout de la zone sud), ces projets ont bel et bien été instaurés et financés, d'autres n'ont pas eu la même chance. Par exemple, les participantes résidentes de *favelas* de la zone nord nous ont affirmé qu'elles n'avaient jamais vu ces changements dans leur quartier, ou qu'ils n'ont été que de la poudre aux yeux :

Tout un tas de compagnies est venu ici et aussi tout un tas d'ONGs, mais seulement pour prendre une photo. [...] Ils ont organisé une réunion pour les enfants. Ils leur ont donné des biscuits et des encas. Ils ont pris une photo et sont partis. Projet fait. [...] De ce travail que ces personnes ont fait avec l'UPP, que reste-t-il? Tout ce qui est arrivé de bon n'est arrivé qu'au commencement. Mais après les entreprises ont fui et il ne reste aucune entreprise ici. (Fernanda)

En outre, considérant la persistance de pratiques violentes et cruelles de la police, nombre de femmes rencontrées s'inquiètent des répercussions sur les jeunes. L'une des femmes prenant part à notre *focus group* disait à ce sujet : « Je suis très préoccupée par le processus éducatif qui est fait parce que tant la politique de la police que la politique d'une bande X fonctionnent de la même manière, le jeune d'aujourd'hui est à la dérive qu'il soit d'un côté ou de l'autre » (*focus group*, Rocinha). Dans cette perspective, pour les femmes qui avaient au départ espoir de voir le programme sérieusement mis en œuvre, « déception » est probablement le mot qui convient le mieux dans cette situation. La priorité reste la « guerre » au trafic de drogues plutôt que la transformation des conditions qui favorisent en premier lieu l'implication des jeunes.

3.1.2. Un programme inégal et en décrépitude

Comme nous le faisait remarquer précédemment Fernanda, il semble que les actions des UPPs soient inégales dans la ville, notamment en fonction de la zone où elles se situent. Regardant du côté des effectifs des UPPs, au départ, le ratio de policiers par habitants-es dans les *favelas* de la zone sud était plus élevé (Cano *et al.*, 2012, pp. 21-22). De plus, considérant que le commandement de chaque UPP dispose d'une grande marge de manœuvre dans la mise en œuvre de leur mission, il n'est pas étonnant de constater d'importantes différences d'implication et de violence policières entre les UPPs. Rappelons de plus que l'instauration des UPPs a d'abord et avant tout été motivée par l'organisation de méga-évènements sportifs et la « sécurisation » de certains points touristiques (Amoroso *et al.*, 2014; Cano *et al.*, 2012, p. 24; Ninnin, 2014). Isabella, qui réside dans une *favela* très près du stade Maracanã⁶⁵, nous disait d'ailleurs : « Maintenant, à cause des Olympiades, tout est arrêté. Je vis près du Maracanã, donc il y a beaucoup de policiers. » (Isabella)

Plusieurs femmes nous ont affirmé que le programme s'était beaucoup détérioré dans la dernière année, et principalement à la veille des Jeux olympiques, alors que l'État de Rio de Janeiro était sujet à une importante crise économique, déclarant même l'état de calamité publique⁶⁶. Ces importants problèmes économiques se sont répercutés jusque dans les salaires des employés de l'État, dont certains comme les policiers, ne recevaient plus le salaire qui leur était dû. Selon Isabella et Lívia, cela a expliqué en

⁶⁵ Le stade Maracanã est le stade principal de la ville de Rio de Janeiro, où ont d'ailleurs eu lieu les cérémonies d'ouverture et de fermeture des Jeux olympiques de 2016 dans la ville.

⁶⁶ Décrété le 17 juin 2016 par le gouvernement de l'État de Rio de Janeiro, l'état de calamité publique devait permettre aux autorités de sauver quelques *réais* en coupant plusieurs services publics afin de financer la tenue des Jeux olympiques et paralympiques de 2016. Voir à ce sujet l'article de Bogueira (2016) paru dans la *Folha de São Paulo*.

partie la hausse des violences et de la corruption policière à l'aube des Jeux olympiques :

La police dans la communauté était une merveille, quand ça a commencé. Mais ensuite, ils sont devenus [mauvais]... parce qu'ils ne payaient plus les gars. Ainsi, l'idée est bonne et tout est bon, mais comment pouvons-nous rester avec des personnes qui n'ont pas de respect? Et après, ils vont mettre [en service] le gars qui a été habitué à ça. [...] Ils ont commencé à arriver dans les maisons et à tout voler. C'est la police organisée qui tue avec son revolver. (Isabella)

Cette participante continue en disant qu'elle ne voit plus la différence entre le programme tel qu'il est appliqué aujourd'hui, et la situation avant la mise sur pied de l'UPP dans le Morro dos Macacos, où elle réside.

Malgré les nombreuses critiques exprimées par les participantes, beaucoup d'entre elles craignent tout de même que le programme soit carrément abandonné après la fin des Olympiques, ce qui semble de plus en plus un scénario plausible, vu la persistance des problèmes financiers éprouvés par l'État de Rio de Janeiro et le manque de volonté politique⁶⁷. Alors qu'environ la moitié de nos participantes ont affirmé vouloir voir la police quitter définitivement leur quartier, d'autres voient dans la détérioration du programme des années d'efforts et de sacrifices jetés à la poubelle et un processus qui sera éventuellement à recommencer.

⁶⁷ Nombre de politiciens dans l'histoire des *favelas* ont opté pour une approche clientéliste, plutôt qu'une approche fondée sur des engagements à long terme. L'approche de la « main dure », relevant du court terme est aussi généralement plus payante électoralement. Voir : Goirand, 2001.

3.1.3. Ces étrangers responsables de notre sécurité

Pour les femmes qui préféreraient voir la police quitter les *favelas*, il semble qu'elles soient plus enclines à ce que les trafiquants regagnent ou conservent le contrôle de leur communauté plutôt qu'à continuer dans cette voie sanglante. En ce sens, elles perçoivent la pacification comme une guerre de pouvoir dans laquelle les résidents-es sont pris-es au piège : « je la comprends comme un échange de pouvoir ; ils ont échangé le bâton ». (*focus group*, Rocinha) En fait, nombreuses sont les femmes qui nous ont affirmé qu'elles éprouvaient un malaise par rapport au fait que les policiers ne soient pas natifs de la *favela*, contrairement à beaucoup de groupes de trafiquants ⁶⁸, même si cela n'est pas toujours vrai, vu l'organisation en faction des trafiquants au niveau de la ville. Pour certaines femmes, le fait que les personnes armées et responsables du maintien de l'ordre dans les *favelas* soient des personnes qu'elles connaissent est en quelque sorte une « garantie » que celles-ci seront plus respectueuses des résidents-es et de la communauté, qu'elles se préoccuperont davantage de leur qualité de vie :

L'État a toujours été présent et la police a toujours été ici, mais pas comme c'est aujourd'hui, en créant des racines. C'est une très grande différence. Ça aussi ça m'incommode beaucoup. Ça incommode dans le sens où, c'est comme si tu avais un jardin avec des plantes et des arbres et là tu mets quelque chose qui vient de l'extérieur à l'intérieur, quelque chose qui n'est pas natif, qui n'a pas sa place. Et là, cet arbre commence à croître et les fruits tombent, et d'autres arbres vont pousser. Ça n'a rien à voir avec la qualité de vie des gens. (Nina)

En définitive, ce qui est ressorti de façon récurrente dans les entretiens que nous avons eus avec les *faveladas*, c'est d'abord la déception face à la détérioration d'un

⁶⁸ Il est à noter que de nombreux policiers sont eux-mêmes issus des *favelas*, même s'ils ne sont généralement pas en service dans celles où ils habitent, pour des questions de sécurité. Malgré ce fait, ils adoptent rapidement les attitudes répressives et les codes de la police contre leurs propres concitoyens-nes. Pour une analyse de ce phénomène, voir Garmany (2014).

programme de sécurité publique qui promettait des investissements sociaux en vue de prévenir l'implication des jeunes dans le trafic et l'inclusion des *favelas* au reste de la ville. Bien que certaines femmes n'aient jamais cru qu'un tel programme, mené par des policiers, puisse réellement être vecteur de changements (Sofia, Maria et Luísa, surtout), beaucoup d'autres avaient pris au sérieux les efforts du gouvernement en la matière, spécialement au début du programme. Cependant, la pacification a été appliquée de façon très inégale dans les différentes *favelas* visées et à travers le temps, donnant des résultats plutôt mitigés dans l'ensemble de la ville. Finalement, vu le niveau de méfiance entre les résidents-es et les policiers, beaucoup de résidents-es continuent d'accorder, de prime abord, leur confiance aux trafiquants locaux.

3.2. Fabriquer l'insécurité

3.2.1. Maintien de l'ordre : pouvoirs parallèles et étatiques

Bien que toutes les *favelas* ne soient pas constamment sous les tirs, l'incertitude et l'insécurité sont constamment évoquées dans les témoignages des femmes rencontrées. Même dans des *favelas* comme celles de Santa Marta, située dans un riche quartier de la zone sud où les échanges de tirs sont plus rares depuis l'arrivée de l'UPP, le sentiment d'insécurité persiste : « En vérité, nous passons par ce processus [de peur pour soi-même et ses proches] tous les jours, nous vivons cette violence tous les jours. [...] » (Nina) Puisque les résidents-es ne sont pas prévenus-es en cas d'intervention policière, la peur est quasi omniprésente et ne quitte pas les femmes résidantes des communautés, même les plus « tranquilles ». La plupart ont relié cette insécurité directement à la présence policière dans les *favelas*, alors qu'elles avaient des jugements beaucoup plus mitigés à l'endroit des trafiquants, envers qui certaines femmes avaient des sentiments plus favorables, comme c'est le cas de Maria : « ce sont

des expériences que j'ai ici avec ça [la violence] : peur, insécurité et c'est ça. La favela est bien quand il n'y a pas de police. Quand il y a des [trafiquants], c'est bien. » (Maria)

Cette citation de Maria est intéressante, parce qu'elle laisse supposer que la police serait à l'origine de la violence contre et entre les résidents-es dans les *favelas*, alors que la présence des trafiquants assurerait un certain contrôle. Il n'est pas rare d'entendre des résidents-es avoir un discours semblable. Il est connu que certains trafiquants règlent les affaires communes dans la communauté, agissant parfois à titre de police et de juge⁶⁹. Ils sont généralement reconnus pour les punitions sévères qu'ils infligent aux personnes commettant des crimes ou des écarts de conduite dans les *favelas*:

Dans la favela, il existe des lois: les lois de la favela que tout le monde connaît. Ces lois ne sont pas écrites, mais tout le monde sait. Personne ne peut être violé ici, à l'intérieur de la favela. Si tu es violée, nous le dénonçons et le gars va mourir. J'ai déjà entendu plusieurs histoires sur ça. Le gars qui viole est poignardé [picotado]⁷⁰. Ce sont eux [les trafiquants] qui font la loi. Le pouvoir parallèle, les trafiquants, ils existent à partir d'une absence de l'État. Ces lois, ce sont eux qui les ont créées. C'est presque une forme de punition du crime. Ici c'est ainsi. Par exemple, la femme ne peut pas se battre, car si elle se bat et que quelqu'un le sait, ils vont raser la tête de la femme et la femme se retrouvera chauve. L'homme qui a battu une femme et la femme en parle: ils vont battre aussi le gars. Tu ne peux pas agresser. [...] Tout commerce doit aussi payer un loyer aux gars. (Maria)

Cette dureté des trafiquants est souvent comprise comme un gage de dissuasion du crime (autre que les leurs) et comme une garantie que les victimes de crimes obtiendront réparation, même si elle est apparemment sexiste (on interdit certaines

⁶⁹ Plusieurs recherches intègrent la question du pouvoir des narcotrafiquants dans les *favelas* brésiliennes, incluant leur pouvoir « judiciaire », dont celles de Michaël Chétry (2013), Michel Misse (2008), Thiago Rodrigues (2012) et Enrique Desmond Arias (2006). À voir aussi celle de Robert Gay (2005) qui porte précisément sur les relations entre les femmes et les trafiquants dans les *favelas*.

⁷⁰ Ici, « *picotado* », littéralement « piquer » la peau d'une personne à l'aide d'un couteau, est l'équivalent de poignarder.

choses spécifiquement aux femmes et leur punition semble reliée à leur féminité). Cependant, cette « protection » des femmes du viol et de la violence de leurs conjoints devient beaucoup plus relative lorsque ce sont les membres des gangs qui perpétuent cette violence. Par exemple, Nina nous a raconté qu'une de ses amies était aux prises avec un conjoint violent qui est un trafiquant; elle ne pouvait demander de l'aide ni aux trafiquants locaux ni à la police, sans quoi elle serait sans doute accusée de trahison par ces derniers et punie en conséquence.

En dépit de ces considérations, Maria préférerait que les trafiquants soient responsables de maintenir l'ordre plutôt que la police. Pourquoi? D'abord, parce qu'il peut être dangereux d'affirmer le contraire. Ensuite, parce que la police n'arrive souvent pas complètement à prendre le contrôle ou, du moins, à le maintenir : « Jusqu'à aujourd'hui, même s'il y a de la police dans la *favela*, le résident souvent ne va pas à la *delegacia*. Il préfère résoudre ses problèmes à la *boca*⁷¹. » (*focus group*, Rocinha)

De plus, les résidents-es se méfient des policiers qui sont corrompus et qui n'ont souvent que peu d'égards à leur endroit, comme nous l'avons aussi démontré précédemment (voir chapitre 2 section 2.3.). Maria n'est ainsi pas la seule à préférer les trafiquants aux policiers :

Je ne vois pas l'UPP comme une amélioration, notamment parce que les fusillades, les agressions et les viols continuent. [...] Je n'ai pas la sécurité pour me dire que je vais sortir à deux heures du matin même s'il y a des policiers. Je n'ai pas confiance. Je préfère me confier aux trafiquants, parce que je sais qu'ils respectent les résidents plus que les policiers. (focus group, Rocinha)

⁷¹ Une *boca* (bouche en français) fait référence au terme *boca de fumo*, lieu de vente de drogues dans la *favela*.

La conjoncture dans plusieurs *favelas*, où le « pouvoir » policier est incertain, et où les trafiquants sont en perte de contrôle crée une absence relative de contrôle sur les « crimes » ou violences qui y sont commis. Bien que l'on ait assisté à une baisse des homicides dans les *favelas* pacifiées, elles ont aussi connu une nette augmentation d'autres crimes/violences tels que les violences interpersonnelles (bagarres, altercations, etc.), les vols, les viols et les menaces (Cano *et al.*, 2012). En effet, il n'était pas rare d'entendre des femmes nous affirmer que les crimes ont augmenté dans leur communauté depuis l'arrivée de l'UPP, et particulièrement les crimes commis contre les femmes, augmentant leur sentiment d'insécurité :

Oui ça a été un échange pouvoir après l'entrée des UPPs, mais il semble que la violence contre la femme à l'intérieur de la *favela* a augmenté. Je n'ai pas de données pour te dire ça, c'est plutôt un regard de résidente que tu entends en ce moment. Tu le vois maintenant ici dans les nouvelles locales [...] je parle du violeur de la « cachopa »⁷², qui est un gars qui accoste les femmes dans les becos⁷³ ici la nuit et personne ne sait qui il est. Donc, ça crée ce climat d'insécurité et ça remue émotionnellement les femmes. Par exemple, ma marraine me disait qu'elle ne voulait pas que ma cousine marche seule dans le beco parce que nous avons peur. Nous ne savons pas en ce moment s'il peut arriver quoi que ce soit, qui est cette personne, si elle habite ici à côté. Donc, je perçois que c'est un climat d'insécurité très grand. (focus group, Rocinha)

Il est frappant de constater à quel point la métaphore du *racket* est intéressante pour analyser l'insécurité décrite par ces femmes. Deux *rackets* intimement connectés se côtoient dans les *favelas* et se battent pour la monopolisation du pouvoir : celui de l'État et des trafiquants. Dans les deux cas, ceux-ci produisent de l'insécurité (bien qu'à un niveau différent) : les policiers créent terreur et confusion lorsqu'ils interviennent et les trafiquants imposent diligence et respect, eux aussi à travers un contrôle excessivement

⁷² Cachopa est un quartier de Rocinha.

⁷³ Le *beco* est l'équivalent d'une ruelle. Dans la *favela*, il fait référence à une rue étroite, qui ne bénéficie pas nécessairement d'une bonne structure, où il n'y a pas beaucoup d'espace, qui peut être faiblement ou pratiquement non éclairée et où l'on peut retrouver des escaliers irréguliers pour monter dans plus haut dans le *morro*.

violent. Encore une fois dans les deux cas, nous pouvons voir la dynamique des rapports sociaux de sexe à l'œuvre : du côté de l'État, les femmes craignent les abus physiques, sexuels et psychologiques qui caractérisent leurs relations avec la police et, du côté des trafiquants, on leur interdit carrément des comportements autorisés (voire encouragés) chez les hommes, au risque de se voir infliger des punitions sexistes. Malgré cela, les trafiquants de par leur proximité et leur « efficacité » à assurer la sécurité — ou plutôt à imposer leur loi — semblent être mieux perçus que les policiers, par les femmes rencontrées. Évidemment, cette perception doit toutefois être nuancée, car il est possible que, malgré toutes les précautions prises sur le terrain, les femmes aient hésité à parler en mal des trafiquants, craignant des représailles éventuelles.

Ce que l'on remarque pourtant, c'est que la police et les trafiquants constituent deux formes de *racket* qui, au final, reproduisent l'idée que les femmes seraient sans défense, et qu'il faudrait, pour leur protection, qu'elles s'en tiennent à certains rôles précis. Ces *racket*s renforcent la situation de dépendance des femmes en contexte de violence urbaine, puisqu'elles sont sans cesse associées et ramenées à une position de victime passive (Peterson, 1992, p. 51). Par conséquent, par la création d'une insécurité genrée (peur qui est différente pour les femmes), les deux pouvoirs contribuent au maintien d'un pouvoir patriarcal (Peterson, 1992, p.46).

3.2.2. Des lieux à l'abri de la violence ?

Anna nous a raconté qu'à son avis, les violences domestiques ont augmenté depuis l'arrivée des UPPs dans sa communauté (Vila Cruzeiro). Ayant elle-même vécu des violences sexuelles à son domicile, elle a insisté sur le fait que la tension qui est vécue dans la communauté ne s'arrête pas aux portes des maisons et qu'elle s'est transposée, dans son cas et dans le cas d'autres femmes de sa communauté, en violence domestique

(dont la violence conjugale et la violence perpétrée contre les enfants). Isabella, du Morro dos Macacos, nous a aussi glissé un mot sur la question, mettant en lumière que lorsque les trafiquants sont attaqués par la police (ou éventuellement par d'autres trafiquants), ils se réfugient à la maison où les émotions intenses et les comportements violents se déploient.

Et là, je vois l'UPP, l'UPP qui est arrivée là et ils ont commencé à ...et les trafiquants sont montés [plus haut dans le *morro*]. Ils sont tout de suite montés. Mais ce qui est arrivé c'est que, parce qu'ils n'avaient rien à faire parce qu'ils n'avaient pas de drogues, à battre leur femme. Ils frappaient leur femme, ils frappaient leurs fils, ils frappaient tout le monde parce qu'ils n'avaient nulle part où aller parce que l'UPP est arrivée. (Isabella)

Cet exemple nous démontre bien que si les femmes sont généralement moins la cible d'un certain type de violence perpétrée par la police dans l'espace public, elles subissent les contrecoups de cette violence à la maison, quand la personne qui a subi le coup le passe à la suivante, suivant la réflexion de Pearce (2006). Également, les exemples que nous donnent Anna et Isabella donnent un aperçu de la violence de tous les jours dans des relations qualifiées de « privées » et de la relation qui existe entre les différents types de violence et les différents espaces où elle se déploie.

Dans la *favela*, comme le mentionnent Moura (2008) et Wilding (2014), la socialisation des hommes passe irrémédiablement par l'hypermasculinisation, c'est-à-dire par la valorisation de leur capacité à utiliser la violence pour se défendre (de la police entre autres), d'obtenir des gains matériels (de l'argent, par exemple) et d'acquérir le respect des pairs. De manière relationnelle, voire oppositionnelle, la féminité est plutôt associée à son rôle passif face à la violence : les femmes seraient avant tout des victimes de celle-ci, au lieu d'en faire usage. La prédominance d'acteurs armés (la police et les

trafiquants), qui sont presque toujours des hommes⁷⁴, et la violence qu'ils utilisent renforce ces stéréotypes, bien qu'en réalité les femmes soient loin d'être passives. Cependant, comme Anna et Isabella nous le rapportent, les hommes, qui font l'apprentissage d'une masculinité violente dans l'espace public, continuent à perpétrer celle-ci une fois à la maison⁷⁵.

Ceci étant dit, la maison ou l'espace privé est aussi un espace de socialisation où les rôles sexués sont transmis et appris.

Vivre avec la violence au jour le jour [c'est voir qu'] elle finit par avoir plusieurs couches. Ça commence en premier dans la maison. Elle commence déjà dans la relation avec tes pairs. Elle commence dans la relation avec tes enfants [...]. Donc voilà, ça commence déjà dans la maison. Non seulement ça, mais dans les choses que tu dois faire. La femme est responsable de la maison. La femme est responsable de la famille. La femme est responsable des enfants. La femme est responsable pour le travail. La femme est aussi responsable de soutenir (financièrement) la famille. Ainsi, nous avons ce processus qui est déjà entamé dans la maison. Donc c'est ainsi que nous commençons à recevoir des coups, déjà dans l'environnement familial. [...] Je crois aussi que, ce n'est pas en tant que personne, mais la société, la vie sociale, qui naturalise beaucoup ces relations. (Nina)

À ce titre, les enfants sont soumis à un apprentissage genré de la violence dans ces deux espaces, dans la perspective où certains comportements sont valorisés et renforcés en

⁷⁴ Selon une recherche effectuée par le Centro de Estudos de Segurança e Cidadania (2014) (Centre d'études de sécurité et de citoyenneté), les femmes représentent 9,7% de l'effectif total des UPPs et n'effectuent que peu de maintien de l'ordre dans les rues (37,8% de leur temps y est consacré) en comparaison aux hommes qui y sont présents 78,1% du temps. Par conséquent, les femmes dans les UPPs passent la majorité de leur temps à faire du travail administratif (47%) et d'autres activités (13,2%) par opposition aux hommes (9,6% et 12,3% respectivement).

⁷⁵ À ce titre, il est intéressant de noter que certains travaux ont été effectués sur la question de la violence conjugale et domestique chez les agents de police, qui serait plus fréquente que la moyenne observée dans le reste de la société : voir Dupuis-Déri (2010, p.32 à 39) et Susanna Hope et Alex Roslin (2016).

fonction du sexe des enfants, autant à la maison que dans la rue⁷⁶. De surcroît, les enfants font un apprentissage per se de celle-ci, lorsque pour punir leurs enfants, les adultes ont recours à la violence physique, par exemple. À ce sujet, Fernanda, qui a fondé un organisme qui travaille avec des enfants dans le Complexo do Alemão, nous affirmait qu'elle regrettait que les punitions physiques soient interdites envers les enfants, défendant le fait qu'un environnement aussi dur appelle nécessairement à une discipline tout aussi dure envers eux. Paradoxalement, c'est sa volonté de préserver les enfants d'un environnement très violent qui la pousse elle-même à vouloir utiliser la violence envers ceux-ci, car elle est convaincue qu'une bonne discipline assurera leur obéissance et préviendra ainsi leur implication dans le crime ou encore leur meurtre par des policiers. Donna Goldstein (2003, p.171) en arrive à la même observation et note qu'« It is not surprising that Glória's method of disciplining her children, that of "being cruel in order to be kind," while perhaps being logical and reasonable within a survivalist ethos of child rearing, may actually backfire. » Nous voyons de cette manière très bien que la violence suit un continuum, qu'elle se déplace et se transforme et que, dans ce cas particulier, elle est intériorisée par Fernanda.

En ce sens, le mouvement de la transmission de la violence ne se fait pas que de « l'extérieur » (public) vers « l'intérieur » (privé), mais aussi de « l'intérieur » vers « l'extérieur ». Même si nous avons peu abordé l'enjeu de la fluidité de ces frontières, qui n'est pas ressortie dans nos données, la violence conjugale et contre les enfants dans la *favela* en particulier, ne suit, paradoxalement, que très peu ces frontières entre privé et public : la proximité des demeures et la performance de ces violences dans la rue n'en font pas des violences invisibles. Comme le défend Wilding, en les associant

⁷⁶ Seule Nina a abordé directement cette question dans nos entrevues. Cependant, d'autres recherches comme celle de Goldstein traitent des différentes manières dont les femmes propagent et encouragent un certain type de masculinité et de féminité, par exemple en ce qui concerne les différents rôles à adopter lors de relations sexuelles et dans les relations hommes-femmes. Voir à ce sujet son chapitre intitulé « Partial Truths, or the Carnavalization of Desire » (Goldstein, 2003, p.226-258).

à des relations privées plutôt que politiques, on ne leur accorde pas toute l'importance qu'elles méritent et elles ne sont donc pas intégrées à l'enjeu plus général de la violence urbaine ou policière (Wilding, 2012). Dans ce cas, la division entre l'espace public et privé, comme l'ont affirmé avant nous nombre de féministes⁷⁷ a aussi tenté de sceller la division sexuelle du travail : la place des femmes est à la maison où elles s'occupent des tâches à faible « valeur » symbolique et matérielle, et les hommes, profitant de ce travail gratuit à la maison, poursuivent des activités à plus forte valeur symbolique et matérielle dans l'espace public.

3.2.3. Féminité et masculinité ou les verrous de la domination

Suivant ces réflexions, nous voulons mettre en exergue les mouvements qu'effectue la violence dans le contexte particulier des *favelas*. Sans pour autant la réduire à l'unique violence policière, nous avançons que ses impacts peuvent aussi être observés dans ce que l'on appelle l'espace « privé », que ce soit dans la maison ou dans les relations interpersonnelles. Par ailleurs, cette violence y trouve aussi un terreau fertile pour s'y reproduire, alimentant le cycle de la violence. Face à un *ethos* guerrier des policiers, la réponse la plus évidente devient elle aussi la création d'un *ethos* guerrier dans la *favela* (l'hypermasculinisation des jeunes garçons en est l'exemple le plus évident), qui alimente à son tour le comportement des policiers qui agissent encore plus violemment, dans une spirale infinie. C'est d'ailleurs ce que nous explique Nina pour qui la police essaie toujours d'avoir cette apparence très dure : « Mais je me souviens des invasions de la police dans le *morro*, [effectuées] comme pour montrer qu'il faut être très dur.

⁷⁷ Voir entre autres Lamoureux (2004) et Pateman (1988).

C'est devenu une figure qui voulait être très, comment dire, très forte, presque jusqu'à être perverse. » (Nina)

Dans ce schéma, ce sont les comportements « masculins » qui sont encouragés, ce qui pousse par la suite Nina à nous expliquer comment elle a, d'une part, tenté de se conformer à une certaine idée de la féminité et, d'autre part, adopté certains comportements « masculins » qui lui permettent d'effectuer certaines activités autrement inaccessibles 78. Elle nous raconte que, lorsqu'elle a rénové sa maison, elle transportait elle-même ses matériaux et effectuait elle-même les travaux, subissant alors les moqueries du voisinage. Elle déplore aussi qu'elle et son équipe féminine de soccer, sport très populaire dans les *favelas*, n'aient que peu accès aux terrains sportifs, en comparaison aux hommes qui monopolisent les infrastructures et se moquent des filles qui y jouent. Pour elle, l'idée n'est pas d'être comme un homme, mais bien qu'il lui soit permis d'être féminine et d'avoir accès aux mêmes choses que les hommes : jouer au soccer, rénover sa maison sans moquerie, se séparer d'un partenaire abusif, entre autres éléments dont elle a traité lors de notre entrevue.

Le fait que Nina voit la « masculinité » autant comme une source d'oppression qu'une clef d'émancipation est révélateur de la dynamique des rapports sociaux de sexe dans sa *favela*, mais aussi plus largement dans nos sociétés où l'entrée des femmes dans la sphère publique dépend de leur capacité à faire « comme les hommes. » (Peterson, 1992, p. 45) Cette apparente contradiction est constitutive de la configuration précise des rapports sociaux dans cet environnement, où il y a une survalorisation de la masculinité. S'il est vrai qu'éventuellement, cette masculinité pourrait être subvertie par les femmes, nous remarquons qu'elle constitue les verrous de leur domination (Kergoat, 2012, pp. 29-32). En ce sens, lorsque les femmes se conforment aux

⁷⁸ Ce phénomène s'observe aussi chez les policières des UPPs, qui doivent passer par un processus semblable pour gagner le respect de leurs collègues. Voir Mourão (2013, p.27).

comportements attendus d'elles, elles restent prises dans des relations d'exploitation et de domination, et lorsqu'elles adoptent les comportements dominants, elles sont critiquées ou sont perçues comme dangereuses (voir chapitre 1 section 1.1.4.) pour la communauté, et ne sont pas nécessairement traitées autrement.

Pour clore cette section, rappelons que la présence policière ne semble pas avoir eu l'effet « escompté » de « pacifier » les *favelas*, dans lesquelles l'insécurité persiste. Au contraire, selon les témoignages des femmes ayant participé à notre recherche, les forces policières accentuent le sentiment d'insécurité dans des *favelas*, pacifiées ou non. Plus précisément, en nous penchant sur les récits de ces femmes, nous avons pu faire ressortir l'étroit lien qui existe entre la violence policière et les rapports sociaux de sexe, principalement à travers le *racket* et l'intensification d'un certain *ethos* masculin qui affecte négativement les femmes sur plusieurs points : augmentation des violences contre celles-ci, notamment dans l'espace privé; invisibilisation de ces violences; crispation des rôles sociaux attribués en fonction du sexe.

3.3. Les intérêts économiques de la pacification

3.3.1. Remodelages urbains et services publics dans les favelas

Dans plusieurs *favelas*, la mise sur pied des UPPs a aussi été l'occasion de changer quelque peu la *favela*, avec la construction de téléphériques (Complexo do Alemão et Providência) et l'ouverture d'avenues, notamment. Même si ces projets ne sont pas toujours officiellement reliés aux UPPs, il est important de noter qu'un nombre important de rénovations urbaines et de services publics sont arrivés en même temps ou de manière très rapprochée de l'arrivée des UPPs. C'est ce que nous pouvons d'ailleurs constater avec les investissements effectués dans les *favelas* dans le cadre du

Programa de Aceleração do Crescimento (PAC)⁷⁹, initié en 2007, qui visait l'accélération de la croissance économique au Brésil, et qui consistait à investir dans plusieurs services publics, comme la santé, l'éducation et le transport, pour ne nommer que ceux-là.

Dans Rocinha, les participantes à notre *focus group* ont brièvement abordé les investissements effectués dans le cadre de cette politique. Elles nous ont parlé de l'élargissement de certaines rues, de projets d'embellissement de rues et places publiques (figure 3.1.) et de la construction de certaines infrastructures sanitaires. Globalement, les commentaires au sujet de ces projets étaient positifs, puisqu'à plusieurs égards, les résidents-es profitent de ces améliorations faites dans le quartier. De plus, plusieurs services se sont améliorés dans leur communauté. Entre autres, elles étaient heureuses que les services d'urgence soient plus rapides à intervenir, que ce soit pour récupérer les corps après une fusillade, ou encore pour éteindre un feu ou couper des branches d'arbres (*focus group*, Rocinha). Selon Lívia, les services de santé se sont aussi améliorés dans le Complexo do Alemão – sans être parfaits — bien que d'autres secteurs comme celui de l'éducation n'aient pas connu d'améliorations semblables : « La politique de santé, qui est une merveille, n'a pas réussi à s'implanter dans sa totalité. Il y a beaucoup de manques et en ce qui concerne l'éducation c'est pire, c'est zéro ».

⁷⁹ Constitué en deux phases, ce programme d'accélération de la croissance s'est surtout concentré dans les *favelas*, où il a consisté en d'importants investissements en termes d'infrastructures. Voir à ce sujet le site du ministère fédéral de planification, développement et gestion du Brésil (http://www.pac.gov.br/sobre-o-pac).

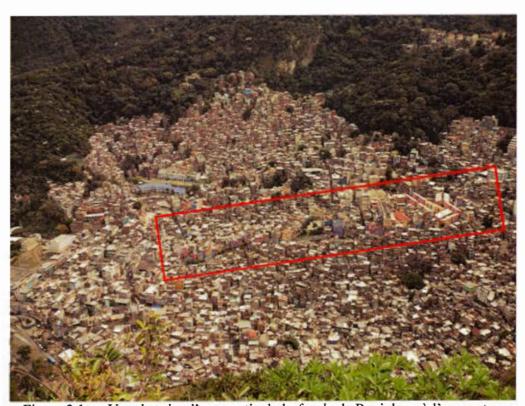


Figure 3.1 — Vue des airs d'une partie de la *favela* de Rocinha, où l'on peut distinguer un des projets d'embellissement consistant à peindre les façades des maisons (source : Anne-Marie Veillette, 2016)

Plusieurs se sont interrogées sur le fait que ces politiques aient été instaurées au prix d'innombrables violences commises contre la population locale, surtout par la police.

À Rocinha, ce sujet a suscité tout un débat lors de notre *focus group*, dans lequel certaines critiquaient l'utilisation de la violence et d'autres la voyaient comme un mal nécessaire pour arriver à mettre en œuvre ces projets, difficilement réalisables en présence des trafiquants :

- Mais on dirait que [l'élite pense] qu'avant l'UPP, ici, c'était une guerre civile ; que les résidents tuaient les résidents et les trafiquants tuaient les résidents, mais ce n'était pas comme ça. On n'avait pas besoin que l'UPP arrive pour être tranquille comme c'est aujourd'hui.
- Mais à cause de cette image que la *favela* avait, il n'y avait pas d'entrée de politiques publiques comme une UPA (hôpital)⁸⁰, comme une clinique.
- Mais il n'y avait pas besoin de la violence pour ça.
- Mais à cause de l'image, en fonction de l'image qu'il y avait de la favela, il le fallait. Je ne suis pas en train de dire qu'on devrait, je suis en train de dire qu'il y a avait le besoin d'avoir cette question de l'entrée violente qu'a été celle de l'UPP et qu'à cause de ça, on a finalement eu les autres politiques, tu comprends? Je ne dis pas que je suis d'accord, mais bien que c'est ça qui s'est passé (focus group, Rocinha)

Très souvent ces projets de rénovation urbaine ou encore d'urbanisation dans les favelas s'accompagnent de relocalisations des résidents-es qui vivent sur les lieux où ils seront réalisés. À d'autres occasions, ce sont des favelas entières qui sont rasées pour faire place à des chantiers urbains, comme ce fut le cas de Vila Autodrómo dans la zone ouest, détruite pour faire place aux installations olympiques (Comitê popular Copa & Olimpíadas Rio, 2015). En ce sens, beaucoup de personnes ont dû quitter leur maison et leur communauté pour s'installer, bien souvent, dans une tout autre zone de la ville. Lívia, dont le barraco a été détruit lors de la construction du téléphérique du Complexo do Alemão, a été relocalisée dans un complexe d'appartements hors de sa favela, bien qu'elle se situe techniquement toujours dans le même secteur de la ville. Cependant, cela n'est pas toujours le cas. Dans Rocinha, il a été dit que plusieurs

⁸⁰ L'UPA (Unidade de Pronto Atendimento, en portugais) sont des centres de santé ouverts 24h qui traitent les urgences médicales les plus courantes (fièvre, coupures, fractures, tension élevée, etc.).

relocalisations étaient faites à Triagem, un quartier de la zone nord⁸¹. Rocinha étant avantageusement située dans la zone sud, ce type de relocalisation était dépeint comme problématique par les femmes que nous avons rencontrées, qui se voyaient mal faire plus d'une heure de transport pour avoir accès aux emplois, aux plages et aux services de la zone sud et surtout, à leur famille et communauté. Les femmes étant très souvent employées dans les riches maisons de la zone sud, où elles sont des femmes de ménage et nounous, la proximité de la *favela* est réellement un avantage. Cependant, dans le Complexo do Alemão, Lívia nous a confié qu'elle était heureuse d'avoir quitté sa petite maison au cœur de la *favela* pour un appartement bien construit et plus sûr.

Nombre d'améliorations ont été réalisées dans les *favelas*. Certaines ont été faites afin de faciliter le travail des policiers et d'autres ont pu être réalisées grâce à la présence policière. Les participantes étaient, règle générale, en faveur de ces améliorations, desquelles elles bénéficient, surtout des services essentiels. Cependant, le coût est élevé en termes de violence policière ou encore de relocalisation.

3.3.2. Entreprises privées et tourisme

La présence permanente de la police dans les *favelas* pacifiées a entraîné d'importants changements dans plusieurs communautés où les entreprises privées et les touristes se sont mis à affluer, entreprises auparavant réticentes à s'y établir. Pour Júlia, résidente du Morro do Urubu, une *favela* non pacifiée de la zone nord, la situation est très différente. Elle allègue que, puisque sa *favela* est considérée comme un « lieu à risque », les entreprises « régulières », que l'on retrouve dans la ville formelle, ne s'y

⁸¹ Il nous a été mentionné que certaines personnes devant être relogées préféraient parfois se trouver un nouvel endroit où vivre dans la *favela* et qu'elles louaient plutôt le nouvel appartement fourni par l'État.

rendent pas. Elle affirme que les entreprises ont la réflexion suivante : « Non, je ne vais pas là, car c'est une zone de risque » (Júlia). Ces *favelas* se retrouvent ainsi avec des compagnies de second ordre, que l'on ne retrouve nulle part ailleurs. Parallèlement, depuis l'arrivée de l'UPP à Rocinha, quelques grandes entreprises, notamment de communication, sont maintenant plus présentes :

Et une autre observation qui doit être faite concerne l'aspect économique que l'UPP a aussi apporté. Parce qu'au-delà de la "sécurité" il y a des antennes de *Claro*, de *Oi* et de *Vivo*⁸², qui n'étaient pas là avant. [...] Ainsi, c'est une façon d'emmener tout cet aspect économique, de tenter d'améliorer le quartier en tentant d'expulser ceux qui sont ici. Au-delà de cette vision de la sécurité, qui est un peu un masque, les UPPs ont amené d'autres choses. (*focus groups*, Rocinha)

Comme cela était le cas sur la question de l'amélioration des services, les opinions sont mitigées face à l'entrée d'entreprises de l'extérieur dans les *comunidades*. Les résidentes rencontrées, en même temps qu'elles souhaitent avoir un accès régulier à des produits de qualité même dans la *favela* (que ce soit à l'épicerie ou en termes de services internet, par exemple), semblent aussi être conscientes que ces entreprises sont plus chères et donc potentiellement moins accessibles, sans parler qu'elles risquent éventuellement de prendre la place de commerçants-es locaux.

Un autre des éléments importants entraînés par la pacification des *favelas* a été l'accentuation de la formalisation du territoire de la *favela* et l'attribution d'adresses, qui en plus de permettre à la police de retrouver les personnes, a aussi permis aux compagnies privées de retrouver leurs clients-es⁸³. Parfois, ces deux acteurs agissent

82 Ces trois compagnies sont les trois plus grandes compagnies de télécommunication au Brésil.

⁸³ Il est question ici surtout de services d'électricité, de câble et de téléphone. Contrairement à la croyance populaire, beaucoup de résidents-es payent pour ces services depuis bien longtemps. Cependant, les factures n'étaient pas nécessairement acheminées directement aux clients-es, qui n'avaient pas toujours d'adresse.

de pair dans ce processus, comme nous le raconte cette résidente de Rocinha, qui décrit le recensement dans son quartier :

J'ai tenté il y a presque qu'un an de régulariser la question de la Light⁸⁴, mais ça a été une lutte très grande. Je n'ai pas encore réussi parce que j'ai découvert qu'ils font un recensement et toutes les rues vont avoir une plaque, commençant d'en bas à en haut. Ainsi, ils m'ont dit d'attendre, et donc je suis restée dans l'illégalité [...] et ils n'ont pas accepté mon argent. En attendant que ça arrive là-haut, la Light est venue cogner à ma porte. [...] La Light avait dit qu'elle ne viendrait pas cogner à ma porte pour me demander de payer. Je n'ai pas reçu de lettre ni rien de la Light depuis longtemps. [...] Ainsi, j'ai ouvert la porte et un policier était aussi là avec une arme comme ça avec un grand canon. Et quand je lui ai ouvert, il m'a presque frappé ainsi à la poitrine. (focus group, Rocinha)

L'arrivée de certaines entreprises, ou encore la formalisation d'activités dans plusieurs favelas ont été liées intimement à l'entrée de la police et sa capacité à connaître, cartographier et nommer le territoire. Ce processus ne s'est pas déroulé sans méfiance et violences envers les résidents-es qui ont parfois été « recensés-es » à la pointe des fusils des policiers. Malgré cette violence souvent jugée disproportionnée par les participantes, nos échanges avec Júlia et lors du focus group semblent laisser entendre qu'au final, elles trouvent beaucoup plus pratique que ces services soient régularisés, ce qui leur assure un accès ininterrompu et exempt de tout malentendu.

La présence de la police a aussi amené d'autres acteurs à entrer de plus en plus dans les *favelas*: les touristes. Bien que dans certaines *favelas* le tourisme ne soit pas nouveau, l'arrivée des UPPs, particulièrement dans les *favelas* de la zone sud a provoqué un déferlement de touristes inégalé auparavant. Encore une fois, les participantes étaient mitigées face à la venue des touristes dans leur quartier,

-

^{84 «} Light » est le nom de la compagnie d'électricité à Rio de Janeiro.

notamment dans Rocinha, Santa Marta et le Complexo do Alemão⁸⁵. Les résidentes ont de la difficulté avec l'aspect invasif du tourisme, qui n'est pas toujours fait de façon respectueuse. Pendant notre discussion à Rocinha, à laquelle participait d'ailleurs une jeune guide touristique, beaucoup ont manifesté leur mécontentement face à aux touristes qui visitent la *favela* à bord d'un Jeep, comme s'il s'agissait d'un safari. La crainte des touristes à l'égard des résidents-es, qui sont perçus-es comme potentiellement dangereux-ses, a été très décriée pendant le *focus group* et perçue comme un énorme manque de respect. À ce sujet, elles nous ont dit qu'elles n'aimaient pas se sentir « comme des animaux dans un zoo » (*focus group*). En ce sens, elles souhaitaient que les touristes qui visitent la *favela* soient mieux informés sur les conditions de vie, sur la culture et les projets divers qui s'y déroulent, afin de déconstruire le stigma accolé aux *comunidades* comme des lieux de carence et de violence. C'est d'ailleurs le même type de réflexion que nous a partagé Fernanda, qui habite très près du téléférique dans le Complexo do Alemão.

En outre, les résidentes ne souhaitaient pas voir des compagnies extérieures faire du profit au détriment des résidents-es. Elles auraient préféré voir des habitants-es des favelas bénéficier prioritairement du tourisme. À leur avis, cela garantit un plus grand respect de la population locale, une meilleure transmission de ce qu'est vraiment la favela et une récupération plus juste des profits réalisés grâce à cette industrie.

Nina, qui réside à Santa Marta et qui possède sa propre entreprise de tourisme dans la *favela*, nous mentionnait aussi que ce phénomène était à l'origine de certains changements dans la *favela*, notamment au niveau de l'adaptation de l'espace et des résidents-es pour accueillir les personnes de l'extérieur. À son avis, si les touristes

⁸⁵ Malgré le fait que le Complexo do Alemão se situe dans la zone nord (plutôt que dans la zone sud comme les autres mentionnées ci-haut), il a lui aussi connu un afflux de touristes, attirés en grande partie par le téléphérique qui en surplombe les communautés depuis son inauguration en juin 2011.

veulent venir dans la *favela*, ce sont eux qui doivent s'ajuster et non toute la communauté qui doit s'ajuster pour les accueillir. Pourtant, ce n'est pas ce qui semble se dessiner. Certaines participantes nous ont parlé d'activités tenues dans la *favela* desquelles les *favelados-as* sont exclus-es⁸⁶. D'autres nous ont aussi dit que beaucoup de projets qui sont faits dans la *favela* (vu dans la section précédente) semblent prioritairement faits dans l'optique d'attirer les touristes, plus que pour améliorer la qualité de vie des résidents-es. À titre d'illustration, à Rocinha, on parle de plus en plus de la construction d'un téléphérique, qui attirerait nombre de visiteurs, alors que certains services de base ne sont pas assurés :

- Mais en même temps, ils finissent par valoriser, mais je ne crois pas qu'ils font une valorisation de la bonne façon. Ils finissent par faire une super valorisation d'ici et [...] l'immobilier devient plus cher.
- Et on laisse de côté les structures, les installations sanitaires et les égouts.
- Exactement, c'est la base, non?
- Et donc on voit vraiment que c'est pour le tourisme.
- On voit que c'est fait spécifiquement pour ca.
- Et je vois ca aussi de l'insertion de l'UPP.
- Ce n'est pas une nécessité pour le résident. (focus group, Rocinha)

Évidemment, l'arrivée massive des touristes, principalement dans la zone sud, a entraîné une augmentation importante du coût de la vie dans ces *favelas*. Dans Vidigal (une *favela* de la zone sud), par exemple, le prix des motos-taxis, un service de transport essentiel pour les résidents-es qui doivent monter et descendre la *favela*, a explosé dans les dernières années, alors que de plus en plus de touristes montent dans celle-ci pour les points de vue qu'elle offre sur la zone sud. La spéculation immobilière est aussi un impact significatif de l'arrivée des touristes, qui cherchent du logement abordable près

⁸⁶ Lors de notre *focus group* à Rocinha, l'une des participantes expliquait qu'il y avait, par exemple, des fêtes privées organisées dans Vidigal où l'on ne retrouve que des touristes. Sans être explicitement interdit aux locaux, ce type de fête est généralement annoncé dans les auberges jeunesse et les hôtels de la ville, qui font payer d'avance l'entrée et le transport aux touristes qui souhaitent s'y rendre.

des principaux attraits touristiques de la ville. Dans les dernières années, les auberges et locations de chambres se multiplient dans ces quartiers.

Le tourisme, l'arrivée d'entreprises privées et la formalisation de nombreux services constituent sans aucun doute les « aspects prédateurs » du capital dont traite Freeman (2014). Ces exemples montrent que les changements en cours dans les *favelas* pacifiées, sans être complètement négatifs (les participantes n'ont pas éprouvé le désir de revenir en arrière), entraînent leur lot de violences, dont celles ancrées dans les structures économiques.

3.3.3. Une expulsion tranquille

Si les UPPs ne sont pas les seules responsables de la spéculation immobilière et de l'augmentation des coûts dans les *favelas* pacifiées, reste qu'ils y ont joué un rôle significatif (Gonçalves, 2013, p. 31). Dans ces circonstances, l'étau se serre de plus en plus pour certains-es résidents-es qui ont du mal à suivre les augmentations de coûts dans leur quartier. Les femmes en particulier, qui sont majoritairement à la tête des foyers monoparentaux (tableau 3) et qui tentent de faire vivre leur famille avec comme seul salaire le maigre revenu qu'elles obtiennent en faisant des ménages ou d'autres emplois typiquement féminins et faiblement payés, sont les premières touchées par la gentrification. Ce phénomène a été longuement discuté à Rocinha:

Je vais parler de famille. Quand tu parles d'une famille monoparentale et que le chef de famille est une femme et qu'elle travaille, qu'elle est seule pour s'occuper d'un enfant, et qu'elle vit à loyer, ce loyer qui passe, disons de 400 réais à 600 réais... Comment cette femme va payer le loyer? Comment vatelle arriver à acheter les aliments du mois et à couvrir les autres dépenses

pour son enfant, ou enfin toutes les autres choses. Ainsi, j'y vois une certaine forme de...

- C'est une violence voilée
- Tu vois que c'est ça non? C'est une forme de violence qui parfois pousse des gens à ne plus vivre ici et à aller dans la baixada⁸⁷, parce que là-bas il n'y a pas de spéculation immobilière. [...]
- Et quand ça arrive, qu'une femme doit se délocaliser vers un autre endroit plus loin, il arrive qu'elle doive retourner, si elle n'est pas native de Rio de Janeiro, vers le *Nordeste* ou enfin vers le nord où elle pourra trouver le soutien de sa famille ou de quiconque pour l'aider. C'est très commun à Rocinha, il y a un exode rural très grand. (*focus group*, Rocinha)

Tranquillement, de plus en plus de résidents-es qui n'arrivent plus à composer avec la situation quittent, allant des *favelas* plus centrales vers celles plus périphériques. C'est un exemple très concret de périphérisation de la pauvreté (Olavarria Berenguer, 2014). Étant donné que leurs salaires sont généralement moins élevés que ceux des hommes et qu'elles ont souvent plus de responsabilités financières, il semble, conformément à ce que nous disent les participantes à notre *focus group*, que les femmes soient les plus vulnérables à ce phénomène (tableau 3.1). Déjà, les personnes à qui nous avons parlé avaient plusieurs exemples en tête de femmes qui avaient dû quitter Rocinha.

Tableau 2.1 — Responsabilités familiales et revenu des femmes

	Ménages	Famille (non	Revenu moyen
Indicateurs	monoparentaux avec	monoparentale) ayant	des femmes par
Moyennes	enfant(s) qui sont dirigés	une femme comme	rapport au revenu
	par une femme	principale responsable	moyen national
Ville de Rio de Janeiro	88,4%	44,1%	73,4%
Brésil	87,4%	37,3%	67,6%

Les statistiques sont celles de l'IBGE (2010) et le tableau est de notre cru.

⁸⁷ L'interlocutrice fait ici référence à la *baixada fluminense*, une région en périphérie de la ville de Rio de Janeiro où l'on retrouve beaucoup de quartiers populaires.

Ainsi, ce que David Harvey (2010) a appelé l'accumulation par dépossession est hautement sexuée, car c'est prioritairement aux femmes qu'est retiré le droit à la ville. Ce sont elles qui voient leur accès aux services des centres (souvent bien mieux qu'en périphérie), aux emplois et aux espaces culturels, se réifier. Pendant ce temps, les élites récupèrent ces espaces urbains — autrefois impraticables et rendus accessibles par les « pauvres » — pour s'enrichir encore davantage, à travers le tourisme, les projets d'urbanisation et l'arrivée massive d'entreprises privées. Par ce processus d'accumulation par dépossession, les *favelas* pacifiées de la zone sud sont colonisées par le marché et l'État (Freeman, 2014) et transformées; cependant, au lieu d'expulser physiquement les résidents-es pour s'y établir, on attend qu'ils et elles prennent la décision par eux et elles-mêmes de quitter.

L'arrivée d'entreprises privées, la formalisation des services et le développement massif du tourisme ont généralement entraîné l'augmentation du coût de la vie dans les favelas pacifiées. Il semble que ce phénomène, intimement relié à la pacification policière, démontre bien que la violence suit un continuum, et dans ce cas très précis, au moins entre la violence directe et structurelle. Ces exemples nous permettent aussi de mettre en évidence la dynamique des rapports sociaux de sexe, de classe et d'espace dans le processus de périphérisation de la pauvreté.

3.4. Transformations de la vie quotidienne

3.4.1. Organisation sociale et communautaire

Les déplacements causés par la violence policière, peu importe la raison précise (expulsion, peur, gentrification, etc.), entraînent de nombreux bouleversements dans l'organisation des communautés et des familles. Ce n'est pas un hasard que les *favelas*

soient aussi appelées comunidades vu l'importance que la communauté prend pour le bon fonctionnement de la vie quotidienne des femmes. Avoir de la famille et des amises à proximité est souvent une question de survie. Leurs réseaux, en plus de permettre de se tenir au courant des nouvelles, peuvent aussi les tirer de mauvais pas. À titre d'illustration, il n'est pas rare que les grand-mères assurent la plus grande partie des soins aux enfants, lorsque les mères doivent s'absenter de longues heures pour travailler. Dans d'autres cas, il peut arriver qu'une voisine soit responsable d'aller chercher les enfants du voisinage à l'école, pendant que les parents sont à l'extérieur. Dans certains cas extrêmes, il peut même arriver que certaines femmes prennent en charge des enfants d'autres femmes qui, pour plusieurs raisons, n'arrivent pas à s'occuper des leurs. En plus des coups de main que les femmes s'échangent entre elles en ce qui concerne la garde des enfants, une myriade d'actions d'entraides ont lieu quotidiennement. Lors de notre séjour, nous avons été témoin de femmes qui faisaient les courses pour leur voisine âgée, qui se prêtaient des objets d'entretien et qui s'échangeaient des conseils et des faveurs.

Ces réseaux de solidarité ont une valeur inestimable pour beaucoup de femmes et sont souvent évoqués comme principal avantage de la vie dans la *favela*. En ce sens, le déplacement des personnes et leur exil, soit vers la périphérie ou d'autres régions du Brésil, entraînent la perte de ces réseaux. Sans cette entraide, les femmes doivent alors se tourner vers des services payants, qu'elles n'ont pas toujours les moyens de se permettre, accentuant leur précarisation économique et sociale. L'éloignement des centres, parce qu'elle implique plus de temps de transport et parfois l'utilisation de différents types de transports, favorise aussi cette précarisation économique ⁸⁸.

⁸⁸ Même si la ville de Rio tente depuis plusieurs années d'améliorer son réseau de transport en commun, notamment en y intégrant des moyens de transport variés (comme le transport rapide par autobus [BRT] et le véhicule léger sur rails [VLT] inaugurés récemment), celui-ci reste souvent compliqué et cher pour les usagers-ères. À Rio de Janeiro, il n'existe pas de passes mensuelles pour le transport en commun et il est plutôt fréquent que les personnes aient à changer plusieurs fois de types de transport pour arriver à

À quelques reprises, il a aussi été évoqué que la présence de la police avait un important impact sur la vie communautaire. Entre autres éléments, les interdictions de *baile funk*, d'autres fêtes et activités dans la communauté ont souvent été évoquées comme des aspects très négatifs de la mise sur pied des UPP. En plus de perdre un espace de rencontre, l'interdiction ou l'interruption de ces fêtes a d'importants impacts économiques dans les communautés, où plusieurs commerces, comme les salons de coiffure et les bars, bénéficient des retombées économiques.

D'autres activités sont aussi en péril du fait de la présence policière. L'UPP de Chatuba, située dans la *favela* de Grotão (zone nord), en est un exemple assez frappant. Construite directement à côté de la garderie de la communauté et des terrains de jeux et de sport (un terrain de basketball et de soccer), la présence de l'UPP a en quelque sorte eu pour effet de cesser la grande majorité des activités qui y avaient lieu. Les échanges de tirs se déroulant souvent sur le lieu même d'établissement de l'unité (les agents, selon les dires de la leader communautaire⁸⁹, n'hésitent pas à tirer à partir des fenêtres) ont rendu les lieux dangereux pour les enfants. Lors d'une discussion avec la leader communautaire, elle nous a avoué que plusieurs mères n'utilisaient plus le service de la garderie, depuis que l'UPP s'y était installée, de peur que leurs enfants soient atteints par balle.

En outre, la présence policière dans les rues a parfois rendu celles-ci moins conviviales pour les résidents-es qui s'y attardent moins pour bavarder. À ce sujet, Anna soulignait d'ailleurs que depuis l'arrivée des UPPs, elle voyait moins de personnes discuter dans

leur destination, payant à chaque fois. Par conséquent, il est généralement reconnu que plus les personnes habitent loin, plus elles ont de transferts à faire et plus leurs frais de transport sont élevés.

⁸⁹ Par leader communautaire, nous faisons surtout référence à l'implication des femmes dans certains organismes communautaires, desquels elles peuvent aussi être les leaders, pour ne pas dire coordonnatrices ou encore les cheffes. Nous incluons aussi les nombreuses femmes qui sont à la tête de leur association de résidents-es (Associação de moradores).

les portiques, les places publiques et la rue. Selon elle, même quand les policiers ne sont pas en opération, ils demandent aux gens de rentrer chez eux, de ne pas « flâner », alors que la rue est un espace de socialisation important qui permet de créer, maintenir et renouveler le tissu social mentionné plus haut.

Finalement, en plus de changer leur trajet en fonction de la présence ou non des policiers, les résidentes sont parfois prises au piège par des fusillades, qui les empêchent de récupérer leur enfant à l'école ou d'aller travailler. Les mères à qui nous avons parlé ont très souvent évoqué qu'elles avaient parfois l'impression que les policiers provoquaient volontairement des fusillades aux heures où l'école commence ou termine. Elles ont manifesté autant leur colère face à cette pratique policière, que leur angoisse de savoir leurs enfants eux aussi pris au piège par celles-ci.

En somme, la présence policière affecte le tissu social au cœur des *favelas*, un élément fondamental pour plusieurs résidentes en situation de précarité. En plus de les mettre en danger, elles et leur famille, elle introduit un contrôle de la vie sociale des résidentses qui témoigne de la stratégie policière de prise de contrôle. La police se sert ainsi « de l'espace comme d'un instrument politique » afin de « disperser la classe prolétaire, la répartir dans des lieux assignés, organiser les flux divers en les subordonnant à des règles institutionnelles, subordonner donc l'espace au pouvoir, contrôler l'espace et régir technocratiquement » (Hess, 2000 [1974], p. XIII).

3.4.2. Prise en charge

Comme l'ont démontré avant nous les sociologues Luciane Rocha (2012) et Tatiana Moura (Moura, 2008; Soares, B. M. et al., 2009), la violence policière dans sa

dimension armée et punitive a des impacts sexués sur les proches des victimes. En effet, de par leur positionnement dans la division sexuelle du travail, les femmes se retrouvent bien souvent à devoir assurer les tâches reliées à la mort d'un proche ou aux soins des personnes blessées.

Puisque ce sont majoritairement des jeunes qui sont tués par les policiers, cela signifie que de nombreuses mères perdent des enfants. Dans ce contexte de corruption et d'impunité policière, il arrive que les mères doivent lutter pour que les policiers ne déplacent pas le corps inerte de leurs enfants, qu'ils ne maquillent pas la scène du crime. Elles doivent aussi se battre pour retrouver les corps et obtenir justice. Finalement, elles se chargent des questions légales et administratives, puis des funérailles tout en maintenant leurs obligations familiales et leur travail.

Lorsqu'un enfant ou un conjoint est blessé et qu'il nécessite des soins à long terme, ce sont presque toujours les femmes de la famille qui s'occupent d'eux : la grand-mère, la mère, la sœur, la cousine, voire la fille. Si ces soins ajoutent davantage de travail dans la vie quotidienne de ces femmes, ils en ajoutent d'autant plus lorsque les blessures causent des problèmes de mobilité et d'invalidité à long terme. C'est d'ailleurs ce qu'expose cette mère de Maré lors de l'audience publique Segurança pra quem?, dont le fils est paraplégique suite aux tirs qu'il a reçus des policiers : « Ce n'est pas l'État qui s'occupe tous les jours de mon fils ni qui fournit les équipements nécessaires pour qu'il puisse reprendre le cours de sa vie. C'est moi qui, tous les jours, dois m'occuper de mon fils de 29 ans qui ne peut pas se lever de son lit. »

Dans les très nombreux cas où les hommes, au lieu d'être tués sont arrêtés, les femmes continuent de s'occuper d'eux. Elles vont les visiter en prison, leur apportent de la nourriture, leur donnent de l'argent, etc. Pourtant, comme nous l'explique Lívia en entrevue, lorsque ce sont elles qui sont emprisonnées, elles souffrent d'une importante

stigmatisation et ne bénéficient généralement pas du même soutien des hommes (voir: Amnesty International, 2008).

3.4.3. Après la mort

Toutes ces tâches supplémentaires, même si elles ne sont pas forcément perçues de la sorte, entraînent leur lot de conséquences pour les femmes. D'abord, elles peuvent entraîner d'importants coûts : jours de travail perdus, perte d'un salaire (si la victime avait un revenu), tenue des funérailles, soins prodigués à une personne et défense juridique (souvent longue et rarement fructueuse). Ensuite, elles causent fréquemment des chocs émotionnels (nous reviendrons sur cette question précise au chapitre 4, section 4.2.2.) qui peuvent entraîner le développement de problèmes de santé. Lívia, qui, dans le cadre de son emploi à Viva Rio, suit de près le dossier de la santé dans les favelas de la municipalité de Rio de Janeiro, nous révèle en ce sens que plusieurs femmes développent, dans ce contexte de violences intenses, certains troubles psychologiques :

Ici dans l'Alemão, les mères deviennent malades. Il y a quelques jours, un policier a battu une femme qui suit un traitement psychologique ici. Parce qu'elle a développé une haine tellement grande contre la police, elle est devenue malade et a maintenant développé une maladie mentale. Et elle était suivie ici et un policier a tué son fils, au moment où son autre fils était emprisonné. Quand elle a vu le policier, elle l'a attaqué et il l'a frappé. (Lívia)

Elle nous mentionne aussi que beaucoup de femmes sont atteintes de maladies qu'elle associe directement à l'intensité des violences vécues dans la *favela* qui peut varier en fonction du lieu où elles résident dans la *favela* (cette intensité sera plus grande si elles

résident près d'un bataillon de polices ou d'un endroit où des fusillades ont souvent lieu, par exemple)⁹⁰.

Autant au niveau de la prise en charge que des conséquences « collatérales » entraînées par la mort ou les blessures, on constate que la division sexuelle du travail ne change pas, et même qu'au contraire, elle semble se resserrer. Ainsi, les femmes continuent à faire le travail du *care* ⁹¹ : s'occuper des hommes, que ceux-ci soient morts, blessés ou emprisonnés, alors qu'elles-mêmes ne reçoivent pas autant de soutien lorsqu'elles se retrouvent dans la même situation. En outre, le nombre de tâches à effectuer quotidiennement et les coûts qu'elles entraînent augmentent, en fonction des démarches qu'elles doivent entreprendre, des luttes qu'elles doivent mener, des soins qu'elles doivent prodiguer et du soutien qu'elles obtiennent d'autres femmes (une mère, une fille, une voisine).

3.5.Conclusion

Dans ce chapitre, nous avons démontré comment les rapports sociaux de sexe façonnent l'expérience des femmes en contexte de violence policière. Notre analyse a permis de constater, en premier lieu, que les femmes ne sont pas plus en sécurité lorsque la police intervient ou occupe le territoire et, qu'au contraire, il semble y avoir

⁹⁰ Dans un rapport d'Amnesty International (2008, p.5) sur la violence urbaine et les femmes au Brésil, on peut aussi lire : « Les femmes qui vivent dans ces quartiers ont davantage de problèmes de santé que les autres. La plupart d'entre elles, peut-être même toutes, souffrent de diverses formes de traumatisme. La prise en charge médicale est cependant restreinte, discriminatoire et inadaptée. »

⁹¹ Selon la chercheure féministe Pascale Molinier (2012, p.3): «Le travail de care désigne ainsi des activités spécialisées où le souci des autres est explicitement au centre [...]: l'ensemble des activités domestiques réalisées au sein de la famille et leur délégation à des nourrices, des gardes d'enfants, des femmes de ménage. Plus largement, le travail de care désigne aussi une dimension présente dans toutes les activités de service, au sens où servir, c'est prêter attention à.»

une augmentation indirecte des violences commises à leur égard. En outre, ce contexte de constante insécurité et d'affrontements, dont la police est en bonne partie responsable (racket), encourage l'exacerbation de l'hypermasculinité, campant encore plus les rôles sociaux au sein de la division sexuelle du travail. De plus, ce racket, comme celui des trafiquants, maintient la division arbitraire et sexuée entre « protecteurs » et « victimes », puisque c'est aux hommes que sont socialement attribuées les tâches « violentes » et actives, alors que l'on punit les femmes qui font de même. L'insécurité est ainsi bel et bien genrée, car trafiquants et policiers contribuent au maintien de la situation de dépendance des femmes et au maintien d'un pouvoir patriarcal.

En second lieu, l'arrivée des UPPs a entraîné des changements importants dans plusieurs *favelas* de la zone sud, notamment en ce qui a trait à l'augmentation des touristes et du coût de la vie. Pour plusieurs résidents-es, ces changements sont difficiles à absorber, puisque les revenus n'augmentent pas nécessairement à la même vitesse qu'augmentent les prix des loyers, des biens et des services. Tel que le mentionne Freeman (2014), l'entrée de l'État dans les *favelas* s'est accompagnée de celle du marché formel, exposant beaucoup plus les *favelados-as* aux dynamiques de gentrification, et ce principalement dans la zone sud. Pour les femmes, qui cumulent souvent le travail à l'extérieur de la maison et celui de care, il peut s'avérer plus difficile de s'y adapter. Dans cette optique, la dépossession urbaine a irrévocablement un visage féminin. Évidemment, cela ne signifie en aucun cas que les femmes n'ont aucune prise sur ces changements et qu'elles les subissent de manière passive. Au contraire, comme nous le verrons dans le prochain chapitre, elles les négocient quotidiennement afin de survivre, d'améliorer leurs conditions de vie (et celle de leur famille) et de combattre les injustices vécues.

Ces différents éléments sont significatifs de la manière dont les femmes, de par leur position dans les rapports sociaux, vivent les effets de la violence, en même temps qu'ils nous permettent de comprendre la violence comme un pilier fondamental de la reproduction de ces rapports. Ils nous mènent à constater que, tout au long du continuum de la violence les rapports sociaux de sexe — dont, il faut le rappeler, la division sexuelle du travail est l'enjeu principal — interviennent autant dans l'acte violent que dans l'expérience des individus et groupes qui en sont la cible. Cette position sociale, comme nous le voyons dans le chapitre suivant, loin de placer les femmes uniquement comme les réceptacles passifs de ces violences de simples victimes engendrent aussi certains schèmes de résistance, qui font des femmes des actrices incontestables de la lutte contre la violence policière.

CHAPITRE IV

RÉSISTANCES

Si tu ne parles pas de ta douleur, ils vont te tuer et dire que tu as aimé ça. Luciane de Oliveira Rocha, IESP-UERJ, 21 juin 2016

En nous penchant sur les rapports sociaux de sexe, nous avons abordé des dimensions de la violence et ses effets pour les femmes. Cette démarche, bien que nécessaire, s'avère cependant délicate, car elle pourrait nous mener sur une pente glissante : celle de considérer que les femmes sont *davantage* affectées par la violence urbaine que les hommes. Nous aimerions donc rappeler que notre objectif n'est pas de victimiser les femmes qui vivent dans les *comunidades* de Rio, mais bien de montrer comment les rapports sociaux de sexe interviennent dans la violence policière, autant au niveau du processus de militarisation qu'au niveau des impacts de celle-ci.

En ce sens, il nous est rapidement apparu, une fois sur le terrain, que les femmes avaient depuis très longtemps développé de nombreuses tactiques pour négocier ces structures et survivre. En d'autres termes, elles avaient déjà plusieurs moyens pour se protéger de la police (elles et leur famille) ; elles avaient déjà créé des espaces pour mettre en commun leurs expériences en tant que femmes résidentes des *favelas*; et elles avaient déjà des projets pour concrètement améliorer leur sort et celui de leur communauté. Nous avons donc analysé ces stratégies et ces tactiques afin de mettre en relief la résistance qu'elles opposent à la police. Nos résultats d'analyse concernant la résistance des femmes s'étendaient sur un spectre très large, allant des gestes quotidiens les plus banaux aux grandes campagnes médiatisées. De même, les *faveladas* rencontrées ont évoqué une myriade d'événements et de conditions qui les avait poussées à adopter ces pratiques et à entrer en résistance. Finalement, leurs revendications allaient de la plus minimale (que les policiers soient plus respectueux

quand ils s'adressent aux résidents-es, par exemple) aux plus radicales (abolition du capitalisme, du colonialisme, du patriarcat, par exemple).

Pour faire sens de ces résultats qui pourraient à première vue sembler aller dans toutes les directions, nous avons organisé les résistances en trois sections. Dans la première, nous nous concentrons sur l'importance des résistances menées dans l'infrapolitique en y intégrant les tactiques de survie. Dans un deuxième temps, nous nous interrogeons sur les raisons qui poussent les femmes à passer à des actes d'insubordination publique, en regardant du côté des émotions, des rôles sexués et de l'héritage des mouvements de femmes dans les *favelas*. Dans un troisième temps, nous mettons l'accent sur les luttes plus « visibles » qu'elles mènent publiquement et ouvertement. L'objectif principal est donc de montrer comment les rapports sociaux de sexe façonnent les résistances des résidentes des *comunidades* qui s'inscrivent sur un continuum allant des actes les plus subtils et imperceptibles aux gestes d'éclats les plus médiatisés, qui se nourrissent mutuellement dans la lutte qu'elles mènent pour de meilleures conditions de vie et la survie de leurs communautés. En nous intéressant dans ce chapitre aux résistances des femmes, nous voulons contrer le misérabilisme et rendre hommage à leurs luttes, aussi invisibles soient-elles.

Je voudrais que tu ne sortes pas d'ici en pensant que nous ne faisons que souffrir, que nous sommes foutus. Nous produisons et nous sommes heureux. J'ai déjà donné une entrevue à une journaliste brésilienne, et quand j'ai lu son papier, ça disait : « Jeunes et indigents [carente] de Maré ». Je trouve ce terme pessimiste. Je ne suis pas « indigente »! Nous souffrons, mais nous travaillons beaucoup aussi. [...] Nous travaillons beaucoup et c'est injuste, c'est un système injuste, qui est très inégal, mais nous sommes en lutte. C'est vraiment bien, vraiment mieux, que nous nous reconnaissions comme un peuple qui lutte, un peuple qui résiste, un peuple qui travaille beaucoup, plutôt que comme un peuple qui souffre. (Maria)

4.1. Survivre et résister en contexte de génocide

4.1.1. Survie et infrapolitique

Face à la violence, à leur constante victimisation et à l'« absence noire »¹, les femmes répliquent par une multitude de stratégies de résistances. L'une de ces stratégies consiste souvent simplement à survivre dans un contexte où non seulement la violence des policiers est omniprésente, mais aussi celle du narcotrafic, de la précarité économique, du racisme et du sexisme. Les actes qu'elles posent quotidiennement pour survivre dans ce contexte sont ainsi bel et bien des actes de résistance, comme l'explique Maria :

Ma vision de la résistance, c'est que de seulement survivre à tout ça, c'est déjà une forme de résistance pour moi. C'est de mettre au monde des enfants sans argent pour alimenter les bouches. En plus des enfants que ma grand-mère avait, elle était la mère de beaucoup plus de gens qui arrivaient là pour manger. Tu vois? Et ça pour moi c'est une résistance. Aujourd'hui, peut-être un peu moins. Mais à l'époque, survivre, s'alimenter et manger, c'était une résistance. [...] Le mari de ma grand-mère était alcoolique. Il n'aidait pas, au contraire, il ne faisait que déranger et elle a beaucoup souffert d'agressions dans la maison et ils n'avaient pas d'argent et, lui, il n'avait rien. Il ne servait qu'à battre et à boire. Et il y a aussi cette survivance à l'intérieur de la maison. Elle [grand-mère] est un exemple de résistance. (Maria)

Ces innombrables pratiques menées par les femmes au quotidien sont difficiles à énumérer, puisqu'elles sont pour la plupart anodines et imbriquées dans la routine des personnes qui n'en viennent pas toujours à les identifier comme des éléments de résistance en soi. Face à la complexité du pouvoir et de la discipline, les résistances

¹ Nous faisons ici référence au concept de « black absence » tel qu'amené par Frank B. Wilderson III : « Thus, Black "presence is a form of absence" for to see a Black is to see the Black, an ontological frieze that, waits for a gaze, rather than a living ontology moving with agency in the field of vision. » (Wilderson III, 2008, p. 98)

sont tout aussi complexes et fluides, rendant toute opération de systématisation de celles-ci susceptible de les réifier (de Certeau, 1984).

Suivant cette perspective, en contexte de génocide (Vargas, 2005), où la reproduction des afrodescendants-es est dans la mire², la création et la reproduction des familles deviennent des éléments de résistance centraux. La survie constitue l'ultime moyen de résistance et s'inscrit dans la vie quotidienne : protéger ses enfants de la police, leur permettre de grandir et leur donner la chance de fonder à leur tour une famille. C'est la survie non seulement des individus, mais du groupe qui est en jeu, malgré la violence. En conséquence, pour étudier les résistances des femmes des *favelas*, nous ne devons pas uniquement regarder du côté des actions qu'elles entreprennent dans l'espace public, mais aussi dans la vie de tous les jours pour assurer leur survie et celle de leur groupe, ce que James Scott (1990) appelle l'infrapolitique. Cela était d'ailleurs prégnant dans les propos des femmes rencontrées, où résister et survivre, s'entremêlaient sans cesse, rendant toute séparation difficile, voire impossible.

Dans cette optique, la vie politique des « subalternes », pour reprendre la terminologie de J.C. Scott, est beaucoup plus riche qu'elle n'y paraît, même si elle nous est souvent invisible. Une grande partie de celle-ci se situe dans l'infrapolitique : elle se constitue là où elle sera à l'abri de la surveillance et du contrôle des dominants, surtout dans l'optique où les résistants-es font face à de graves périls (Scott, J. C., 1990, p. 118). Cette résistance comprend ainsi une myriade d'actions « déguisées », « low profile » et « non-dévoilées » (Scott, J. C., 1990, pp. 198-199). Suivant notre raisonnement, nous sommes d'avis que les pratiques quotidiennes de survie des femmes sont une partie intégrante, voire fondamentale, de l'infrapolitique, qui nous informe sur les luttes auxquelles nous assistons dans l'espace public : « If we are to understand the process

² Pour plus d'information sur les enjeux reproductifs des afrodescendantes au Brésil, voir Giacomini, 2016, chap. 1 et 4), Nascimento (1978, chap. 3) et Corossacz (2004).

by which resistance is developed and codified, the analysis of the creation of these offstage social spaces becomes a vital task. » (Scott, J. C., 1990, p. 118)

C'est d'ailleurs à la même conclusion qu'en vient Collins (2009, p. 219) pour qui le militantisme des femmes noires comprend deux dimensions fondamentales : la survie du groupe et les transformations institutionnelles. Traitant de la première, elle affirme : « This dimension may not directly challenge oppressive structures because, in many cases direct confrontation is neither preferred nor possible. Instead, women craft Black female spheres of influence that resist oppressive structures by undermining them. » (Collins, 2009, p. 219) Tel que le montrent aussi des recherches menées auprès de femmes des favelas (Rocha, 2012), dans des quartiers qui n'offrent apparemment que peu d'opportunités aux femmes de dépasser ces structures oppressives (vu l'état de siège que plusieurs vivent et leur précarité économique), c'est bien souvent à travers la maternité (motherhood) que les femmes afrodescendantes arrivent à se créer des sphères d'influence (Collins, 2009; Rocha, 2012). De cette manière, le foyer (en particulier lorsque la femme est l'unique responsable de la famille) et les espaces où l'on retrouve une majorité de femmes (par exemple les groupes communautaires) constituent souvent des lieux de prise de pouvoir et d'exercice de celui-ci. Elles y gagnent, en plus d'un certain empowerment, une légitimité sociale (comme mère dans le foyer ou comme militante dans des espaces communautaires) qui favorise leurs prises de parole publique et leurs actions dans la communauté. Nous donnerons des exemples de ces processus dans la section qui suit.

4.1.2. Les guerrières

Dans le chapitre précédent, nous avons vu que la violence policière commise contre les afrodescendants-es, en tuant et blessant principalement des hommes, avait pour effet d'augmenter les responsabilités financières, politiques, sociales et familiales des femmes, exacerbant, selon notre analyse, la division sexuelle du travail. Toutefois, et nous avons quelque peu effleuré le sujet dans nos premiers chapitres, ce contexte accroît aussi sensiblement la responsabilité des femmes à résister : d'un côté pour survivre individuellement (se protéger et protéger ses proches), et de l'autre, collectivement (s'assurer que la communauté reste en vie). En ce sens, beaucoup de femmes rencontrées ont évoqué qu'elles sentaient la responsabilité de résister tomber sur leurs épaules, sans qu'elles puissent toujours compter sur le soutien des hommes (leur conjoint ou mari, par exemple) comme nous le montrent assez bien ces deux extraits, respectivement de Luísa et Fernanda :

Nous faisons ces enfants avec des hommes, mais nous n'avons pas cette partie des hommes pour nous occuper des enfants, de leur santé, parce que ce sont les premiers à tomber. Ils pensent que leur souffrance est plus grande que la nôtre et ils sont les premiers à tomber. Mais, nous, nous sommes celles qui doivent rester, qui doivent se lever et aider les autres à se lever. C'est une lutte très ardue, il faut beaucoup de résistance pour continuer à vivre et enfin, pour faire ce que la société ne fait pas. (Luísa)

Et ils [les policiers] ont peur des femmes aujourd'hui parce que la femme, elle fait tout pour protéger la vie de ses enfants, tout. L'homme non; l'homme est craintif. Si l'homme doit fuir pour ne pas mourir, il le fait. Mais la femme ne peut pas, non. La femme reste. Elle reste pour protéger la vie de ses enfants, mais pas la sienne, non. (Fernanda)

De façon récurrente dans nos entrevues, les femmes nous ont confié que dans de telles circonstances, la résistance n'est pas un choix ; elle s'impose. C'est dans ce sens que

plusieurs femmes rencontrées se sont décrites comme des « guerrières ». L'une d'elles, Luísa, semble ressentir ce « devoir » de résister comme un poids historique pour les afrodescendantes, en mettant l'accent sur le fait qu'elles ont ça « dans le sang » « depuis toujours » :

Et en plus de tout ça, ce sont les femmes noires [negras] [qui résistent]. Pourquoi? Parce voilà, je vois que toutes les femmes sont des guerrières, qu'elles sont des femmes qui vont de l'avant. Mais les femmes noires, en premier lieu, parce que depuis toujours, nous avons la résistance dans le sang. Depuis toujours, nous avons à lutter pour survivre. Ainsi, c'est nous qui naissons dans ce monde sachant qu'il faut lutter. Ici, il faut lutter pour rester en vie, il faut lutter pour obtenir un emploi, il faut lutter si on a un enfant, et là il faut lutter pour lui. Tu dois lutter pour qu'il reste en vie. Tu dois lutter pour ta survie. Enfin, tu n'arrêtes jamais de lutter. La femme noire naît et meurt en luttant. Les femmes des autres couleurs je m'excuse, mais nous les noires, nous avons le pouvoir de la lutte et de la résistance depuis toujours. (Luísa)

L'inquiétude est permanente dans ce contexte de violences urbaines. D'une part, les mères craignent que leurs enfants soient enrôlés dans le trafic de drogues, voire victimes de leur violence et, d'autre part, elles redoutent qu'ils soient répétitivement interceptés, violentés ou tués par les policiers. En ce sens, surtout dans les cas où les mères doivent s'absenter de longues heures du foyer pour travailler et qu'elles n'ont pas toujours des proches pour s'occuper d'eux, les jeunes sont laissés à eux-mêmes, favorisant leur implication dans le trafic. Souvent, ces mères sont accusées d'irresponsabilité parce qu'elles n'arrivent pas à « s'occuper convenablement » de leurs enfants, ce qui les pousserait dans la criminalité. Pourtant, dans une situation de précarité économique, il s'avère souvent impossible d'être présente pour ses enfants et de subvenir à leurs besoins matériels en même temps. En ce sens, la responsabilité de

s'occuper des enfants revient souvent aux grand-mères, voire aux arrière-grands-mères, qui prennent le relais et s'assurent d'offrir un refuge à ces enfants³.

De même, l'une des préoccupations les plus importantes est d'arriver, petit à petit, à se sortir de la misère, ce qui est difficile dans un environnement qui criminalise les favelas et qui ne donne que peu d'opportunités aux jeunes. De façon unanime, elles nous ont toutes affirmé que le problème central dans les favelas, c'est l'absence d'opportunités et de services pour les jeunes, ce qui les pousse très tôt vers le trafic. Pour beaucoup de femmes rencontrées, il s'avérait ainsi nécessaire qu'elles effectuent le travail que le gouvernement ne fait pas et « que la société ne fait pas » (Luísa), c'est-à-dire assurer des services de base (il fut surtout discuté à cet effet d'éducation, de santé et de culture) pour que les jeunes puissent se développer. Les femmes que nous avons rencontrées étaient souvent impliquées dans leur communauté, parfois bénévolement, parfois contre rémunération, et ce à de nombreux niveaux. Certaines comme Júlia, nous racontaient que lors des grandes pluies — lors desquelles il est commun que des maisons soient emportées — elle organisait avec des groupes de femmes la distribution de denrées pour les familles atteintes. Lívia nous montrait aussi que les agents-es de santé communautaire dans les favelas (qui font le lien entre les établissements de santé et les communautés) étaient pratiquement toutes des femmes.

Vis-à-vis des policiers, toutes sortes de tactiques sont adoptées par les femmes pour assurer la (très relative) sécurité des jeunes hommes lors de leurs déplacements, entre autres pour éviter, dans la mesure du possible, d'attirer l'attention des policiers : conseils vestimentaires, choix d'itinéraire, couvre-feux, etc. Elles sont aussi alertes sur les réseaux sociaux et envoient en temps réel des notifications sur la situation proche de chez elles : au sujet des opérations policières et des fusillades en cours. Avant de se

³ Seulement une des femmes que nous avons rencontrées était grand-mère, Júlia, ce qui explique pourquoi cette thématique, qui est très présente dans les *favelas*, est si peu abordée dans notre analyse.

déplacer, elles demandent sur ces réseaux si le champ est libre et avertissent les membres de leur communauté quand celui-ci ne l'est pas. Elles évitent de ce fait d'être confrontées aux policiers et adoptent des itinéraires où elles ont le moins de chance d'être détectées ou blessées, quand cela est possible. Avec l'arrivée massive des réseaux sociaux, c'est tout un réseau « clandestin » d'informations en temps réel qui a cours dans les *favelas*. ⁴

En définitive, les structures sociales qui produisent les violences auxquelles sont confrontées les *faveladas* fournissent les conditions qui transforment les femmes en « guerrières », pour reprendre les propos de Luísa. Il faut toutefois nuancer, car si les femmes afrodescendantes dont nous tentons ici de dépeindre les résistances font effectivement preuve d'endurance, « être forte face à l'oppression n'est pas la même chose qu'avoir vaincu l'oppression, cette endurance ne doit pas être confondue avec une quelconque transformation. » (hooks, 2015 [1981], p. 44) C'est, avant tout, une résistance complexe, qui, à l'intérieur d'une certaine configuration des rapports de pouvoir, crée autant de revendications et de tactiques de résistances, qu'il y a de femmes en lutte dans les *favelas* : « because the structural, disciplinary, hegemonic, and interpersonal domains of power work together to produce particular patterns of domination, Black women's activism demonstrates a comparable complexity » (Collins, 2009, p. 218).

⁴ D'autres façons de s'informer en temps réel existaient avant l'arrivée des cellulaires et des réseaux sociaux, dont certains continuent à exister en parallèle avec ces derniers. Certains signes visibles dans toute la *favela* comme des cerfs-volants, certains sons ou encore l'utilisation des jeunes enfants pour transmettre rapidement des messages dans le *morro* étaient les ancêtres des médias sociaux.

4.2.Les femmes à l'assaut

4.2.1. La brèche du genre

La majorité des femmes que nous avons rencontrées dans le cadre de cette recherche a insisté sur le fait que ce sont principalement elles qui sont au-devant des luttes et des résistances dans les *favelas*. En effet, ce sont souvent elles qui mènent les luttes juridiques lors qu'un enfant est tué ou blessé par la police, et ce sont de plus en plus elles qui occupent des positions de pouvoir dans les *favelas*, dont celles de leader communautaire. Comme le démontre Rogéria Nunes (2015) dans sa thèse de doctorat sur la construction du sujet « femme de *favela* » (*mulher de favela*), il y a une véritable féminisation du pouvoir dans les *favelas* à Rio de Janeiro. Plusieurs femmes rencontrées relevaient aussi ce fait, parfois avec amertume et parfois avec résilience. Luísa, qui est impliquée depuis plus de dix ans auprès de mères ayant perdu leurs enfants aux mains de la police commence d'ailleurs l'entrevue qu'elle nous a accordée en mettant au clair cette question :

L'espace ici, l'espace de l'organisation ici, est caractérisé par trois points significatifs. Un, comme je t'en parlais, la majorité des personnes ici sont des mères qui ont perdu leurs fils qui sont généralement des hommes. Évidemment, il y a des mères qui perdent une fille, je ne dis pas qu'il n'y en a pas. Je dis que la grande partie sont [sic] des mères qui ont perdu des enfants hommes. Deuxièmement, ces femmes sont noires [negras], elles n'ont pas toutes la couleur de peau complètement foncée, mais elles sont majoritairement toutes noires [negras] avec une descendance de noirs [negros]. L'autre aspect significatif qui est aussi très fort, c'est que la majorité de ces femmes sont aussi des femmes seules dans la lutte. C'est sûr que certaines ont des maris, mais ce n'est pas au quotidien qu'elles ont ces maris. C'est quelque chose de commun. C'est pour cela que nous sommes investies dans cette lutte, c'est notre quotidien. Ainsi, ce sont les trois points très forts. (Luísa)

Cette prévalence des femmes dans la lutte serait, selon les femmes rencontrées (presque la totalité), un « privilège » féminin. Plusieurs femmes nous ont en effet confié que, considérant les stéréotypes sexués qui prévalent dans la société, non seulement la résistance devient une « tâche féminine », mais elle est aussi facilitée par ce que nous appelons la « brèche du genre ». Cette brèche du genre fait référence aux opportunités qui s'ouvrent aux femmes vu les stéréotypes sexués qui prévalent au sein des corps policiers (et dans la société plus largement). Selon elles, il serait « plus facile » pour les femmes de contester et de refuser d'obtempérer aux ordres des policiers. Conformément à ce que nous avons décrit à la section 2.3., les agents de police hésitent souvent à violenter publiquement les femmes, jugées comme étant des êtres sans-défense et inoffensifs, ce qui permet à ces dernières de poser certains gestes de résistances que les hommes ne peuvent pas poser. Nina nous explique :

Nous acceptons plus naturellement la violence de la police contre les hommes. Donc, d'une certaine façon, en ce sens, à cause de cette mentalité, à l'intérieur de ce schéma, nous [les femmes] sommes d'une certaine manière plus protégées. Et c'est aussi pour ça que les femmes sentent qu'elles ont de la force pour revendiquer. Tu vois, par exemple, des manifestations et les femmes y sont toujours, parce que, c'est vraiment fou, mais c'est ainsi, nous avons certains privilèges que les hommes n'ont pas. Parce qu'il y a aussi dans la conscience collective et institutionnalisée que la femme est fragile. Il y a un côté pervers à ça, mais aussi ça nous donne une opportunité. Mais voilà, je ne sais pas si nous le faisons toujours en sachant clairement que nous le faisons dans une perspective stratégique. Je pense qu'il y a des gens qui le savent, qu'il y a des femmes qui ont cette conscience et prennent [l'opportunité]. Et il y a beaucoup de force et c'est génial. (Nina)

Dans cette optique, même si, comme nous l'avons vu, les femmes sont plus sujettes à certains types de violence de la part des policiers, en n'étant pas la principale cible de leur violence létale, elles peuvent poser une panoplie de gestes inaccessibles aux hommes. Par exemple, Fernanda nous explique qu'elle tente d'intervenir quand elle voit des policiers s'en prendre à des résidents-es, en les interpellant et en les filmant

avec son téléphone, chose qu'un homme ne pourrait pas faire : « Les femmes ont l'avantage de réussir à répondre mieux aux attaques de la police, plus que les hommes. L'homme qui répond reçoit un coup de feu dans le visage. C'est vraiment commun, ce n'est pas une blague. » (Fernanda) Dans notre premier chapitre, nous avons même expliqué que les femmes se retrouvaient ainsi souvent avec la responsabilité de « sauver » les hommes qui étaient interceptés dans la rue ou arrêtés par les policiers, dû à ce « privilège ».

Filmer les actions des policiers, s'interposer quand des agents interceptent des résidents-es dans la rue, refuser d'obtempérer aux ordres et critiquer ouvertement les policiers dans la rue, voire même protester ouvertement, sont autant de pratiques de résistance effectuées par les femmes. Toutefois, ces pratiques ne se situent plus dans l'infrapolitique, mais bien l'espace public. En ce sens, pour reprendre les termes de J.C. Scott (1990, p. 205), elles représentent des actes publics d'insubordination, et ce faisant, elles comprennent leur part de dangerosité, car même si les policiers n'ont pas tendance à attaquer publiquement les femmes, il arrive qu'ils le fassent tout de même, comme nous l'avons vue au chapitre 2. Les femmes ont testé les limites de la tolérance des policiers à leurs actes et se sont aperçues qu'il y avait une brèche ouverte par les stéréotypes de genre, permettant aux femmes de conquérir un nouveau territoire.

The process by which the limit is tested involves, say, a particularly intrepid, angry risk-taking, unguarded subordinate gesturing or saying something that slightly breaches that limit. If this act of insubordination (disrespect, cheek) is not rebuked or punished, others will exploit that breach and a new, de facto limit governing what may be said will be established incorporating the new territory. (Scott, J. C., 1990, p. 196)

Les femmes rencontreraient ainsi moins d'obstacles que les hommes pour porter leurs revendications publiquement. Il faut cependant rappeler que les différentes pratiques de résistance développées par les femmes dans l'infrapolitique (section 4.1.) entraînent

aussi des prises de pouvoir, que ce soit dans de petits espaces-temps ou au sein d'espaces définis comme la maison, le quartier ou les groupes communautaires. C'est de ce lieu de pouvoir ancré dans la vie quotidienne que les femmes des *favelas* arrivent à prendre la parole publiquement et à contester la violence policière.

Les femmes ne sont pas pour autant les seules à s'engager dans des mouvements sociaux et dans les luttes pour les transformations institutionnelles tout comme les hommes ne sont pas les seuls à devoir « cacher ou déguiser » leurs résistances. Cela montre néanmoins comment les rapports sociaux de sexe interviennent dans « qui » résiste et « comment » ils et elles le font. Comme le précisait Nina, la « brèche du genre » s'avère un couteau à double tranchant, car même si les femmes peuvent sembler avantagées par la situation, l'utilisation de la « brèche du genre » apporte son lot d'effets pervers. D'abord, elle augmente la responsabilité qui pèse sur les épaules des femmes et consolide la division sexuelle du travail qui, ultimement, contribue à l'oppression des femmes. Ensuite, il est faux de croire que les policiers n'attaquent pas les femmes ou encore qu'ils sont moins violents à leur égard, comme nous l'avons démontré dans les deux chapitres précédents. Finalement, étant la cible de stigmas persistants, leurs résistances et leurs luttes sont souvent délégitimées et dévalorisées. Par exemple, il est commun de voir leurs luttes pour obtenir justice complètement délégitimées si l'on apprend que leur fils était effectivement impliqué dans des activités criminelles. Ou encore, on prétend que les mères qui cherchent à obtenir justice sont surtout motivées par la vengeance. De plus, on considère en général que les femmes des favelas sont de connivence avec les trafiquants (voir sections 2.2.1. et 2.3.) et qu'en attaquant publiquement la police, elles n'ont que pour but de défendre ces derniers. Jouer sur les stéréotypes s'avère en ce sens parfois pernicieux, parce que l'on risque de les renforcer au lieu de les combattre.

4.2.2. Le rôle des émotions

Il serait difficile, dans l'environnement que nous avons décrit, de traiter de résistance sans intégrer la question des émotions dans notre analyse. Des parents qui perdent leurs enfants, des conjointes dont le mari est assassiné, un voisin qui est porté disparu : ce sont autant de situations qui impliquent une charge émotionnelle importante. Nous nous inspirons de la thèse proposée par James M. Jasper (1998) pour affirmer que les émotions jouent un rôle prépondérant dans l'engagement politique, même à petite échelle. Même si nous nous distançons de l'analyse de Jasper, car nous ne traitons pas des résistances de ces femmes sous la forme d'un mouvement social, nous sommes d'avis que nous ne pouvons ignorer l'implication des émotions dans leurs résistances, qu'elles soient menées dans l'infrapolitique ou dans l'espace institutionnel.

Les récits que nous avons amassés sont empreints d'émotions que les femmes ont ellesmêmes identifiées. Elles nous ont parlé de tristesse, de colère, d'espoir, de peur et parfois de découragement face à une situation qui leur semble immuable. Pour beaucoup de femmes dans les *favelas*, et notamment pour celles qui perdent des enfants ou des proches, le choc émotionnel (*moral shock*) (Jasper, 1998, p. 409) peut être un élément déclencheur de la résistance, comme le décrit encore une fois Luísa, qui s'est engagée dans la lutte après que son fils eut été tué par des policiers en 2006 :

La femme est à ce moment avec de la douleur, et c'est dans cette douleur que naît cette créature. Mais ce qui fait ça, c'est la douleur même. C'est elle qui nous enseigne [...], mais la douleur, elle te paralyse dans un premier temps. Disons, elle te laisse ainsi, sans issue. Mais, quand tu commences à te rendre compte qu'il n'y aura pas de justice, parce que tu pensais que tu obtiendrais justice, un jour tu lui laisses cours. Et tu ne vois pas ça naître. Il va naître une guerrière. Et là, tu vas chercher ce qui te revient de droit. [...] À cause de ça, de cette douleur, les femmes se transforment, réellement. (Luísa)

Nous remarquons dans cet extrait de notre entrevue avec Luísa qu'il y a, de un, une évolution émotionnelle (elle passe de la douleur à un sentiment profond d'injustice) et, de deux, une transformation engendrée par cette évolution émotionnelle (elle devient une « guerrière »). Dans ce cas, son expérience, combinée à celle d'autres mères ayant vécu des situations semblables, a engendré un sentiment d'injustice profond qui s'est traduit non seulement dans notre entrevue, mais aussi dans ses prises de paroles publiques⁵. Dans chacune d'elles, elle a reproché au gouvernement brésilien d'être raciste et de perpétrer un génocide contre les afrodescendants-es. Fait intéressant, dans notre entrevue, elle se surprenait elle-même de s'être autant radicalisée, puisqu'elle n'aurait jamais pensé tenir ce type de discours avant le mort de son fils.

L'histoire de Luísa nous montre bien le rôle que peuvent jouer les émotions non seulement comme « déclencheurs », mais aussi sur le long terme, alors que les émotions continuent de soutenir l'action politique de ces femmes. En ce sens, ces réponses émotionnelles suivent un « continuum », dont les émotions réactives constituent un extrême et les affects (sentiments profonds) l'autre, pour reprendre l'expression de Jasper (1998, p. 402). Sur ce continuum s'opère un va-et-vient : certaines émotions réactives (surtout si elles sont vécues répétitivement) peuvent provoquer un changement émotionnel profond (par exemple, engendrer une peur incontrôlable des policiers), tout comme ces affects peuvent amorcer certaines réactions émotives (comme éprouver une colère intense à la vue d'un policier). Les émotions jouent ainsi un rôle important tout au long de l'engament politique de ces femmes, bien que les femmes rencontrées aient peu abordé le rôle de celles-ci au sein de leur mouvement et de leurs campagnes publiques de protestation.

⁵ En plus d'avoir effectué une entrevue avec Luísa, nous avons assisté à de nombreux événements auxquels elle participait et à plusieurs de ses allocutions publiques.

Dans le cas de Luísa, ce cheminement émotif a engendré une transformation assez importante pour qu'elle s'engage activement dans des actions collectives. D'autres femmes, toutefois, optent plutôt pour d'autres formes de résistances moins organisées : crier contre les policiers dans la rue, frapper des policiers, refuser de se soumettre à leurs ordres, etc. Certaines utilisent la violence pour s'opposer aux policiers, tandis que d'autres refusent catégoriquement d'y avoir recours. Malgré la similarité des contextes dans lesquels vivent les femmes, elles réagissent différemment et adoptent une panoplie d'actions de résistance, en fonction de leurs expériences et valeurs (Jasper, 1998, p. 402).

Toutefois, en mettant l'accent sur la réaction émotionnelle des *faveladas*, nous courons le danger de reproduire l'image d'impuissante victime accolée aux afrodescendantes (voir section 1.1.4), en plus de renforcer l'idée selon laquelle elles seraient particulièrement émotives. Pourtant, comme nous l'affirmons, vivre des émotions n'équivaut pas nécessairement à l'inaction, puisque pour beaucoup de femmes, ces émotions constituent plutôt un appel à l'action. Les émotions participent aussi au maintien de leur lutte, notamment lorsqu'elles développent, au sein de luttes collectives, de forts sentiments de compassion, de solidarité et d'amitié (voir section 4.3.2, sur l'organisation collective des femmes). De plus, malgré la place que prennent les émotions dans leurs résistances, les femmes ne sont pas uniquement guidées par celles-ci. L'émotivité et la rationalité ne sont pas deux forces antagoniques. À l'opposé, il est souvent difficile de séparer leurs interactions dans la prise de décision des acteurs-rices (Jasper, 1998, p. 398). Ensuite, les émotions influencent les choix de tous les êtres humains, peu importe leur sexe. Ce sont plutôt les structures sociales qui permettent ou non l'expression de celles-ci et selon quels paramètres.

Regarder le rôle des émotions dans la résistance de ces femmes nous permet ainsi d'effectuer une double déconstruction. En premier lieu, cela nous permet de montrer

que les émotions vécues par les femmes ne les rendent pas nécessairement passives, et qu'elles constituent sans aucun doute un important moteur de la contestation. En second lieu, contrairement à une idée très répandue, les femmes qui résistent ne sont pas non plus *uniquement* guidées par leurs émotions, ce qui est sous-entendu lorsque l'on perçoit, par exemple, ces résistances comme de simples vengeances.

4.2.3. Héritages et conditions d'implication

Il n'est pas étonnant, ainsi, de voir ces femmes, non seulement résister ouvertement aux policiers, mais aussi mener des luttes institutionnelles de longue haleine. À cet égard, certains mouvements, comme celui des Mães de Acari (mères d'Acari)⁶, ou même les Mães de Maio à São Paulo⁷ et les Mères de la place de Mai (Argentine) constituent un héritage de taille dans la lutte que mènent les femmes contre les violences policières (voir la section 4.3). Notamment, Luísa et Lívia faisaient souvent référence à d'autres mouvements de femmes, ou encore à des figures féminines fortes de contestation, pour soutenir l'idée selon laquelle les femmes seraient de véritables « guerrières » dans l'âme.

Les entrevues de type récits de vies que nous avons effectuées ont ainsi révélé de nombreux éléments qui ont favorisé l'engagement politique de ces femmes, en plus de l'héritage de ces figures féminines fortes de contestation. À titre d'exemple, Júlia, dont l'oncle était activement impliqué dans le Parti communiste, nous a à ce titre révélé que de grandir aux côtés de son oncle, très actif politiquement, a irrémédiablement servi

⁶ Acari est une favela de la zone nord de Rio de Janeiro.

⁷ Les *Mães de maio*, ce groupe de mères luttant contre la violence policière à São Paulo, fut notamment évoqué par Luísa en entrevue. Pour en savoir plus sur le mouvement en tant que tel, voir : Modelli, 2016.

d'apprentissage et d'inspiration dans son propre parcours militant. Quant à Lívia, qui était l'une des rares personnes sachant lire et écrire dans sa *favela* du Complexo do Alemão dans les années 70, elle s'est impliquée très jeune auprès de sa communauté en organisant de façon complètement autonome une petite école d'alphabétisation pour les personnes de sa communauté.

De même, plusieurs femmes que nous avons rencontrées nous ont affirmé que parce qu'elles avaient de « meilleures » conditions matérielles ou familiales que d'autres, elles ont profité d'un environnement dans lequel elles pouvaient consacrer moins de temps à survivre et ont réussi à s'investir plus dans des projets communautaires, par exemple. Dans cette optique, l'argent et les ressources intellectuelles semblent être un facteur décisif dans le type de résistance que mèneront les femmes.

De façon différente de ce que Goldstein (2003, p. 14) décrivait au tournant du millénium, il semble que tranquillement, les *faveladas* aient de plus en plus accès aux sphères politiques organisées, c'est-à-dire aux mouvements sociaux et aux institutions politiques : « I mention this to point out that part of the problem these women face is that they do not even have access to these collective political organizations. Their only weapons of resistance are their fierce wits and sharp tongues. »

Plus encore, il semblerait que leur travail au niveau de la survie individuelle et communautaire — actions de résistances que nous avons situées dans l'infrapolitique — leur ait effectivement permis d'ouvrir des sphères d'influences et même de pouvoir féminin et que celles-ci ont, dans une certaine mesure, permis aux femmes d'accéder à l'action collective. Il est évident, cependant, que cela ne signifie pas que les femmes ne font pas face à d'autres défis lorsqu'elles s'impliquent dans les mouvements sociaux ou dans la sphère institutionnelle, mais bien que leurs stratégies de survie et de résistance fonctionnent.

4.2.4. Défis et obstacles

En même temps que certains éléments favorisent l'empowerment des femmes, certains obstacles se présentent aussi. En premier lieu, il est nécessaire de rappeler que la situation varie énormément en fonction des favelas, notamment en ce qui a trait à leur localisation. La plupart des femmes rencontrées, bien qu'elles soient originaires de différentes zones de la ville, provenaient de favelas relativement centrales, plus accessibles et moins isolées que d'autres, établies plus en périphérie de la ville. Ainsi, il est important de rappeler que la survie quotidienne est souvent si prenante, que la résistance dans l'espace public reste difficile à envisager pour beaucoup de femmes.

Dans un deuxième temps, malgré le fait que les femmes soient de plus en plus présentes dans certains espaces (le foyer et le centre communautaire, par exemple), beaucoup de chemin reste à faire. N'ayant pas toutes accès à des espaces sécuritaires, ou n'arrivant pas toutes à en construire, beaucoup de femmes n'ont que peu ou pas d'opportunité de discuter des problématiques qui les touchent, entraînant beaucoup d'isolement. Consciente de cet enjeu fondamental, Lívia a ainsi initié, au sein d'une ONG qu'elle a elle-même fondée au cœur du Complexo do Alemão, le projet Momento mulher (Moment femme), qui réunit ponctuellement des femmes pour traiter des questions de droits humains et d'entrepreneuriat féminin, par exemple. Plus que des « cours » ou des conférences, nous avons observé que ces discussions — souvent non mixtes sont aussi et surtout l'occasion pour les femmes d'échanger librement sur leurs réalités et leurs expériences. Notamment, lors de notre participation à l'une de ces discussions, il a été question de violences policières envers les femmes, de violences conjugales, des enjeux reliés à la protection des enfants et du manque de ressources en lien avec la santé sexuelle et la justice. Pour Lívia, ce type de discussions et d'espace de rencontre est un pas essentiel qu'il faut prendre pour les résidentes :

Parce que les femmes de la *favela*, elles ont le potentiel, mais elles s'isolent. Et là, toute seule, tu n'es personne, mais ensemble tu peux faire beaucoup de choses, beaucoup de changements. La femme qui s'isole n'a aucune formation et ne lutte pas pour un monde meilleur. Elle va seulement souffrir. Et la femme ayant ce mouvement dans sa vie peut aider à changer le monde. [...] Si elles veulent parler, elles vont là [momento mulher] et elles parlent. Mais souvent, je leur offre, mais elles ont peur de parler. Je dois donc beaucoup travailler sur ça. Il faut que quelqu'un le fasse, donc j'ai ouvert cet espace. La femme qui veut participer participe. (Lívia)

Si nous avons constaté un fort intérêt chez les femmes rencontrées pour ce type d'espaces (et de façon très marquée lors de notre *focus group* à Rocinha), il reste que ceux-ci se font rares dans les *favelas*. Fréquemment, ce type de discussions, qu'elles soient en lien avec la violence policière ou la lutte féministe pour ne donner que ces exemples, semblent ainsi avoir lieu à l'extérieur des *favelas* plutôt qu'à l'intérieure de celles-ci, comme nous l'explique Nina:

En vérité, nous en avons discuté plus à l'extérieur [de la favela] et j'y ai rencontré plus de représentativité qu'à Santa Marta au jour le jour. [...] Ça, c'est vraiment triste parce que je pense que nous ne réussirons pas à faire ces changements de l'extérieur vers l'intérieur. Malgré le fait que cette discussion soit importante dans les espaces académiques — et je pense que c'est très bien — nous ne sommes pas en train de travailler sur ça ici à l'intérieur. Les femmes d'ici passent en vérité par un processus qui vient de l'extérieur. Ainsi, c'est dans cette perspective que le changement dans cet espace [de la favela] est devenu quelque chose d'individuel. Les processus ne se collectivisent pas. [...] Chacune fait ce qu'elle peut pour se débrouiller avec les difficultés quotidiennes. (Nina)

Finalement, les femmes font aussi l'objet de la répression des policiers lorsqu'elles contestent. Certaines sont menacées par les policiers (comme cela a été le cas de Sofia), voire même tuées par ceux-ci (comme cela a été le cas de militantes dans les Mães de Acari). D'autres fois, elles sont soumises à une surveillance serrée de leurs actions au quotidien et sur les médias sociaux. Finalement, elles sont censurées (destruction de photos ou d'articles) et leur nom est traîné dans la boue par les policiers, qui leur

trouvent une affiliation quelconque avec le narcotrafic pour délégitimer leurs travaux. En dépit de la « brèche du genre », les femmes sont elles aussi bel et bien aux prises avec des conséquences négatives lorsqu'elles s'engagent dans la résistance ouverte.

En somme, nous tentons ici d'offrir un portrait nuancé de la résistance des femmes des favelas. Si certaines participantes ont mis l'accent sur la résistance comme étant presque « naturelle » et innée chez les femmes — et surtout les mères —, nous avons voulu démontrer que cette résistance quotidienne des femmes s'insère à la fois dans une configuration particulière des rapports sociaux, et à la fois dans des expériences et décisions individuelles. En ce sens, les expériences vécues par les femmes et les actions qu'elles entreprennent au quotidien ne sont pas unidimensionnelles ni identiques. Plusieurs facteurs entrent en ligne de compte non seulement dans la façon dont elles résistent, mais aussi dans les modes de résistance qu'elles abordent : les opportunités (brèche du genre), les émotions, les conditions matérielles et les modèles. Si de nombreux obstacles entrent aussi en ligne de compte, elles font également usage d'une multitude de tactiques de résistance allant de la survie à l'implication dans les sphères institutionnelles.

4.3. Femmes en lutte contre la violence policière

4.3.1. Dans la rue

La plupart des femmes qui ont accepté de nous parler dans le cadre de notre recherche avaient pris part, un jour ou l'autre, à des actes publics d'insubordination face à la violence policière. Nous sortons ici de l'infrapolitique pour nous transporter vers des

actes publics d'insubordination, c'est-à-dire des actions commises dans l'optique d'être vues et entendues par les dominants (Scott, J.C., 1990). Comme nous l'avons précédemment mentionné, certaines, comme Fernanda, ont ouvertement critiqué les policiers dans la rue, refusé d'obtempérer à leurs ordres et se portent au secours des personnes lorsqu'elles sont interceptées ou menacées par la police (surtout lorsqu'il s'agit d'enfants). Ces actes ont, à certains égards, été plus « faciles à mener » pour les femmes qui craignent « moins » la violence policière dans l'espace public. Ce faisant, il est commun de voir une forte participation de femmes dans les manifestations qui se produisent dans les *favelas*, car même si la police réprime généralement sévèrement cette contestation *favelada*, la présence de femmes et d'enfants peut entraîner une plus grande retenue de leur part, surtout en ce qui concerne l'utilisation d'armes à feu.

Dans plusieurs cas, nous avons remarqué lors de notre observation terrain que les femmes sont au-devant des manifestations, qu'elles tiennent les bannières de tête et les affiches. Ces manifestations surviennent le plus souvent lorsque des interventions policières causent la mort de personnes innocentes dans les *comunidades* et deviennent parfois des révoltes ouvertes (avec la construction de barricades, la destruction de certains biens publics, l'attaque ouverte de policiers, etc.).

Parfois, elles sont aussi celles qui organisent des manifestations et des actes de contestation. À titre d'illustration, Fernanda nous a raconté qu'elle avait initié, avec son mari, l'idée d'écrire des messages de protestation sur les caixas d'água (caisse d'eau), en retour de quoi elle a presque été arrêtée par des policiers. Elle et d'autres femmes ont aussi tenu des manifestations dans les quartiers riches de la ville, dont l'une sur la plage de Copacabana, où elles ont affiché des messages contre la violence policière dans les favelas et des images des victimes de cette dernière. Luísa, en collaboration avec d'autres mères dont les fils ont été tués par des policiers, a organisé lors de notre séjour à Rio de Janeiro une soirée nommée Fê, memoria e resistência

(Foi, mémoire et résistance) à Cinêlandia, une place publique très connue du *centro* (centre-ville), lors de laquelle elles ont pris la parole pour raconter leur histoire et dénoncer les actes des policiers contre les jeunes afrodescendants. Maria, très active au sein d'ONGs de Maré, a aussi organisé et pris part à des actions collectives pour dénoncer la violence policière dans sa *favela*. Notamment, elle a organisé et participé à une action-performance au *centro* durant laquelle les personnes présentes ont tracé sur le sol les corps d'innombrables morts pour illustrer les nombreuses pertes humaines avec lesquelles les résidents-es doivent vivre au quotidien.

La tenue des Olympiques à Rio de Janeiro en 2016, qui a été une année très meurtrière, a aussi été l'occasion pour les mères de faire entendre leur point de vue et plusieurs actions et manifestations ont été organisées en ce sens. Pendant les Olympiques, des groupes de mères dont les fils ont été tués ont aussi organisé de nombreux actes de protestation près des infrastructures sportives, dénonçant la violence policière et son lien avec l'organisation des Jeux. On pouvait les y voir avec des chandails à manches courtes imprimés du visage de leurs défunts fils et abordant des affiches incendiaires contre la police et l'État (figure 4.1.). Lors de l'audience publique Segurança pra quem?, où siégeaient tous les plus hauts commandants de la police militaire, de la police civile, des UPPs et des défenseurs publics, le même groupe de femmes a pris la parole pour dénoncer les actions des policiers, demander la fin de l'impunité policière (afin d'obtenir justice) et revendiquer d'importants changements dans les paradigmes de sécurité publique, critiquant très vertement et ouvertement ces derniers. Sur les affiches qu'elles avaient posées dans la salle d'audience, il était possible de lire : « Depuis 450 ans, Rio est le champion olympique des assassinats d'Indiens [*índios*], de Noirs [negros] et de pauvres »; « Mères de Manguinhos⁸ contre l'assassinat de nos fils! »; « Avec combien de corps paît-on une olympiade? » L'affiche centrale présentait quant à elle les visages de jeunes victimes de la violence policière, tous décédés. Nous

⁸ Manguinhos est un quartier de la zone nord de Rio dans lequel se trouvent plusieurs favelas.

retrouvons aussi souvent ce type d'action devant les palais de justice lorsqu'une cause en lien avec les assassinats est entendue devant les tribunaux.



Figure 4.1 — Exemple de banderoles et d'affiches de protestation contre les homicides policiers

(source : Agência Brasil. http://agenciabrasil.ebc.com.br/direitos-humanos/noticia/2016-05/maes-de-manguinhos-fazem-ato-para-lembrar-filhos-mortos-pela)

4.3.2. S'organiser

Beaucoup d'actions contestataires menées par les femmes s'insèrent dans les activités de certains réseaux militant pour les droits humains et d'ONGs locales. En ce sens, des femmes comme Maria et Sofia, toutes les deux de Maré, où l'on retrouve des ONGs de base fortes⁹, nous ont parlé de leur participation à des campagnes de sensibilisation

⁹ Nous pensons ici à deux ONGs très connues : Observatório das favelas et A MaréVê.

dans les *favelas*, profitant des ressources de ces organismes pour rejoindre leur communauté sur les questions de respect des droits humains :

Il y avait plus de 50 000 personnes qui mourraient par année par homicide, des morts tués [sic], et la majorité était des hommes noirs. Nous avons fait une campagne avec Anistia qui était : « Nous sommes de Maré et nous avons des droits! ». Nous avons collé sur les portes des personnes un adhésif [sur lequel était écrit] : « Nous connaissons nos droits. N'entrez pas dans cette maison sans respecter la légalité de l'action ». L'entrée, l'abordage... nous avons montré la loi. Plusieurs fois, ils [les policiers] ont arraché nos adhésifs. C'est déjà arrivé. Et cette année nous allons répéter de nouveau cette campagne. » (Maria)

Nous avons eu l'occasion de rencontrer informellement plusieurs femmes qui participent à ce type de campagne de sensibilisation sur les enjeux de la violence policière dans les *favelas*, le plus souvent sous l'hospice d'une campagne de respect des droits humains. Cela a été surtout le cas d'Anistia Internacional, qui a publié de nombreux rapports en lien avec la violence policière ¹⁰. Depuis quelques années, cette branche brésilienne de l'ONG est aussi très active sur la question des assassinats de jeunes hommes noirs, grâce à la campagne *Jovem Negro Vivo* (jeune noir en vie).

Les organisations de soutien et de lutte juridique, souvent fondées par des mères dont les enfants ont été tués par la police, sont un bon exemple d'espace d'activisme collectif pour les *faveladas*. L'objectif initial de ces organismes est de venir en aide aux personnes qui désirent entreprendre des recours judiciaires contre les policiers qui ont commis des crimes. Pour ce faire, ils offrent des formations, du soutien juridique et organisent des événements publics pour dénoncer la violence policière. Au fil des années, ces organisations sont devenues d'importants espaces de socialisation politique, d'entraide et d'empowerment pour de nombreuses mères dont les fils ont été assassinés par la police.

¹⁰ Voir notamment Amnesty International (2008; 2015).

Le cas le plus célèbre à Rio de Janeiro est sans aucun doute celui des Mães de Acari dont les enfants (11 au total, dont 8 mineurs-es) auraient été enlevés-es et tués-es par un commando de policiers cagoulés. Malgré la lutte acharnée de ces mères pour obtenir justice, les corps des enfants n'ont malheureusement jamais été retrouvés et les responsables jamais condamnés. Plusieurs militantes ont été menacées dans le cadre de leur implication dans cette lutte et certaines même assassinées, selon toute vraisemblance par des policiers. ¹¹ D'autres cas de *chacinas* (assassinats ou disparitions de groupe) ont eu lieu depuis celui des jeunes d'Acari, en 1990, entraînant elles aussi l'émergence de mouvements de mères, le plus souvent afrodescendantes ou originaires de *favelas*. Nous pouvons notamment nommer les événements de Candelária (1993) — où huit jeunes afrodescendants en situation d'itinérance furent abattus par les policiers sur le parvis d'une cathédrale dans le centre-ville — et de Vigário Geral (1993) — où un « raid » d'hommes armés encapuchonnés causa la mort de 21 résident-e-s de la *favela*.

Encore récemment, des mères se sont engagées dans ce type de groupes. À titre d'illustration, le Movimento Moleque, qui s'intéressait initialement à la criminalité juvénile, s'est tranquillement agrandi pour compter un grand nombre de mères — dont la presque totalité a perdu un enfant aux mains de la police — militant contre la violence policière. L'une de nos participantes, Luísa, en est d'ailleurs aujourd'hui la coordonnatrice et milite activement contre la violence policière, ayant elle-même perdu un enfant aux mains de la police. Au sujet du Movimento Moleque, elle dit : « Le mouvement : je pense que c'est un très beau mot. Un mouvement très bon de femmes guerrières en lutte pour leur existence et pour l'existence de leurs fils. » (Luísa)

¹¹ Voir à ce sujet ce qu'en dit *Anestia internacional Brasil* dans le cadre des 25 ans de la *chacina de Acari* (25 anos da chacina de Acari, 2015).

Il est évident que la défense de droits humains comporte son lot de victoires, que ce soit en termes d'empowerment qu'il engendre chez les militants-es, de la visibilisation des violences vécues par les favelados-as ou des gains de cause que le soutien de certains organismes permet d'obtenir devant les tribunaux. Elle permet aussi la socialisation politique des femmes des favelas, qui ne disposent pas toujours de beaucoup d'opportunités de lutter collectivement contre les injustices qu'elles vivent au quotidien. Pour Nathalie Lebon (2014), ce type d'initiatives, nées de la rencontre de femmes autour de causes communes dans les quartiers pauvres des villes, représente plus que des groupes de femmes (ce que l'on appellerait en anglais du « womanism »). Que ce soit par des organismes comme le Movimento Moleque ou au sein d'organismes de défense de droit, ces femmes prennent part à un « féminisme populaire », émergeant de réalités locales, mais menant à des revendications beaucoup plus larges sur la place des femmes dans la société, le sexisme, etc. Ce faisant, elles contribuent directement et indirectement au mouvement féministe, en contribuant à le diversifier et en y intégrant leurs expériences particulières.

D'un autre côté, la seule défense des droits humains a ses limites. Comme Angelina Peralva (1998a) le mentionnait à la fin des années 1990, il semble que la défense des droits humains soit encore aujourd'hui le principal canal de revendications des favelados-as, et qu'il ne mène pas toujours à la sensibilisation et à la socialisation politique décrite ci-dessus. Le plus souvent, l'enjeu de la violence policière est ainsi abordé dans sa dimension juridique et largement portée par des ONGs (locales et internationales) qui engloutissent littéralement toute lutte en lien avec cette thématique. Malgré l'important travail qu'effectuent ces ONGs et les favelados-as, il reste que la seule défense des droits humains n'engage pas nécessairement de profonds changements institutionnels (au niveau des pratiques de la police) et encore moins de changements structurels (au niveau du fonctionnement des institutions étatiques ou des

lois, par exemple), associant les problèmes de violence policière à une culture qu'il faut changer, aux inégalités sociales et à une « citoyenneté impossible », plutôt qu'aux rapports sociaux qui les causent (Peralva, 1998a, p. 5).

4.3.3. Dans les mouvements sociaux

Plusieurs femmes rencontrées s'impliquent dans des mouvements sociaux aux revendications plus larges (contre le sexisme, le racisme, le capitalisme, etc.) qui critiquent ouvertement et sévèrement la violence policière. Nous pensons notamment aux multiples femmes du Movimento negro et des mouvements de femmes noires (mulheres negras)¹², qui, en travaillant entre autres sur les questions de racisme, abordent les questions de violence policière, deux sujets qui sont malheureusement indissociables au Brésil.

Lors d'une discussion qui suivi la conférence « O corpo negro magnetiza balas » (le corps noir magnétise les balles) donnée par le chercheur João H. Costa Vargas (2016, juin), des militantes du Movimento negro ont défendu l'idée d'autogestion et d'ouverture d'espaces non mixtes d'afrodescendants-es. Cette question a été traitée comme une tactique de résistance et de survie dans un monde « anti-négritude ». Ainsi, pour éviter les balles des policiers et les diverses violences auxquelles ces groupes sont confrontés, une des propositions principales était de se retirer et de fonder des espaces non mixtes, faisant référence à une tactique déjà utilisée dans l'histoire du Brésil : les quilombolas. En outre, les participants-es ont mis l'accent sur le travail qui est déjà fait en ce sens dans les favelas, en particulier celui effectué par les leaders communautaires

¹² Pour une histoire de l'activisme des femmes noires au Brésil, voir : Schumaher et Brazil (2013).

qui, rappelons-le, sont de plus en plus des femmes. Alors que plusieurs des femmes rencontrées souhaitaient susciter un changement de par leur implication dans les institutions politiques étatiques ¹³, beaucoup de participants-es à cette discussion ont plutôt soutenu que l'État n'avait jamais été présent pour eux et elles, et qu'ainsi ils ne « perdraient pas leur temps » à voter ou à s'impliquer dans ses structures.

Évidemment, nous avons rencontré des femmes qui militaient au sein d'autres mouvements, comme ceux contre les méga-événements sportifs (comme le Comitê Popular Copa & Olimpíadas Rio) ou encore dans le mouvement féministe. Si la question de la violence policière peut y être abordée, leur pluralité (surtout en ce qui a trait au mouvement féministe) et leur extériorité aux *favelas* n'en font pas expressément des lieux où les femmes des *favelas* peuvent librement porter leurs revendications. En outre, ces mouvements ne leur sont pas toujours accessibles, dans l'optique où elles ne les connaissent pas forcément et qu'elles ne s'y sentent pas nécessairement bienvenues. Dans les cas où elles s'y investissent tout de même, comme cela est le cas pour Nina et le mouvement féministe, il reste que les discussions ont lieu à l'extérieur des *favelas* avec une majorité de personnes qui ne sont pas directement concernées par ces questions. Somme toute, les *favelas* et les femmes des *favelas* restent plutôt des orphelines politiques qui n'ont pas de mouvement à elles, d'espaces à elles ou de représentation politique significative. Leurs efforts sont ainsi, éparpillés, même si nous observons quelques avancées significatives.

¹³ Même si nous abordons peu la question de l'implication en politique des femmes des *favelas* dans ce chapitre, nous aimerions tout de même mentionner que plusieurs femmes rencontrées lors des observations participantes s'impliquaient activement au sein de certains partis politiques. Nous tenons à mentionner que l'une d'elles fut d'ailleurs élue comme conseillère municipale (*vereadora*) à la Mairie de Rio de Janeiro en septembre 2016. Il s'agit de Marielle Franco, résidente de Maré.

4.3.4. La communication populaire

Nous aimerions, en dernier lieu, traiter d'une forme de résistance que l'on retrouve dans plusieurs *favelas* de Rio : la communication populaire. En effet, quelques femmes rencontrées contribuent à certaines initiatives de communication populaire, dont des médias alternatifs, tels que des journaux locaux, des plateformes web ou encore des radios communautaires. Plusieurs nous suggéraient fortement de les suivre afin de voir au jour le jour ce qui se passe *réellement* dans les *favelas*. Certaines y contribuaient sporadiquement et ont assisté à des formations sur la question.

Nous traitons ici de communication populaire au sens où l'entend Claudia Santiago Giannotti (2016), une chercheure impliquée depuis de nombreuses années dans plusieurs projets de communication populaire dans les *favelas* de Rio, c'est-à-dire comme une « communication produite par le peuple et pour le peuple, "avec l'objectif d'altérer la réalité sociale d'une communauté déterminée ou groupe social"» (Giannotti, 2016, p. 23). Dans cette optique, nombre de médias locaux s'inscrivent dans la communication populaire au sens où ils se placent comme des porte-paroles des intérêts et problèmes de la communauté, qu'ils en rapportent le quotidien et qu'elle est produite collectivement par des résidents-es de la communauté (Giannotti, 2016).

Dans plusieurs *favelas* où nous nous sommes déplacées, plusieurs initiatives de la sorte existent. Pour ne donner que quelques exemples, nous pensons au Coletivo Papo Reto dans le Complexo do Alemão, à Maré Vive dans Maré, à Fala Roça dans Rocinha et au Grupo e Jornal Eco à Santa Marta. Ces médias alternatifs ont tous en commun l'idée que la communication doit servir sa communauté et la représenter. On souhaite, de cette façon, les montrer sous un jour différent que les médias de masse qui tendent

plutôt à les représenter péjorativement, afin de participer à l'empowerment de la communauté (Jeppesen, 2015/2016, pp. 60-61)¹⁴.

Les données que nous avons recueillies sur le terrain ne nous permettent pas de savoir si les femmes ont accès, au même titre que les hommes, au processus décisionnel et à la production de contenu, ce qui s'avère une question importante considérant que ces organisations communautaires ne sont pas à l'abri des rapports sociaux (de sexe) qui traversent notre société et qui tendent à concentrer le pouvoir dans les mains des hommes. Ceci étant dit, il est important de souligner le travail militant effectué par des femmes comme Sofia qui dénonce les actes des policiers dans sa communauté à travers ce type de média. Cette journaliste résidente de Maré donne aussi des formations gratuites sur la communication populaire aux résidents-es des *favelas* de Rio de Janeiro, afin que ceux et celles-ci puissent à leur tour devenir des agents-es de communication populaire. Pour les raisons que nous avons évoquées précédemment, les femmes ont plus de facilité à photographier ou à filmer des interventions policières que leurs collègues masculins, rendant leurs contributions à ces médias, précieuses.

En tant que moyen de résistance contre la violence policière, la communication populaire permet aux résidents-es de se tenir au courant tous les jours et pratiquement en temps réel des différentes opérations ayant lieu, des différentes fusillades qui ont cours et ainsi des secteurs à éviter. De plus, en montrant des images et en partageant des expériences de violences policières, ces médias contribuent à dénoncer celles-ci. Ces images peuvent aussi être utilisées lors de recours judiciaires et participent au combat que les *favelados-as* mènent contre l'impunité des forces de l'ordre. Finalement, en optant pour ce type de communication, ces groupes contribuent à

¹⁴ Voir également à ce sujet le texte de Vargas (2013).

l'empowerment des communautés : en les impliquant, en les défendant, en faisant valoir leurs revendications et en promouvant les divers projets dans la favela.

4.4.Conclusion

Regarder et analyser la résistance des femmes dans les *favelas* est un élément crucial dans la compréhension de la violence urbaine et de la violence policière, principalement parce que cela nous permet de mieux comprendre les dynamiques des rapports sociaux de sexe et de leur reproduction. Même si nous n'avons pas procédé à un inventaire exhaustif des différentes résistances de ces femmes, tâche impossible vue la multiplicité et l'invisibilité de nombreuses d'entre elles, passer sous silence l'importance de celles-ci équivaudrait à ignorer tout un pan des dynamiques des rapports sociaux de sexe, qui tout en offrant certaines brèches d'opportunités aux femmes, sont reproduits à travers certaines pratiques de résistances.

Malgré la division analytique des types de résistance entre l'infrapolitique et les actes publics d'insubordination (en comptant l'activisme collectif), il importe de mettre en lumière leur interdépendance. Souvent, le passage des femmes à une lutte ouverte et publique dépend d'une prise de pouvoir au niveau infrapolitique et d'une visibilisation du travail qu'elles effectuent déjà au quotidien, ajoutant une forte valeur symbolique à leurs prises de parole et à leurs actions. De même, elles parviendront plus facilement à survivre et à prendre ce pouvoir au niveau infrapolitique au fur et à mesure de leurs percées publiques. De plus, ce mouvement entre ces deux « catégories » est constitué d'une multitude d'actes et d'éléments qui favorisent le passage de l'une à l'autre et qui sont spécifiques aux différents vécus des personnes concernées. Ici, nous avons identifié que l'un des impacts de la violence policière est qu'elle crée en quelque sorte une « brèche » qui « favorise » l'insubordination publique des femmes. De plus, nous

avons évoqué le rôle des émotions dans leur passage à l'acte, ainsi que la présence de modèles de lutte. Ainsi, elles participent plus formellement à nombre d'initiatives communautaires, d'ONGs, de mouvements sociaux et reliées à la communication populaire.

Conséquemment, nous réitérons l'importance de comprendre le groupe « femmes des favelas » non pas comme un groupe homogène paralysé par la violence et la peur, mais plutôt comme une partie d'une communauté qui n'est ni passive, ni seulement victime, ni uniforme. Face à la violence policière qui se situe sur le continuum des violences du génocide des afrodescendants-es au Brésil, il y a bel et bien résistance. Ces résistances sont complexes, multiformes, parfois invisibles et parfois même inconscientes. Et surtout, malgré l'aspect tragique des violences analysées, il faut montrer que leurs résistances fonctionnent, car ces communautés arrivent non pas simplement à survivre, mais aussi à ouvrir et à maintenir des espaces où leurs membres peuvent s'aimer, être heureux-ses et profiter cette vie si fragile.

CONCLUSION

À la lumière de notre analyse des témoignages d'une vingtaine de femmes résidentes de favelas pacifiées et non pacifiées de la ville de Rio de Janeiro, collectés en entrevue, en focus group ou lors d'observations participantes, force est de constater que la violence policière y est un acteur majeur dans la reproduction des rapports sociaux de sexe, consubstantiellement aux rapports sociaux de classe, de race et d'espace. Le portrait que nous avons ici dressé, bien qu'il puisse sembler limité par le petit échantillonnage de la recherche, nous offre une perspective complexe et ancrée de la violence policière. Il est ainsi nécessaire de rappeler que l'objectif n'était ni d'évaluer le programme de pacification, ni de traiter de l'institution policière dans son ensemble ni de répertorier la violence policière (en termes quantitatifs), mais bien de mettre en lumière l'aspect sexué de la violence policière.

Tout au long du continuum de la violence, qui inclut les violences directes (chap. 2) et indirectes (chap. 3), l'analyse des violences policières telles que rapportées par les participantes nous a permis de constater que la violence est aussi façonnée par les rapports sociaux de sexe, alors que cet aspect reste généralement invisibilisé dans la littérature. En ce qui concerne les interventions policières, nous avons constaté que la police sexualise les personnes auprès desquelles elle intervient, notamment par des comportements et actions qui divergent de ceux que les policiers adoptent envers les hommes comme les violences sexuelles, le dénigrement systématique de la parole, les menaces et la victimisation. En outre, en nous intéressant aux impacts de la violence policière perpétrée dans les *favelas*, nous avons pu voir que la police est plus une source d'insécurité que de sécurité pour les résidentes. En effet, même si cette insécurité est aussi vécue par les hommes, elle prend des aspects particuliers pour les femmes qui ne trouvent ni protection auprès des policiers, ni, bien souvent, auprès des trafiquants; les deux encourageant plutôt le culte de l'hypermasculinité. Dans ce schéma, la violence

se transpose dans les espaces privé et public, où les *ethos* violents se déploient et se reproduisent, faisant des femmes des actrices dans la reproduction de la violence, tout en les exposant à d'autres violences spécifiques telles que la violence domestique. Dans le cas de quelques *favelas* (majoritairement de la zone sud), la présence policière équivaut même à l'exclusion territoriale de femmes, qui, n'ayant parfois pas suffisamment de moyens pour suivre la hausse du coût de la vie, doivent se délocaliser. Nous avons aussi pu remarquer que les impacts de la violence policière s'inscrivent dans la division sexuelle du travail, puisqu'elles rajoutent certains types de tâches socialement désignées comme « féminines » (*care*) aux femmes.

Partant de ce dernier constat, nous nous sommes ensuite intéressée aux résistances (chap. 4) des femmes dans les *favelas* et nous soutenons que celles-ci, de par leur position dans la division sexuelle du travail, se retrouvent avec la responsabilité de résister. Cette résistance, cependant, tout comme la violence à laquelle elle s'oppose, forme elle aussi un continuum qui inclut une myriade d'actions, qui vont des actions quotidiennes ancrées dans la survie aux actes d'insubordination publique. Encore une fois, tout au long de ce continuum interviennent les rapports sociaux de sexe — notamment à travers ce que nous avons appelé la brèche du genre — dans le « qui » et le « comment » de la résistance à la violence policière dans les *favelas*.

Si cette recherche offre de nombreux exemples sur les façons dont la violence de la police reproduit les rapports sociaux de sexe, il est évident que la police n'est pas la seule responsable de la violence et de l'insécurité dans les *favelas*, encore moins la seule responsable des rapports de pouvoir inégaux entre les hommes et les femmes. Elle ne constitue pas non plus la seule forme de violence étatique dans les *favelas* de Rio de Janeiro. De plus, il est certain qu'une recherche plus large, qui couvrirait davantage les *favelas* plus isolées (autant géographiquement que socialement) de la ville aurait l'avantage d'être plus représentative des multiples réalités dans les

comunidades et moins concentrée dans les favelas pacifiées. La présence de milícias est un obstacle majeur pour la conduite de recherche dans les quartiers qu'elles contrôlent, rendant plusieurs favelas difficiles d'accès. Pourtant, les milícias constituent sans aucun doute un aspect de la violence policière que nous n'avons pas eu l'occasion d'explorer ici. Vu la dégradation actuelle dans les comunidades cariocas, tout porte malheureusement à croire que ces secteurs resteront hors de la portée des chercheurs-es qui ne s'y trouvent pas déjà. Paradoxalement, c'est probablement la présence policière dans les favelas pacifiées qui nous les rendues plus « accessibles ».

Peu des aspects plus positifs de la présence policière ont été abordés dans ces pages, bien qu'ils existent (dont la question de l'accessibilité qui n'a été que brièvement abordée au chapitre 3, section 3.3.). Cela ne signifie pas qu'il n'y en a aucun. Toutefois, les femmes rencontrées étaient plutôt appelées à nous parler de violence policière, car c'est cet aspect de la vie dans les *favelas* qui était ici à l'étude. En ce sens, il est évident qu'en se penchant sur la violence, cette recherche expose les aspects les plus sombres et les plus difficiles du travail policier dans les *favelas*. D'autres recherches ont déjà fait le travail de montrer les éléments positifs et négatifs du programme de pacification, ou encore du travail de la police en général dans les *favelas*. D'autres encore, ont aussi abordé spécifiquement la violence de la police dans ces quartiers, comme nous l'avons démontré dans le chapitre 1. Mais, la présente recherche s'est intéressée à la perspective des femmes sur la violence policière précisément parce que cet élément manque dans la littérature scientifique.

La violence policière est bel et bien un élément structurant dans la vie quotidienne de nombreuses femmes rencontrées au cours de cette recherche, et mérite d'être examinée avec sérieux et profondeur. Notamment, ces exemples offrent une preuve irrévocable du rôle de la police, non seulement dans les lointaines *favelas cariocas*, mais aussi plus globalement dans nos sociétés, où elles sont là aussi appelées à protéger la forme

actuelle de la société et ses structures capitaliste, coloniale, ségrégationniste et patriarcale.

Cette recherche, bien qu'elle constitue avant tout une étude de cas, nous offre à réfléchir sur les similitudes qui existent entre l'expérience de ces femmes et les expériences des afrodescendantes aux États-Unis ou encore des femmes autochtones au Canada, pour ne donner que ces deux exemples. Rio de Janeiro n'est pas le seul endroit au pris avec une police violente, mais elle nous a offert, malheureusement, un terrain d'investigation idéal, vu l'intensité et la régularité avec laquelle elle est déployée. Ses résultats nous ont permis d'identifier des comportements, des effets et des schèmes de résistance, qui comparés à d'autres cas, permettront éventuellement de systématiser notre compréhension de l'institution policière.

Rappelons que pour Benjamin (2012 [1921]), la police représentait « la plus grande dégénérescence concevable de la violence », une institution incompatible avec la démocratie, vu la trop grande liberté et le trop-plein de pouvoir qui lui sont accordés. Dans des sociétés qui, à tort ou à raison, vantent les mérites de leur système démocratique et de l'État de droit, il est difficile d'être en désaccord avec cette position. L'institution policière, telle que créée et perpétuée dans divers États comme le Brésil, les États-Unis ou le Canada, constitue sans aucun doute une grande hypocrisie, considérant le rôle qu'elle y joue dans le maintien des rapports de pouvoir qui font obstacle à l'exercice de la pleine citoyenneté d'une majorité de personnes (dont les femmes, les personnes racisées et à faible revenu) et les violences qu'elle y commet, le plus souvent en toute impunité.

Réfléchir à ces questions nous amène non seulement à nous poser la question « par quoi devrait-on remplacer la police ? », mais aussi « est-ce possible de changer la police ? » Comme abordé précédemment, la création de polices semble inévitable dans le

processus de formation des États « occidentaux » (ou créés sur ce modèle) qui dépendent d'un *racket* pour se maintenir et survivre. Ce *racket*, fonctionnel au sein de la structure des rapports sociaux, dépend en bonne partie de la police, la force qui peut légitimement brutaliser certaines classes de citoyens-nes au nom de l'État. Autrement dit, « *effective state making depends upon militarism, extraction, capital accumulation, and ideological legitimation*. » (Peterson, 1992, p. 51)

Ainsi, le *racket* se nourrit de rapports sociaux qui lui sont à la fois inhérents et qu'il reproduit. Ce faisant, tant que les rapports sociaux continuent de structurer nos sociétés, il semble difficile d'imaginer que nous puissions éliminer les forces, comme la police, qui travaillent à les maintenir en place. Également, même si des réformes peuvent effectivement rendre le maintien de l'ordre plus « *suave* » (doux), comme le mentionnait le Coronel Silva (commandant des UPPs) lors de l'audience publique *Segurança para quem*?, tout porte à croire qu'elles resteront insuffisantes, voire inutiles.

En tout dernier lieu, nous espérons que cette démarche irrévocablement féministe saura susciter une réflexion plus accrue sur au moins trois aspects fondamentaux, qui mériteraient que l'on s'y intéresse davantage : (1) revoir la notion de sécurité, dont les aspects genrés sont trop souvent passés sous silence, nous empêchant de réfléchir à la sécurité de *toutes* et tous, en tout lieu et à tout moment ; (2) déconstruire le binôme protecteur/protégée, qui reproduit l'idée que les femmes seraient naturellement des êtres passifs, incapables de violence et incapables de résistance ; et (3) réfléchir à des stratégies et tactiques de résistance susceptibles d'engager des changements positifs, tout en évitant de jouer le jeu du *racket*.

ANNEXE A

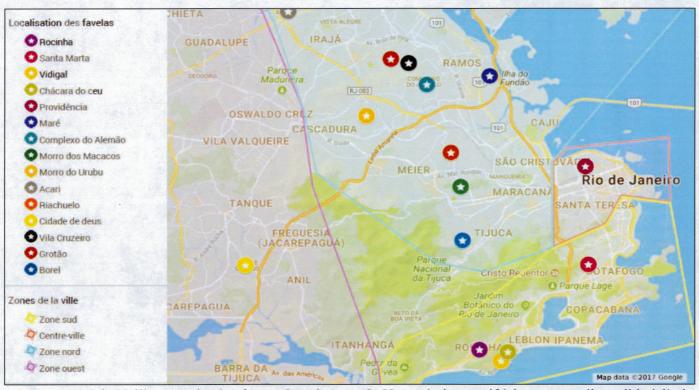
TABLEAU DES FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE

Favela (ou quartier)	Zone de la ville	Date d'instauration de l'UPP	Personne rencontrée	Méthode de collecte de données	Informations supplémentaire	Contexte de citation
Acari	Zone nord				Est aussi connue pour la <i>Chacina de Acari</i> (1990).	Mães de Acari
Borel	Zone nord	7 juin 2010	<u>Amanda</u>	Entrevue (S'est jointe à notre entrevue avec <u>Luísa</u>)	Est aussi connue pour la Chacina do Borel (2003).	
Chácara do Ceu	Zone sud	18 janvier 2012	1 femme	Focus group	A été pacifiée en même temps que Vidigal, située tout près.	
Cidade de Deus	Zone ouest	16 février 2009	- -		Connue pour le film qui raconte l'évolution du trafic de drogue dans les années 1970-1980, réalisé par Fernando Meirelles et Kátia Lund.	En référence aux jeunes qui y ont été retrouvés morts en novembre 2016.
Complexo do Alemão	Zone nord	UPPs de Nova Brasília, Adeus e Baiana, Alemão et Fazendinha; avril et mai 2012	<u>Lívia</u> et <u>Fernanda</u>	Entrevues (2) et observation participante (EDUCAP)	Est constitué de plusieurs <i>favelas</i> . On y retrouve un téléférique depuis 2011.	
Grotão (Complexo da Penha)	Zone nord	UPP de Chatuba; 27 juin 2012	Leader communautaire	Observation participante, accompagnée de <u>Lívia</u>	Lieu où l'on retrouve une UPP construite directement à côté des terrains de jeu et de la garderie.	On peut observer des trous de balle dans les murs de la garderie.
(Conjunto de favelas da) Maré	Zone nord	Occupation militaire du 5 avril 2014 au 30 juin 2015.	Sofia et Maria	Entrevues (2) et observation participante lors d'une soirée	L'occupation militaire de 2014 devait y permettre l'instauration d'une UPP. Ces favelas sont situées stratégiquement entre deux autoroutes	Une résidente de Maré prend aussi la parole lors de l'audience Segurança pra quem?

				organisée par AMaréVê	(Linha Amarela et Linha Vermelha) et près de l'aéroport international.	
Morro do Urubu	Zone nord		<u>Júlia</u>	Entrevue		
Morros dos Macacos	Zone nord	30 novembre 2011	<u>Isabella</u>	Entrevue	Située près du stade Maracanã où ont eu lieu les cérémonies d'ouverture et de fermeture des Jeux olympiques 2016.	
Providência	Centre	26 avril 2010			Première <i>favela</i> de Rio de Janeiro. Aujourd'hui située tout près de la gare « Central do Brasil ».	Importance pour comprendre l'émergence des premières favelas.
Riachuelo (bairro)	Zone nord				Nous y retrouvons les <i>favelas</i> de Jacarezinho (<i>favela</i> pacifiée le 16 janvier 2013) et Rato molhado.	Lieu où a été tué le fils de <u>Luísa</u> , rencontrée en entrevue.
Rocinha	Zone sud	20 septembre 2012	5 femmes	Focus group	Le plus grand bidonville d'Amérique latine.	
Santa Marta	Zone sud	19 décembre 2008	<u>Nina</u>	Entrevue	Première favela pacifiée.	
Vidigal	Zone sud	18 janvier 2012			Plusieurs personnes montent dans la favela pour faire le sentier pédestre des Dois Irmãos.	Mentionnée lors de notre focus group, surtout en lien avec la gentrification.
Vila Autódromo	Zone ouest				Cette <i>favela</i> a été détruite afin de faire place aux infrastructures olympiques.	Mentionnée en lien avec sa destruction en 2016.
Vila Cruzeiro (Complexo da Penha)	Zone nord	28 août 2012	<u>Anna</u>	Observation participante effectuée avec <u>Lívia</u> (EDUCAP)		

ANNEXE B

CARTE DES FAVELAS ET DES PARTICIPANTES À LA RECHERCHE



Source : Anne-Marie Veillette sur la plateforme Google maps©. Un accès interactif à la carte est disponible à l'adresse suivante : https://drive.google.com/open?id=1k64mSwxJeNs-TyU2FE2CTb8OtJ8&usp=sharing.

ANNEXE C

THÉMATIQUES ET SOUS-THÉMATIQUES IDENTIFIÉES DANS L'ANALYSE DE DONNÉES

	Chapitre 2		Chapitre 3	Chapitre 4			
Militarisation (Violences directes)	Sous-thématiques	Impacts (violences indirectes)	Sous-thématiques	Résistances	Sous-thématiques		
	Violence physique (meurtres, blessures)	3.1.	Aucun	.1.	Survie		
2.	Destructions	m 3	Espoirs brisés) u(Enfants hors trafic		
Section 2.1	Invasions	Section	Application différée (temps, espace, etc.)	Section 4.1.	générationnelle		
× ×	Violences sexuelles		Manque informations		Se cacher (masquer)		
	Corruption	~;	Insécurité		Confrontation verbal		
0.;	Contrôle	3.2	Augmentation criminalité		Refus d'obtempérer Peur douleur		
Sectio n 2.2.	Surveillance	Section	Présence armes				
Ω̈́α	menaces	ect	Violences domestiques	.2.			
3 n n.e	Stigmatisation	Q	Exacerbe masculinité	n 4	tristesse		
Se cti S	Dévalorisation	.	Meilleurs services publics	Section 4.2	Détresse psychologique		
		33	Meilleure qualité de vie	Sec	Héritages		
		u o	Valorisation(du territoire)		Conditions matérielle		
		Section	Déplacement des personnes		Conditions familiale		
		Š	Favorise les élites		Difficultés d'organisat		

	Économie locale		Résistances locales au changement
	Tourisme		Répression
	Inégalités sociales		Manifestation
	Transformation relations sociales		Ouverture d'espaces
3.4.	Moins de vie communautaire	4.3.	Système de justice
ection	Empêche activités quotidiennes	Section	Implication communautaire
Se	Prise en charge	Š	Organisation collective
g to partic	Santé		Mouvements sociaux
	N'obtient pas justice		Communication
			Éducation populaire

ANNEXE D

TABLEAU DES HOMICIDES DÉCOULANT D'UNE OPPOSITION À L'INTERVENTION POLICIÈRE COMMIS SUR LES TERRITOIRES OCCUPÉS PAR UNE UPP À RIO DE JANEIRO, DE 2007 À 2016

UPP	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015	2016	Total général	Total depuis l'instauration de l'UPP
Adeus / Baiana	4	2	0	0	0	0	0	0	0 .	0	6	0
Alemão	4	0	0	0	0	0	0.	3	8	4	19	15
Andaraí	10	7	4	4	1	0	0	0	0	0	26	5
Arará / Mandela	1	2	0	2	6	3	0	0	-0	0	14	0
Barreira do Vasco / Tuiuti	2	2	0	0	1	1	3	0	0	0	9	3
Batan	2	0	0	0	0	0	. 1	0	0	0	3	1
Borel	5	31	11	4	0	0	0.	0	1	0	24	5
Саји	6	3	-1	1	1	0	0	0	1	0	13	1
Camarista Méier	2	3	6	0	0	0	0	0	1	0	12	1
Cerro-Corá	0	3	0	0	1	0	0	0	0	0	4	0
Chapéu Mangueira / Babilônia	0	2	0	-0	0	0	0	. 1	0	0	3	. 1
Chatuba	3	3	0	0	0	. 0	0	0	2	0	8	2
Cidade de Deus	19	26	3	0	1	0	2	1	1	2	55	10
Coroa / Fallet / Fogueteiro	0	3	14	2	0	4	0	.3	2	0	28	9
Escondidinho / Prazeres	2	0	3	1	0	0	0	0	0	4	10	4,
Fazendinha	1	0	0	1	0	0	0	1	0	1	4	2
Fé / Sereno	3	1	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0

Formiga	2	2	6	0	0	0	0	0	0	0	10	0
Jacarezinho	11	9	10	1	- 5	4	2	0	3	7	52	12
Lins	6	1	1	1	1	3	2	1	0	0	16	3
Macacos	11	1	3	2	1	0	0	-1	0	1	20	3
Mangueira	8	2	3	0	2	0	-0	1	2	1	19	6
Mangueirinha	10	3	10	3	5	3	1	0	0	1	36	1
Manguinhos	2	0	- 1	0	2	1	0	0	0	2	8	2
Nova Brasília	0.	0	0	1	0	2	0	- 3	5	0	11	10
Parque Proletário	0	2	0	0	0	0	-0	0	0	0	2	0.
Pavão-Pavãozinho	3 .	3	5	0	1	-0	1	1	2	1	17	11
Providência	6	2	6	0	0	0	2	0	2	3	21	7
Rocinha	0	1	0	6	0	5	1	4	1	0	18	11
Salgueiro	2	1	2	1	0	0	0	0	2	0	8	3
Santa Marta	3	3	0	0	0	0.	0	0	0	1	7	4
São Carlos	3	7	5	1	0	1	2	1	1	3	24	8
São João / Matriz / Quieto	6	1	5	4	0	0	0	1	1	1	19	3
Tabajaras e Cabritos	7	10	9	0 .	0	0	0	0	0	1	27	1
Turano	11	2	9	3	0	0	1	0	1	2	29	7
Vidigal	0	4	0	0	0	0	0	0	0	0	4	0
Vila Cruzeiro	19	25	0	1	0	1	0	1	2	2	51	6
Vila Kennedy	6	0	11	13	10	9	2	1	0	1	53	2
Total général	180	139	128	52	38	37	20	24	38	38	694	159

Les statistiques sont celles de l'ISP (s.d. -a) et le tableau est de notre cru.

BIBLIOGRAPHIE

- 25 anos da chacina de Acari expõe crise aguda do sistema de justiça criminal no Brasil (2015, 24 juillet). *Anistia internacional*. Récupéré le 7 mai 2017 de https://anistia.org.br/noticias/25-anos-da-chacina-de-acari-expoe-crise-aguda-sistema-de-justica-criminal-brasil/
- Adorno, S. (2005). Le monopole étatique de la violence : le Brésil face à l'héritage occidental. *Cultures et Conflits*, 59, 149-174. http://dx.doi.org/10.4000/conflits.1883
- Agamben, G. (2003). Homo Sacer II: État d'exception. Paris : Seuil.
- Aguilera, A. V. (2013). Urban Surges: Power, Territory, and the Social Contrôl of Space in Latin America. *Latin American Perspectives*, 40(21), 21-34.
- Alemany, C. (2000). Violences. Dans H. Hirata, F. Laborie, H. Le Doaré et D. Senotier (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme* (p. 259-263). Paris : Presses universitaires de France.
- Almendra, D. (2014). As UPPs, as Elites e a Imprensa: militarização e consumo no processo de "pacificação" de favelas do Rio de Janeiro. *Revista Paranaense de Desenvolvimento*, 35(126), 61-89.
- Alves, M.H.M. et Evanson, P. (2011). Living in the Crossfire: Favela Residents, Drug Dealers, and Police Violence in Rio de Janeiro. Philadelphie: Temple.
- Amnesty International. (2008). Survivre et lutter: les femmes et la violence urbaine au Brésil. Londres : Amnesty International.
- Amnesty International. (2015). Brazil: You Killed my Son: Homicides by Military Police in the City of Rio de Janeiro. Rio de Janeiro: Anistia Internacional Brasil.
- Amoroso, M., Brum, M. et Gonçalves, R. S. (2014). Police, participation et accès aux droits dans des favelas de Rio de Janeiro : l'expérience des Unités de police de pacification (UPP). *L'ordinaire des Amériques*, 216.
- Araújo, F. A. (2007). *Do luto à luta: a experiência das Mães de Acari*. (mémoire de maîtrise). Universidade federal do Rio de Janeiro.
- Arias, E.D. (2004). Faith in Our Neighbors: Networks and Social Order in Three Brazilian Favelas. *Latin American Politics and Society*, 46(1), 1-38.

- Arias, E.D. (2006). The Dynamics of Criminal Governance: Networks and Social Order in Rio de Janeiro. *Journal of Latin American Studies*, 38(2), 293-325.
- Bailey, S.R. (2004). Group Dominance and the Myth of Racial Democracy: Antiracism Attitudes in Brazil. *American Sociological Review*, 69(5), 728-747.
- Beauchesne, L. (2009). *Être policière : une profession masculine*. (Nouv. éd. rev. et augm. éd.). Montréal : Bayard.
- Beaud, J.-P. (2009). L'échantillonnage. Dans B. Gauthier (dir.), *Recherche sociale: de la problématique à la collecte de données* (p. 251-283). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Benjamin, W. (2012 [1921]). Critique de la violence. Paris : Payot et Rivages.
- Bittner, E. (1970). The Functions of the Police in Modern Society: A Review of Background Factors, Current Pratices, and Possible Role Models. Chevy Chase: National Institute of Mental Health.
- Bogueira, I. (2016, 17 juin). Rio decreta calamidade pública por crise financeira e Olimpíada. *Folha de São Paulo*. Récupéré le 17 juin 2016 de http://www1.folha.uol.com.br/mercado/2016/06/1782893-rio-decreta-calamidade-publica-por-crise-financeira-e-olimpiada.shtml
- Bourgois, P. (2004). The Continuum of Violence in War and Peace: Post-Cold War Lessons from El Salvador. Dans N. Scheper-Hughes et P. Bourgois (dir.), *Violence in War and Peace: An Anthology* (p. 425-435). Malden/Oxford/Victoria: Blackwell Publishing.
- Bourlet, A. (1990). *Police Intervention in Marital Violence*. Milton Keynes: Angleterre Open University Press.
- Brum, M. (2012). *Memórias da remoção: o incêndio da Praia do Pinto e a 'culpa' do governo*. Communication présentée au XI Encontro nacional de História Oral–Memória, democracia e justiça, Universidade Federal do Rio de Janeiro (UFRJ).
- Campos, A. (2005). Do Quilombo à Favela: A Produção do "Espaço Criminalizado" no Rio de Janeiro. Rio de Janeiro: Bertrand Brasil.
- Cano, I., Borges, D. et Ribeiro, E. (2012). "Os Donos do Morro": Uma análise exploratória do impacto das Unidades de Polícia Pacificadora (UPPs) no Rio de Janeiro. Rio de Janeiro: Fórum brasileiro de segurança pública em cooperação com o Laboratório de Análise da Violência.

- Cano, I. et Duarte, T. (2014). Milícias. Dans R. S. de Lima, J.L. Ratton, et R. G. de Azevedo (dir.), *Crime, polícia e justiça no Brasil* (p. 325-333). São Paulo : Editora contexto.
- Cardi, C. et Pruvost, G. (2012). Introduction générale. Penser la violence des femmes: enjeux politiques et épistémologiques. Dans C. Cardi et G. Pruvost (dir.), Penser la violence des femmes (p. 13-67). Paris : La découverte.
- Carvalho, J.M. (2004 [1987]). Os bestializados. O Rio de Janeiro e a república que não foi. São Paulo: Companhia das letras.
- Centro Brasileiro de Estudos Latino-Americanos (2015). *Mapa da violência 2015: homicídio de mulheres no Brasil.* São Paulo : Waiselfisz, J.J. Récupéré le 30 avril 2017 de http://www.mapadaviolencia.org.br/pdf2015/MapaViolencia_2015_mulheres.pdf.
- Centro de Estudos de Segurança e Cidadania (CESeC). [s. d.]. *UPP: O que pensam os policiais, 2014.* (2014). Rio de Janeiro. Récupéré le 27 juillet 2017 de https://www.ucamcesec.com.br/wp-content/uploads/2011/09/FolderA3-CESeC-final.pdf
- Chétry, M. (2013). La domination territoriale des favelas par les trafiquants de drogue à Rio de Janeiro. *Espaces et sociétés*, 155(4), 79-93.
- Collins, P.H. (2009). *Black Feminist Thought*. (2 éd.). New York/Londres: Routledge.
- Collins, P.H. et Bilge, S. (2016). *Intersectionality: Key Concepts*. Oxford/Boston: John Wiley & Sons.
- Comack, E. (2012). *Racialized Policing: Aboriginal Peuple's Encounters with the Police*. Halifax/Winnipeg: Fernwood Publishing.
- Comitê Popular Copa & Olimpíadas Rio (2015). *Rio 2016 Olympics: The Exclusion Games*. Rio de Janeiro. Récupéré le 6 août 2016 de http://www.streetchildrenresources.org/wp-content/uploads/2016/01/Rio-2016-Olympics-The-Exclusion-Games.pdf
- Connell, R. (1990). The State, Gender, and Sexual Politics: Theory and Appraisal. Theory and Society, 19(5), 507-544.
- Corossacz, V.R. (2004). *Identité nationale et procréation au Brésil : sexe, classe, race et stérilisation féminine*. Paris : Harmattan.
- Costa, I.F. (2005). *Polícia e sociedade: gestão de segurança pública violência e controle social*. Salvador : EDUFBA.

- Da Matta, R. (1987). Relativizando: uma introdução. Rio de Janeiro: Editora Rocco.
- Da Silva, L.A.M. (1967). A política na favela. Cadernos Brasileiros, IX(41), 35-47.
- Da Silva, L.A.M.(2014). Violência e ordem social. Dans R.S. de Lima, J.L. Ratton et R.G. De Azevedo (dir.), *Crime, polícia e justiça o Brasil* (p. 26-34). São Paulo: Editora contexto.
- Davis, M. (2007). Le pire des mondes possibles : de l'explosion urbaine au bidonville global. Paris : La Découverte.
- De Certeau, M. (1984). *The Pratice of Everyday Life*. (Rendall, S., Trad.). Berkeley/Los Angeles/Londres: University of California Press.
- Deslauriers, J.-P. (1991). Recherche qualitative: guide pratique. Montréal: McGraw-Hill.
- Dispõe sobre a implementação, estrutura, atuação e funcionamento das unidades de polícia pacificadora (UPP) no Estado do Rio de Janeiro e dá outras providências, (2011). Decreto 42. 787. 1069800 C.F.R. Récupéré le 16 janvier 2015 de http://arquivos.proderj.rj.gov.br/isp_imagens/Uploads/DecretoSeseg42.787Upp.pdf
- Do Brasil, C.I. (2015, 9 juillet). Comissão da Escravidão Negra no Rio negocia dados de universidade americana. *Agência Brasil*. Récupéré le 10 mai 2017 de http://www.ebc.com.br/cidadania/2015/04/comissao-da-escravidao-negra-no-rio-negocia-dados-de-universidade-americana
- Dos Santos, S.B. (2008). Brazilian black women's NGOs and their struggles in the area of sexual and reproductive health: Experiences, resistance, and politics. (Thèse de doctorat). The University of Texas at Austin.
- Dos Santos, S.B. (2012). Controlling Black Women's Reproductive Health Rights: An Impetus to Black Women's Collective Organizing. *Cultural Dynamics*, 24(1), 13-30.
- Dottolo, A.L. et Stewart, A.J. (2008). "Don't Ever Forget Now, You're a Black Man in America": Intersections of Race, Class and Gender in Encounters with the Police. *Sex Roles*, 59, 350-364.
- Duprez, D. (2012). Comment parlent-elles de la violence? Récits de jeune filles brésiliennes engagées dans des activités criminelles. Dans C. Cardi et G. Pruvost (dir.), *Penser la violence des femmes* (p. 257-274). Paris : La découverte.
- Dupuis-Déri, F. (2010). La violence des policiers contre les femmes. Montréal : Collectif opposé à la brutalité policière.

- Edwards, S.S.M. (1989). Policing 'Domestic' Violence Women, the Law and the State. London: Sage.
- Elias, N. (2000 [1939]). The Civilizing Process: Sociogenetic and Psychogenetic Investigation. (Revised Edition). Malden/Oxford/Victoria: Blackwell Publishing.
- Fanon, F. (2002 [1961]). Les damnés de la terre. Paris : La découverte/Poche.
- Felson, R.B., Messner, S.F., Hoskin, A.W. et Deane, G. (2002). Reasons for Reporting and not Reporting Domestic Violence to the Police. *Criminology*, 40(3), 617-648.
- Fleury, S. (2012). Militarização do social como estratégia de integração: o caso da UPP do Santa Marta. *Sociologias*, 14(30), 194-222.
- Foucault, M. (1975). Surveiller et punir: naissance de la prison. Paris : Gallimard.
- Freeman, J. (2014). Raising the Flag over Rio de Janeiro's Favelas: Citizenship and Social Control in the Olympic City. *Journal of Latin American Geography*, 13(1), 7-38.
- Freyre, G. (2006 [1933]). Casa-grande e senzala. São Paulo: Global Editora.
- Gadea, C.A. (2013). Negritude e pós-africanidade: crítica das relações raciais contemporâneas. Porto Alegre: Editora Sulina.
- Galeano, E. (2012 [1989]). Le livre des étreintes. (Guillaumin, P., Trad.). Montréal : Lux éditeur.
- Garmany, J. (2014). Space for the State? Police, Violence, and Urban Poverty in Brazil. *Annals of the Association of American Geographers*, 104(6), 1239-1255.
- Gay, R. (1990). Community Organization and Clientelist Politics in Contemporary Brazil: A Case Study from Suburban Rio de Janeiro. *International Journal of Urban and Regional Research*, 14(4), 648-666.
- Gay, R. (2005). Lucia: Testimonies of a Brazilian Drug Dealer's Woman. Philadelphie: Temple University Press.
- Giacomini, S.M. (2016). Femmes et esclaves: l'expérience brésilienne. Donnemarie-Dontilly: Editions IXE.
- Giannotti, C.S. (2016). Experiência em comunicação popular no Rio de Janeiro ontem e hoje: Uma história de resistência nas favelas cariocas. Rio de Janeiro: Núcleo Piratininga de comunicação/Fondação Rosa Luxemburgo.

- Goffman, A. (2014). On the Run: Fugitive Life in an American City. Chicago/Londres: The University of Chicago Press.
- Goirand, C. (2001). La politique des favelas. Paris : Karthala.
- Goldstein, D.M. (2003). Laughter out of Place: Race, Violence, and Sexuality in a Rio Shantytown. Berkeley/Los Angeles/Londres: University of California Press.
- Gomes, F. d. S. (2006). Histórias de quilombolas: mocambos e comunidades de senzala no Rio de Janeiro, século XIX. São Paulo: Companhia das letras.
- Gonçalves, R.S. (2010). Les favelas de Rio de Janeiro histoire et droit XIXe et XXe siècles. Paris: L'Harmattan.
- Gonçalves, R.S. (2013). Une discipline olympique? Le retour des politiques d'éradication des favelas à Rio de Janeiro. *Mouvements*, 2(74), 24-32.
- Gonçalves, R.S. (2017). Les sociétés d'approvisionnement d'eau de la favela Formiga à Rio de Janeiro. *EchoGéo*, 40. http://dx.doi.org/10.4000/echogeo.14946
- Granja, P. (2015). *UPP: o novo dono da favela Cadê o Amarildo?* Rio de Janeiro : Editora Revam.
- Guimarães, A.S.A. (1999). Racismo e antirracismo no Brasil. São Paulo: Editora 34.
- Hamrouni, N. (2015). Malreconnaissance, déni des droits, déshumanisation: en quels termes penser l'injustice faite aux femmes racisées? Dans N. Hamrouni et C. Maillé (dir.), Le sujet du féminisme est-il blanc? Femmes racisées et recherche féministe (p. 109-131). Montréal : Les éditions du remue-ménage.
- Haraway, D. (2004). Situated Knowledge: The Science Question in Feminism and the Privilege of Partial Perspective. Dans S. Harding (dir.), *The Feminist Standpoint Theory Reader: Intellectual and Political Controversies* (p. 81-101). New York et Londres: Routledge.
- Harding, S. (1988). Is There a Feminist Method? Dans S. Harding (dir.), Feminism and Methodology. Bloomington and Indianapolis: Indiana University Press.
- Harvey, D. (2010). Géographie et capital : vers un matérialisme historicogéographique. Paris : Éditions syllepse.
- Hasenbalg, C. et Silva, N.d.V. (1992). Relação raciais do Brasil contemporâneo. Rio De Janeiro: Rio Fundo Editora.
- Hess, R. (2000 [1974]). Avant-propos. Dans H. Lefebvre (dir.), *La production de l'espace* (p. V à XVI). Paris : Anthropos.

- Holloway, T.H. (1993). Policing Rio de Janeiro: Repression and Resistance in a 19th-Century City. Redwood: Standford University Press.
- hooks, b. (2015 [1981]). Ne suis-je pas une femme? Femmes noires et féminisme. Paris : Éditions Camboukaris.
- Huggins, M.K. (1991). Vigilantism and the State in Modern Latin America Essays on Extralegal Violence. New York: Praeger.
- Huggins, M.K. (1997). From Bureaucratic Consolidation to Structural Devolution: Police Death Squads in Brazil. *International Journal of Research and Policy*, 7(4), 207-234.
- Human Right Watch. (2016). "Good Cops Are Afraid": The toll of Unchecked Police Violence in Rio de Janeiro. New York: Human Right Watch.
- Hume, M. (2009). Researching the Gendered Silences of Violence in El Salvador. *IDS Bulletin*, 40(3), 78-85.
- Husain, S. (2009). On the Long Road to Demilitarization and Professionalization of the Police in Brazil. Dans Uildriks, N. A. (dir.), *Policing Insecurity: Police Reform, Security, and Human Rights in Latin America* (p. 47-78). Lanham: Lexington Books.
- INCITE! Women of Color Against Violence. [s.d.]. Law Enforcement Violence
 Against Women of Color & Trans People of Color: A Critical Intersection of
 Gender Violence & State Violence. Redmond: INCITE!
- Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). (2000). *Censo 2000*. Brasília : Ministério do Planejamento, Desenvolvimento e Gestão. Récupéré le 12 décembre 2016 de http://www.ibge.gov.br/home/estatistica/populacao/default_censo_2000.shtm
- Instituto Brasileiro de Geografia e Estatística (IBGE). (2010). *Censo 2010*. Brasília : Ministério do Planejamento, Desenvolvimento e Gestão. Récupéré le 12 décembre 2016 de http://censo2010.ibge.gov.br/apps/agsn2/
- Instituto de Segurança Pública (ISP). (2016). Rio de Janeiro: a Segurança Pública em números: Evolução dos principais indicadores de criminalidade e atividade policial no Estado do Rio de Janeiro 2003 a 2015. Rio de Janeiro: Governo do Rio de Janeiro.
- Instituto de Segurança Pública (ISP). [s.d.-a]. *Estatísticas: Letalidade Violenta*. Récupéré le 25 mars 2017 de http://www.isp.rj.gov.br/Conteudo.asp?ident=137
- Instituto de Segurança Pública. [s.d.-b]. *Relatório Temático Bala Perdida*. Récupéré le 25 mars 2017 de http://www.isp.rj.gov.br/Conteudo.asp?ident=47

- Instituto Pereira Passos (IPP). (2017) *Rio em Síntese*. Récupéré le 19 août 2017 de http://www.data.rio/pages/rio-em-sntese-2
- Jasper, J.M. (1998). The Emotions of Protest: Affective and Reactive Emotions In and Around Social Movements. *Sociological Forum*, 13(3), 397-424.
- Jeppesen, S. (2015/2016). Understanding Alternative Media Power: Mapping Content & Pratice to Theory, Ideology, and Political Action. *Democratic communiqué*, 27, 54-77.
- Juteau, D. (2010). "Nous" les femmes: sur l'indissociable homogénéité et hétérogénéité de la catégorie. *L'homme et la société* (176-177), 65-81.
- Karam, M.L. (2015). Violência, militarização e 'guerra às droguas'. Dans *Bala perdida: a violência policial no Brasil e os desafios para sua superação* (p. 33-38). São Paulo : Boitempo Editorial.
- Kergoat, D. (2000). Division sexuelle du travail et rapports sociaux de sexe. Dans H. Hirata, F. Laborie, H. Le Doaré et D. Senotier (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme* (p. 35-44). Paris : Presses universitaires de France.
- Kergoat, D. (2012 [1992]). À propos des rapports sociaux de sexe. Dans D. Kergoat, (dir.), Se battre, disent-elles (p. 101-110). Paris : La Dispute.
- Kergoat, D. (2012 [2009]). Dynamique et consubstantialité des rapports sociaux. Dans D. Kergoat (dir.), *Se battre, disent-elles...* (p. 125-144). Paris : La Dispute.
- Lamoureux, D. (2004). Public/privé. Dans H. Hirata, F. Laborie, H. Le Doaré et D. Senotier (dir.), *Dictionnaire critique du féminisme* (p. 185-194). Paris : Presses universitaires de France.
- Lazreg, M. (2010). Féminisme et différence. Les dangers d'écrire en tant que femme sur les femmes en Algérie. *Les Cahiers du CEDREF*, 17, 73-105.
- Leal, L.N. (2011, 11 décembre). Ninguém sabe quantas favelas existem no Rio. *Estadão*. Récupéré de http://sao-paulo.estadao.com.br/noticias/geral,ninguem-sabe-quantas-favelas-existem-no-rio-imp-,809440
- Leeds, E. (1996). Cocaine and Parallel Polities in the Brazilian Urban Periphery: Constraints on Local-Level Democratization. *Latin American Research Review*, 31(3), 47-83.
- Leeds, E. (2007). Serving States and Serving Citizens: Halting Steps toward Police Reform in Brazil and Implications for Donor Intervention. *Policing and Society: An International Journal of Research and Policy*, 17(1), 21-37.

- Lefebvre, H. (2000 [1974]). La production de l'espace. Paris : Anthropos.
- Les sorcières. (2016). Contre-attaques féministes contre ta matraque: recueil de témoignages féministes sur la brutalité policière. Montréal.
- Lontra, T. (2014, 18 mars). Barbarie: Um "saco" com quatro filhos. *Geledés*. Récupéré le 4 mai 2017 de https://www.geledes.org.br/barbarie-um-saco-com-quatro-filhos/#gs.1jUk1lc
- Martins, M.A. (2013, 19 septembre). Família de Amarildo tinha problemas com PMs da UPP, dizem moradores. *Folha de São Paulo*. Récupéré le 12 décembre 2016 de http://www1.folha.uol.com.br/cotidiano/2013/09/1344693-familia-de-amarildo-tinha-problemas-com-pms-da-upp-dizem-moradores.shtml
- Masson, S. (2009). Sexe, race et colonialité. Point de vue d'une épistémologue postcoloniale latino-américaine féministe. Dans E. Dorlin (dir.), Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination (p. 183-200). Paris : Presses universitaires de France.
- Ministério de Planejamento. [s. d.]. *Sobre o PAC*. Récupéré le 7 juin 2017 de http://www.pac.gov.br/sobre-o-pac
- Misse, M. (2008). Le movimento. Les rapports complexes entre trafic, police et favelas à Rio de Janeiro. *Déviance et Société*, 32(4), 495-506.
- Mohanty, C.T. (2009). Sous le regard de l'Occident: recherche féministe et discours colonial. Dans E. Dorlin (dir.), Sexe, race, classe, pour une épistémologie de la domination (p. 149-182). Paris : Presses universitaires de France.
- Molinier, P. (2012). Éthique et travail du "care". *Texto para Discussão CEM* (13), São Paulo: Centro de Estudos da Metrópole. Récupéré le 2 juin 2017 de http://www.fflch.usp.br/centrodametropole/antigo/static/uploads/013_2012_% 20pascale molinier.pdf
- Moura, T. (2008). Rostos invisívéis da violência armada: um estudo de caso sobre o Rio de Janeiro. *Niterói*, 8(2), 227-256.
- Moura, T., Santos, R. et Soares, B.M. (2012). Auto de resistência: A acção colectiva de mulheres familiares de vítimas de violência armada policial no Rio de Janeiro. *Revista Crítica de Ciências Sociais*(88), 185-205.
- Mourão, B.M. (2013). *UPPs: Uma polícia de que gênero?* (Relatório parcial da pesquisa : Mulheres Policias nas UPPs: Experiências e Representações). Rio de Janeiro : Universidade Candido Mendes.
- Narayan, U. (1993). La collaboration à travers les différences: quelques réflexions sur les émotions et la pratique politique. *Canadian Journal of Women and the Law*, 6, 66-84.

- Nascimento, A.d. (1978). O genocídio do negro brasileiro: processo de um racismo mascarado. Rio de Janeiro: Paz e terra.
- Ninnin, J. (2014). Ordre social, ordre spatial: territorialisation des politiques de sécurité publique à Rio de Janeiro. *EchoGéo*, 28, 1-14. http://dx.doi.org/10.4000/echogeo.13794
- Nunes, N.R.d.A. (2015). Mulher de favela: a feminização do poder através do testemunho de quinze lideranças comunitárias do Rio de Janeiro. (Thèse de doctorat). Pontifica Universidade Católica do Rio de Janeiro.
- Unidade de polícia pacificadora. [s. d.]. *O que é?* Récupéré le 16 janvier 2015 de http://www.upprj.com/index.php/o que e upp
- Olavarria Berenguer, L. (2014). The Favelas of Rio de Janeiro: A Study of Socio-Spatial Segregation and Racial Discrimination. *Iberoamerican Journal of Development Studies*, 3(1), 104-134.
- Pateman, C. (1988). The Sexual Contract. Stanford: Stanford University Press.
- Pearce, J. (2006). Bringing Violence 'Back Home': Gender Socialisation and the Transmission of Violence through Time and Space. Dans H. Anheier, M. Kaldor et M. Glasius (dir.), *Global Civil Society* 2006/07 (p. 42-60). Londres: SAGE Publications Ltd.
- Peralva, A. (1998a). Violence urbaine, démocratie et changement culturel : l'expérience brésilienne (Partie 1). *Cultures et conflits* (29-30), 454-468. http://dx.doi.org/10.4000/conflits.704
- Peralva, A. (1998b). Violence urbaine, démocratie et changement culturel : l'expérience brésilienne (Partie 2). *Cultures et conflits*(29-30), 420-437. http://dx.doi.org/10.4000/conflits.706
- Perlman, J.E. (1977). O mito da marginalidade: favelas e política no Rio de Janeiro. (Portinho, W. M., Trad.). Rio de Janeiro: Paz e terra.
- Perlman, J.E. (2004). Marginality: From Myth to Reality in the Favelas of Rio de Janeiro, 1969-2002. Dans A. Roy et N. AlSayyad (dir.), *Urban Informality: Transnational Perspectives from the Middle East, Latin America, and South Asia* (p. 105-146). Lanham: Lexington Books.
- Peterson, V.S. (1992). Security and Sovereign State: What is at Stake in Taking Feminism Seriously? Dans V. S. Peterson (dir.), *Gendered States: Feminist (Re)Visions of International Relations Theory* (p. 31-64). Boulder/Londres: Lynne Rienner.

- Pinheiro, P.S. (1982). Polícia e crise política: o caso das polícias militares. Dans M. C. Paoli, M.V. Benevides, P. S. Pinheiro et R. da Matta (dir.), *Violência brasileira* (p. 57-92). São Paulo: Brasiliense.
- Polícia civil do Estado do Rio de Janeiro (2009). *Delegacias*. Récupéré le 25 juillet 2017 de http://www.policiacivil.rj.gov.br/delegacia.asp#deam
- Pruvost, G. (2007). Anatomie politique, professionnelle et médiatique des femmes dans la police. *Cahiers du Genre*, 42(1), 43-60.
- Reinharz, S. (1992). Feminist Methods in Social Research. New York/Oxford: Oxford University Press.
- Ribeiro, D. (1995). O povo brasileiro. São Paulo: Companhia de Bolso.
- Ribeiro, L. (2014). O nascimento da polícia moderna: uma análise dos programas de policiamento comunitário implementados na cidade do Rio de Janeiro (1983-2012). *Análise Social*, 49(211), 272-309.
- Riccio, V., Ruediger, M.A., Ross, S.D. et Skogan, W. (2013). Community Policing in the Favelas of Rio de Janeiro. *An International Journal*, 14(4), 308-318.
- Rigouste, M. (2012). La domination policière: une violence industrielle. Paris : La fabrique.
- Rinaldi, A.d.A. (2015). A sexualização do crime no Brasil: um estudo sobre criminalidade feminina no contexto de relações amorosas [1890-1940]. Rio de Janeiro: Mauad X; FAPERJ.
- Rio registra 56 PMs mortos este ano (2017, 23 avril). *O Dia*. Récupéré le 7 mai 2017 de http://odia.ig.com.br/rio-de-janeiro/2017-04-23/dois-pms-sao-mortos-emmenos-de-meia-hora.html
- Ritchie, A.J. (2006). Law Enforcement Violence Against Women of Color. Dans *Color of Violence: The INCITE! Anthology* (p. 138-156). Cambridge: South End Press.
- Robin, M.-M. (2008 [2004]). Escadrons de la mort, l'école française. Paris : La découverte.
- Rocha, L.d.O. (2012). Black Mothers' Experiences of Violence in Rio de Janeiro. *Cultural Dynamics*, 24(1), 59-73.
- Rocher, G. (2013). La violence politique et sa légitimité. Dans I. Carel, R. Comeau et J-P Warren (dir.), *Violences politiques* (p. 19-36). Montréal : Lux.

- Rodgers, D. (2007). Joining the Gang and Becoming a Broder: The Violence of Ethnography in Contemporary Nicaragua. *Bullletin of Latin American Research*, 26(4), 444-461.
- Rodrigues, T. (2012). Narcotráfico e militarização nas Américas: vício de guerra. *Contexto Internacional*, 34(1), 9-41.
- Rodrigues, T. (2015, octobre). Drug-trafficking and Security in Contemporary Brazil. Dans *International Security A European–South American Dialogue* (p. 234-250). Rio de Janeiro: XII Forte de Copacabana Conference.
- Roslin, A. et Hope, S. (2016). *Police Wife: The Secret Epidemic of Police Domestic Violence*. (2 éd.). Lac Brome: Sugar Hill.
- Roy, S.N. (2009). L'étude de cas. Dans B. Gauthier (dir.), Recherche sociale: de la problématique à la collecte de données (5 éd., p. 199-225). Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Saillant, F. et Araújo, A.L. (2007). L'esclavagisme au Brésil : le travail du mouvement noir. *Ethnologie française*, 37(3), 457-466.
- Sanchez R., M. (2006). Insecurity and Violence as a New Power Relation in Latin America. *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*, 606, 178-195.
- Scheper-Hughes, N. (1993). Death without Weeping: The Violence of Everyday Life in Brazil. Berkeley/Los Angeles/Londres: University of California Press.
- Scheper-Hughes, N. et Bourgois, P. (2004). Introduction. Dans N. Scheper-Hughes et P.Bourgois (dir.), *Violence in War and Peace: An Anthology* (p. 1-31). Malden/Oxford/Victoria: Blackwell Publishing.
- Schumaher, S. et Brazil, É.V. (2013). *Mulheres negras do Brasil*. São Paulo : REDEH et Senac Editoras.
- Scott, J.C. (1990) Domination and the Arts of Resistance: Hidden Transcripts. New Haven/Londres: Yale University Press.
- Scott, J.C. (1998). Seeing Like a State: How Certain Schemes to Improve the Human Condition Have Failed. New Haven/London: Yale University Press.
- Scott, J.W. (2009). *Théorie critique de l'histoire: identités, expériences, politiques*. Paris : Fayard.
- Serra, C.H.A. et Rodrigues, T. (2014). Estado de Direito e Punição: a lógica da guerra no Rio de Janeiro. *Revista Paranaense de Desenvolvimento*, 35(126), 91-108.
- Silva, E.S. (2015). Testemunhos da Maré. Rio de Janeiro: Mórula editorial.

- Smith, D.E. (2004). Women's Perspective as a Radical Critique of Sociology. Dans S. Harding (dir.), *The Feminist Standpoint Theory Reader: Intellectual and Political Controversies* (p. 20-33). New York et Londres: Routledge.
- Soares, B.M., Moura, T. et Afonso, C. (2009). Auto de resistência: relatos de familiares de vítimas da violência armada. Rio de Janeiro: Viveiros de Castro Editora.
- Soares, L.E. (2000). Meu casaco de general: quinhentos dias. São Paulo: Companhia das letras.
- Soares, R. (2017, 26 juin). Policiais ocupam, sem permissão, casas de famílias no Complexo do Alemão. *Extra*. Récupéré le 26 juin 2017 de https://extra.globo.com/casos-de-policia/policiais-ocupam-sem-permissao-casas-de-familias-no-complexo-do-alemao-20980691.html#ixzz4aeEGbZl3
- Sprague, J. (2005). Feminist Methodologies for Critical Researchers: Bridging Differences. Oxford: AltaMira Press.
- Suborno no Caso Amarildo é confirmado pela Justiça Militar. (2015, 30 avril). *O Dia*. Récupéré le 15 mars 2017 de http://odia.ig.com.br/noticia/rio-de-janeiro/2015-04-30/suborno-no-caso-amarildo-e-confirmado-pela-justica-militar.html
- Telles, E.E. (1992). Residential Segregation by Skin Color in Brazil. *American Sociological Review*, 57(2), 186-197.
- Telles, E.E. (1995). Race, Class and Space in Brazilian Cities. *International Journal of Urban and Regional Research*, 19(3), 395-406.
- Terpstra, J. (2011). Two Theories on the Police: The Relevance of Max Weber and Emile Durkheim to the Study of the Police. *International Journal of Law, Crime and Justice*, 39, 1-11.
- Tilley, S.A. (2016). *Doing Respectful Research: Power, Privilege and Passion*. Halifax/Winnipeg: Fernwood Publishing.
- Tilly, C. (2000). La guerre et la construction de l'État en tant que crime organisé. *Politix*, 13(49), 97-117.
- Valladares, L. (2000). A gênese da favela carioca: a produção anterior às ciências sociais. Revista Brasileira de ciência sociais, 15(44), 5-34.
- Vargas, J.H.C. (2005). Genocide in the African Diaspora: United States, Brazil, and the Need for a Holistic Research and Political Method. *Cultural Dynamics*, 17(3), 267-290.

- Vargas, J.H.C. (2006). When a Favela Dares to Become a Gated Condominium: The Politics of Race and Urban Space in Rio de Janeiro. *Latin American Perspectives*, 33(4), 49-81.
- Vargas, J.H.C. (2013). Taking Back the Land: Police Operations and Sport Megaevents in Rio de Janeiro. *A Critical Journal of Black Politics, Culture, and Society,* 15(4), 275-303.
- Vargas, J.H.C. (2016, juin). O corpo negro magnetiza balas. Conférence présentée à l'Instituto de Filosofia e Ciências Sociais (IFCS), Universidade Federal do Rio de Janeiro (UFRJ)
- Vargas, J.H.C. et Alves, J.A. (2010). Geographies of Death: An Intersectional Analysis of Police Lethality and the Racialized Regimes of Citizenship in São Paulo. *Ethnic and Racial Studies*, 33(4), 611-636.
- Vickers, J. (1993). Women and War. Londres/New Jersey: Zed Books.
- Wacquant, L. (2008). The Militarization of Urban Marginality: Lessons from the Brazilian Metropolis. *International Political Sociology*, 2, 56-74.
- Weber, M. (1946). Politics as a Vocation. Dans H. H. Gerth et C. W. Mills (dir.), From Max Weber: Essays in Sociology (p. 77-128). New York/Oxford: Oxford University Press.
- Wilderson III, F.B. (2008). Biko and the Problematic of Presense. Dans A.

 Mngxitama, A. Alexander et N. C. Gibson (dir.), *Biko Lives! Contesting the Legacies of Steve Biko* (p. 95-114). New York: Palgrave Macmillan.
- Wilding, P. (2010). 'New Violence': Silencing Women's Experiences in the "Favelas" of Brazil. *Journal of Latin American Studies*, 42(4), 719-747.
- Wilding, P. (2012). Negotiating Boundaries: Gender, Violence and Transformation in Brazil. Basingstoke/New York: Palgrave Macmillan.
- Wilding, P. (2014). Gendered Meanings and Everyday Experiences of Violence in Urban Brazil. *Gender, Place & Culture*, 21(2), 228-243.
- Wilkinson, S. (1997). Focus Groups in Feminist Research: Power, Interaction, and the Co-Construction of Meaning. *Women's Studies International Forum*, 21(1), 111-125.
- Willis, G.D. et Prado, M.M. (2014). Process and Pattern in Institutional Reforms: A Case Study of the Police Pacifying Units (UPPs) in Brazil. *World Development*, 64, 232-242.

- World Bank. (2012). Bringing the State Back into the Favelas of Rio de Janeiro: Understanding Changes in Community Life after the UPP Pacification Process (Vol. 13230): The World Bank.
- Zaccone, O. (2015). Indignos de Vida: A forma juridica da política de extermínio de inimigos na cidade do Rio de Janeiro. Rio de Janeiro: Editora Revan.
- Zaluar, A. (2007). Democratização inacabada: Fracasso da segurança pública. *Estudos Avancados*, 21(61), 31-49.
- Zaluar, A. (2009). Agressão física e gênero na cidade do Rio de Janeiro. Revista Brasileira de Ciencias Sociais, 24(71), 9-24.
- Zaluar, A. et Alvito, M. (2006). Introdução. Dans A. Zaluar et M. Alvito (dir.), *Um século de Favela* (p. 7-24): Fundação Getúlio Vargas Editora.

LEXIQUE

Asfalto Nom donné à la ville « formelle », faite d'asphalte.

Baixada Nom utilisé dans le langage courant à Rio de Janeiro pour

désigner la Baixada Fluminense, une région située au

nord de la ville.

Barraco Expression qui équivaut à une maison de fortune et est

généralement utilisée pour désigner les maisons dans les

favelas.

Becos Rue étroite, qui ne bénéficie pas nécessairement d'une

bonne structure, où il n'y a pas beaucoup d'espace, qui peut être faiblement ou pratiquement non éclairée et où l'on peut retrouver des escaliers irréguliers pour monter

dans plus haut dans le morro.

Boca En référence au terme boca de fumo, point de vente de

drogues dans la favela.

Carioca Nom donné aux personnes qui habitent la ville de Rio de

Janeiro.

Casa grande A l'époque esclavagiste, désignait la maison des maîtres.

Caveirão Char d'assaut, généralement noir, utilisé par la police lors

de ses opérations. En portugais, le terme signifie

littéralement « grosse tête-de-mort ».

Caixa d'água En référence aux réservoirs d'eau placés sur les toits des

maisons, si typiques de Rio.

Centro Désigne le centre-ville.

Chacina Expression utilisée pour désigner les assassinats ou

disparitions de groupe.

Comunidade L'équivalent de communauté en français ; terme souvent

utilisé pour désigner la favela.

Convivência Coexistence.

Cortiço Habitation populaire prenant la forme d'une grande

maison dans lesquelles logeaient plusieurs familles. Les cortiços étaient, un peu comme les favelas, considérés comme malpropres et habités par des personnes

immorales.

Delegacia Nom donné aux postes de la police civile.

Fazenda L'équivalent de « ferme » en français.

Grupo de extermínio L'équivalent d'escadron de la mort en français, ou de

groupe d'extermination, plus littéralement.

Groupes armés de gauche, plus souvent connus sous leur

nom espagnol Guerilla.

Índios La traduction littérale en français est « Indien ». Cette

expression est communément utilisée pour nommer les

Autochtones.

Light Nom de la compagnie d'électricité à Rio de Janeiro.

Maracanã Nom du stade de la ville où se sont déroulées les

cérémonies d'ouverture et de fermeture des Jeux olympiques. Le quartier dans lequel il se situe porte le

même nom.

Milicia Désigne les milices, généralement composées de

policiers cagoulés ou qui ne sont pas en service.

Morador-a L'équivalent en français serait « résident-e », mais il

désigne généralement, à Rio de Janeiro, les résidents-es

des favelas.

Morro La traduction littérale serait « colline », mais le mot est

principalement utilisé à Rio de Janeiro pour évoquer la

favela.

Movimento negro « Mouvement noir » : relativement au mouvement social

porté par les afrodescendants-es au Brésil.

Nordeste La région située au nord-est du Brésil, composée des

Etats suivants: Alagoas, Bahia, Ceará, Maranhão, Paraíba, Piauí, Pernambuco, Rio Grande do Norte et

Sergipe.

Pereirão Terme péjoratif utilisé envers les femmes adoptant des

comportements « masculins ».

Quilombo Lieu refuge pour les esclaves à l'époque esclavagiste.

Quilombolas Personne habitant un quilombo.

Réal/Réais Nom de la monnaie brésilienne, au singulier et au pluriel.

Redes En portugais, redes peut désigner plusieurs choses.

Cependant, l'utilisation qui en est faite ici désigne plus précisément les réseaux et groupes de défense de droits,

de militants-es et de solidarité.

Senzala Bâtiment où habitaient les esclaves dans les fazendas

brésiliennes.

Vereadora Conseillère municipale.